



FRÉDÉRIC HEURTEBIZE, *Le péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme*, Paris, PUF, 2014, 392 p., ISBN 978-2-13-061995-6

Virgile Cirefice

DANS **REVUE D'HISTOIRE MODERNE & CONTEMPORAINE** 2017/3 n° 64-3 , PAGES 245 À 247
ÉDITIONS **BELIN**

ISSN 0048-8003

ISBN 9782410009880

DOI 10.3917/rhmc.643.0245

Date de mise en ligne : 27/10/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2017-3-page-245?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Comptes rendus

STEFANO MESCHINI,

La seconda dominazione francese nel ducato di Milano. La politica e gli uomini di Francesco I (1515-1521),

Varzi, Guardamagna, 2014, 328 p., ISBN 978-88-98832-07-1

Le duché de Milan et ses vicissitudes, entre XV^e et XVI^e siècles, se situent au centre des recherches de Stefano Meschini. Son premier travail concerne la vie et l'œuvre d'un noble humaniste, Bernardino Corio, ayant vécu à la cour des Sforza; ont suivi deux ouvrages sur

la première domination française à Milan (1499-1512) sous Louis XII. Le présent ouvrage est donc le deuxième volet d'un dessein plus vaste : une reconstruction historique approfondie des événements dans le duché de Milan à la Renaissance. Tandis que les études relatives à la période de la première domination française sur le Milanais sont nombreuses, les ouvrages dédiés à la deuxième s'avèrent plus rares. S. Meschini déplace notre attention des jours de gloire de la bataille de Marignan à la mi-septembre 1515 vers la gestion du duché durant les six années suivantes. Les nouveaux maîtres de Milan doivent alors faire face à une multitude de difficultés, du mécontentement gibelin au banditisme, des diverses doléances des Milanais aux relations tumultueuses des dirigeants français entre eux.

Cet ouvrage s'adresse à un public averti et expert. Il examine différents épisodes de la vie du duché de manière très détaillée, et l'appareil scientifique est considérable. L'auteur puise dans les documents, déjà publiés ou inédits, conservés dans l'archive *Sforzesco* et dans l'archive de l'État de Milan, mais les témoignages qu'on y retrouve sont lacunaires. S. Meschini se tourne alors, principalement, vers les archives de certaines puissances étrangères – comme Mantoue ou Ferrare, Florence ou Venise – qui maintiennent des ambassadeurs permanents dans la Milan française. Il se fonde aussi sur les nombreuses chroniques et les différents mémoires et annales de l'époque : le *Journal* de Barrillon, les *Mémoires* de Florange ou des frères du Bellay, les *Orazioni e lettere* de Morone, la *Cronaca* de Grumello et tant d'autres, parmi lesquels, incontournables, la *Storia d'Italia* de Guichardin et la *Historiae sui temporis* de Jove.

Le livre se compose de deux parties : la première est consacrée à la description des faits, de la conquête française et la consolidation du pouvoir à la crise et, finalement, à la perte du duché. L'auteur parcourt ces années si denses avec précision, des faits strictement inhérents au duché s'imbriquent à d'autres, relatifs à l'évolution de la politique française au plan international. Le lecteur est amené alors à passer les Alpes à la suite du nouvel Hannibal, à entrer triomphalement dans la ville de Milan avec le souverain, à assister aux épisodes de violence au sein de la noblesse locale; d'autre part, il plonge aussi dans les négociations fébriles pour l'élection impériale ou dans les préparatifs de la fastueuse entrevue du Camp du Drapeau d'Or, pour revenir aux échanges diplomatiques avec les Helvétiques ou les Vénitiens. La deuxième partie s'intéresse aux hommes de l'administration du duché : les Français cumulent souvent des charges en Italie et en France, les Italiens, qui avaient fait parfois partie auparavant du gouvernement *sforzesco*, sont fréquemment pardonnés et accueillis au sein du nouveau régime – un exemple intéressant est celui de Galeazzo Visconti. Celui-ci en effet, l'un des plus importants protagonistes de la faction gibeline lors de la bataille de Marignan, quitte le parti de l'empereur pour se rapprocher des Français

en 1516 et en acquiert l'estime et les bénéfices. De brefs récits décrivent la vie et l'activité des sénateurs et de leurs secrétaires, des lieutenants et des gouverneurs, des capitaines et des magistrats, des généraux et des podestats. Parfois, les sources permettent de tracer des portraits minutieux, parfois il faut se contenter du nom de ceux qui détiennent telle ou telle charge. Nous retrouvons la nature des offices, les déplacements des régisseurs d'une ville à l'autre du duché ou entre Milan et la cour en France, le montant des salaires – ces derniers avaient d'ailleurs une fâcheuse tendance à diminuer d'une année sur l'autre lorsqu'il s'agissait d'administrateurs italiens! Un portrait peu reluisant est tracé du deuxième lieutenant en charge du duché (le premier fut Charles de Bourbon), de 1516 à 1521, Odet de Foix, seigneur de Lautrec. Un homme cruel, despotique, sans pitié, qui fait l'objet de plusieurs pétitions auprès de François I^{er} : les Milanais souhaitent que le pouvoir de Lautrec reste du ressort militaire et qu'il ne puisse pas s'immiscer dans les causes d'ordre civil et financier. Toutefois, comme le lieutenant bénéficie de la faveur du roi, ses privilèges ne se relient pas directement à son statut, mais ils augmentent *ad personam* selon le bon vouloir du souverain.

La deuxième partie porte à penser que l'auteur perçoit cette période comme la confirmation ou, pire, l'imitation de la politique menée par Louis XII, dans à peu près tous les domaines. S. Meschini le souligne amplement : cette nouvelle campagne en Italie était bel et bien un projet conçu par Louis XII. François I^{er} maintient, aux mêmes fonctions, les hommes déjà engagés par son prédécesseur ou il désigne à défaut un membre de leur famille ; il adopte les mêmes dispositions dans les affaires publiques. L'auteur insiste sur cette idée avec des tournures du type « comme à l'époque de Louis XII, aussi sous François I^{er} » (dans le texte p. 278 et *passim*). Les difficultés et les problématiques rencontrées par les administrateurs lors de la domination de Louis XII – comme la vénalité des charges – resurgissent sous François I^{er}, mais elles sont amplifiées par la prodigalité excessive du souverain à l'égard de ses officiers. Le nombre des fonctionnaires français dans chaque organisme étatique, par exemple, augmente de façon méthodique – un *crescendo* qui commence certes sous son prédécesseur mais connaît son apogée sous François I^{er}. Néanmoins, dans cette esquisse, sont passés presque sous silence les passages des mêmes chroniqueurs auxquels l'auteur fait souvent référence – Jove, Vettori ou Sanudo – qui décrivent la clémence, l'humanité et la générosité de ce souverain si « *benigno e cortese* » (Benedetto Varchi, *Storie fiorentine*, Florence, 1888, vol. 1, p. 55) avec les Milanais (du moins au début), si ce n'est que pour y opposer aussitôt un portrait sombre, tracé par un détracteur de taille, Gerolamo Morone. Ainsi, la légitimité du roi, de ce roi, en ressort amoindrie. Enfin il est possible de remarquer une sorte de clivage entre les deux parties de l'étude, comme si elles avaient été initialement conçues comme deux recherches distinctes. L'évocation de certains épisodes se répète, sans un renvoi systématique qui aurait été pratique. Il n'en demeure pas moins que l'on souhaite pouvoir lire, un jour, la traduction de cet ouvrage, car elle permettrait au public français de découvrir un travail riche et complet, mené avec passion, qui nous offre une synthèse claire et précise des faits survenus entre 1515 et 1521 dans le duché milanais.

GREGORY HANLON,

Italy 1636. Cemetery of Armies,

Oxford, Oxford University Press, 2016, 224 p.,

ISBN 978-0-19-873824-4

Italy 1636 présente l'histoire d'un épisode peu connu du conflit qui opposa la France aux Habsbourg sur un front secondaire de la guerre de Trente Ans : la campagne de 1636, dans le nord de l'Italie,

dont la bataille de Tornavento, le 22 juin, fut l'événement majeur. Ce jour-là, les troupes françaises et savoyardes du maréchal de Créquy et du duc Victor-Amédée réussirent à tenir leurs positions, tandis que les Impériaux, commandés par le gouverneur de Milan, le marquis de Leganés, se retirèrent à la tombée de la nuit sans avoir été défaits. En termes d'effectifs, aucune des deux armées n'aligna plus de 15 000 hommes, mais cette bataille est cependant la plus importante qui se soit déroulée en Italie entre celle de Pavie (1525) et celle de La Marsaille, ou Marsaglia (1693), et elle fut décisive car elle empêcha les Français de conquérir Milan et la Lombardie. L'étude que propose Gregory Hanlon s'inscrit dans la tradition de l'histoire militaire renouvelée à partir du milieu des années 1970 par les historiens anglais J. Keegan, C. Duffy, P. Griffith et D. Chandler. Elle porte sur plusieurs aspects concrets de la campagne : la capacité des armées à se mouvoir en territoire ennemi et à s'approvisionner, la manière de combattre, le sort des civils. G. Hanlon divise son livre en quatre chapitres chronologiques : il présente d'abord les objectifs de Richelieu en Italie, l'intervention de la France dans la succession de Mantoue en faveur de Charles de Nevers, l'installation de garnisons françaises dans des forteresses (Pignerol, Casal) destinées à servir de bases pour une future expansion, et l'échec de la campagne de 1635 où les Français ne purent s'emparer de Valenza. Il explique ensuite la progression des Franco-Savoyards dans l'ouest de la Lombardie en mai-juin 1636 pour tenter de s'ouvrir la route de Milan, consacre le cœur de l'ouvrage à l'analyse de la bataille de Tornavento, puis évalue les conséquences militaires, démographiques et logistiques de ce combat qui dura quatorze heures. Le livre comprend des cartes et des plans qui aident à suivre les opérations militaires, ainsi que des reproductions de gravures italiennes des années 1630 représentant des épisodes de la vie quotidienne des soldats.

Dans sa description des conditions du combat, G. Hanlon s'interroge sur la manière dont les piquiers conciliaient leur action avec celle des mousquetaires, reprenant ainsi le débat sur la portée des armes à feu et la cadence de tir dans les années 1630. Il insiste sur l'exacerbation des sens des soldats : les détonations des mousquets, les cris des officiers, les roulements de tambour, le bruit des balles sur les armures les plongeaient dans un vacarme assourdissant, tandis que l'épaisse fumée et le mélange de poudre brûlée et de poussière les aveuglaient et expliquent l'imprécision des tirs. Ces observations confirment ce que nous apprend l'histoire-bataille de ces quarante dernières années sur l'expérience du combat, marquée par le corps-à-corps, la peur, le sentiment du devoir, la fatigue. Elles complètent d'autres études sur des batailles de la guerre de Trente Ans, comme O. Chaline, *La Bataille de la Montagne Blanche*, Paris 1999.

G. Hanlon propose une évaluation des effectifs engagés et des pertes. Il donne des ordres de grandeur significatifs qui rappellent la place que tenait l'Italie dans le dispositif militaire de la monarchie espagnole. Alors qu'il n'y avait traditionnellement que 2 000 soldats espagnols en Lombardie dans les trois premières décennies du XVII^e siècle, les Habsbourg mobilisèrent des troupes à partir des années 1630 et disposèrent au début de l'année 1635 d'environ 20 000 hommes en Italie. Grâce aux renforts reçus dans les semaines qui suivirent la bataille de Tornavento, Leganés eut sous ses ordres

à la fin de l'été 1636 au moins 35 000 soldats professionnels (soit deux fois plus que l'année précédente) et 17 000 miliciens qui lui permirent de faire reculer les Français.

Deux thèmes retiennent particulièrement l'attention du lecteur : le sort des blessés et les violences infligées aux civils. Le 22 juin, pendant la bataille, 2 000 à 3 000 hommes moururent, et il faut compter le même nombre de blessés. Pour soigner ces derniers, les Espagnols disposaient à Milan de plusieurs hôpitaux, dont l'*Ospedale Maggiore* où travaillaient des médecins, des chirurgiens, des barbiers, des infirmiers et divers autres assistants qui disposaient de moyens rudimentaires : ils tentaient de désinfecter les blessures avec un mélange d'huile de rose et de térébenthine, mais les risques de gangrène restaient élevés. Ces soldats, souvent exposés à la violence, ne ménageaient pas les civils, aussi bien ceux qui vivaient dans les zones de combat que les réfugiés. L'auteur note cependant une différence à propos des pillages : avant la bataille, les soldats français et savoyards pillaient vivres et fourrages mais ils tuaient très peu, ils volaient et détruisaient ce qui ne devait pas tomber aux mains de l'ennemi. En revanche, après la bataille, surexcités par le combat, les soldats pillaient les églises, les maisons, les granges et les moulins où ils prenaient marteaux, chaînes, tringles, outils en fer et toutes sortes d'objets en métal. Ces exactions étaient lourdes de conséquences. Dans le Milanais, les soldats français et savoyards provoquèrent la mort de milliers de personnes. Ils ne les tuèrent pas avec leurs armes, mais les affaiblirent en détruisant les récoltes et en leur volant des produits alimentaires et des animaux de trait. En comparant les registres paroissiaux tenus avant la bataille de Tornavento et pendant les mois qui la suivirent, G. Hanlon montre l'ampleur des pertes subies par les paroisses traversées par les soldats : à Oleggio, par exemple, alors que l'on comptait cinq décès par mois en temps normal, les prêtres enterrèrent 69 paroissiens en juillet, 87 en août, 67 en septembre, 44 en octobre, 10 en novembre, 19 en décembre. Les civils en contact avec les soldats souffraient donc de la faim, et la destruction des réserves de vin les forçait à boire de l'eau polluée par les soldats contaminés par le typhus et la dysenterie.

Cet ouvrage, clair et concis, est une solide contribution à l'histoire de la guerre au XVII^e siècle, comprise comme un phénomène total dont l'étude fait appel à la démographie, à la polémologie, à l'histoire des techniques et de la médecine. Il permet en outre au lecteur français de se familiariser avec l'historiographie anglo-saxonne et italienne la plus récente sur le sujet grâce à l'évocation des travaux d'historiens comme J. Black, L. White, C. Donati, D. Maffi ou M. Rizzo.

François BRIZAY
Université de Poitiers

HENRI COURRIÈRE,

Le comté de Nice et la France.

Histoire politique d'une intégration, 1860-1879,

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014,

398 p., ISBN 978-2-7535-3388-2

L'intégration de Nice à l'ensemble politique et culturel français, après le rattachement de 1860, a suscité des oppositions et des réticences dans lesquelles s'est forgé un particularisme niçois qui a perduré sous diverses formes jusqu'à nos jours. L'étude de la vie politique à Nice et dans son ancien comté, entre l'annexion et l'installation définitive de la République, constitue pour Henri Courrière un « biais pertinent » pour comprendre la genèse de ce courant. Le premier des sept chapitres, consacré au rattachement de 1860, aborde un terrain déjà largement fréquenté par les historiens. Les travaux de P. Gonnet, le numéro

spécial du centenaire de *Nice Historique* et les colloques de 1985 et 2010 ont abordé cette période charnière sous l'angle des questions diplomatiques liées au transfert de souveraineté, de la formation des partis « français » et « italien », des divisions de l'opinion locale ou de l'action menée par les représentants du régime impérial (le sénateur Pierre Maire Pietri et le consul Léon Pillet) pour orienter le vote d'annexion. L'analyse des journaux et des élections fait apparaître le rôle d'acteurs moins connus, actifs dans la presse puis dans la formation d'un réseau de comités, et rappelle que le ralliement d'une majorité de notables au rattachement ne s'est fait qu'après la divulgation du traité de Turin (mars 1860) et l'abandon du « parti italien » par les autorités piémontaises. En dépit des déceptions initiales liées au retard dans la mise en route des grands travaux promis et aux maladroites de la nouvelle administration, l'intégration dans l'Empire libéral s'est réalisée sans heurt ni éclat pour le régime. La forte abstention aux élections générales puis au plébiscite de mai 1870 montre l'incapacité à faire naître un bonapartisme local, en dehors des notables ralliés au régime d'ordre et de prospérité et de leurs clientèles. La stabilité dérive également des faiblesses d'une opposition, avant tout « italienne », qui peine à se structurer et n'acquiert de force électorale que dans l'arrière-pays. Les élections de mai 1869 sont un net succès pour l'administration, en décalage avec le reste du pays, mais en partie grâce à l'ancrage du candidat local, l'ancien maire François Malausséna. L'essor du particularisme, qui se distingue du séparatisme en mettant en avant la défense de l'identité et des intérêts locaux face à « l'invasion des Français d'outre-Var », suscite des réponses variées de la part des représentants de l'État et brouille les clivages politiques. En définitive, il est peut-être exagéré d'évoquer comme le fait l'auteur une véritable « crise du système impérial » à la fin de la décennie.

La chute de l'Empire et la proclamation de la République ouvrent en revanche une période d'incertitude politique et diplomatique qui profite au courant séparatiste, mais les succès de ce dernier sont éphémères. La reprise en main du département par l'administration, à travers l'état de siège, provoque certes des tensions qui culminent lors des « troubles » de février 1871, au lendemain des élections législatives, lorsque le préfet ordonne la saisie de journaux et l'arrestation de « meneurs » séparatistes – un épisode important et jusque-là méconnu auquel l'auteur a déjà consacré un article. Les débuts de la période républicaine sont traités dans les trois derniers chapitres, non sans quelques redondances. C'est le ralliement des notables libéraux à la République conservatrice, malgré leur invocation des libertés locales, qui consacre le déclin définitif du séparatisme. La possibilité de mener une action inspirée par le particularisme au niveau municipal, sous le mandat d'Auguste Raynaud, précipite la républicanisation des élites qui se manifeste dans l'élection triomphale d'Alfred Borriglione au scrutin de 1876, et se confirme lors des élections locales de 1877-1878.

L'étude de la vie politique niçoise au lendemain du rattachement de Nice à la France, affirme l'auteur dans l'introduction, permet d'aborder un ensemble de questions telles que la construction locale de la citoyenneté, l'appropriation par le bas des modèles nationaux et les conditions d'affirmation des identités locales, dans le sillage des perspectives ouvertes par les travaux de P. McPhee sur les Pyrénées (1991), de J.-F. Chanut sur l'école républicaine et les « petites patries » (1996) ou de F. Roth sur la Lorraine annexée (2011). C'est cependant à une histoire politique de facture assez classique que l'on a affaire. Tirée d'une thèse, l'étude privilégie l'analyse des élections, des débats politiques et de l'action menée par les élus locaux et les représentants de

l'État, en s'appuyant sur le dépouillement des archives administratives et de la presse locale. L'accent est clairement mis sur les groupes dirigeants et les leaders d'opinion, tandis que la population se voit souvent invoquée sous les contours statistiques du corps électoral ou de l'«esprit public» reconstruit par les rapports mensuels des préfets et des procureurs généraux. Les traductions culturelles du particularisme, notamment la question linguistique, ne sont abordées que par allusions. Dans la forme enfin, l'ouvrage «sent» encore la thèse, dont il reprend l'abondance de citations et de références ainsi que la scansion un peu trop systématique des scrutins électoraux locaux et nationaux. Le découpage des chapitres suivant la chronologie politique nationale n'est pas toujours pertinent. L'ouvrage n'en reste pas moins une étude fouillée et solide de la vie politique qui apporte une contribution utile aussi bien à l'histoire de Nice et de son comté qu'à celle de la civilisation électorale du Second Empire et des débuts républicains.

Simon SARLIN

Université Paris Nanterre/ISP-Institut des sciences sociales du politique

MARJOLEIN 't HART,

The Dutch Wars of Independence. Warfare and Commerce in the Netherlands, 1570-1680,
Londres et New York, Routledge, 2014, 234 p.,
ISBN 978-0-415-73422-6

L'ouvrage écrit par Marjolein 't Hart vient très utilement compléter la série «Modern Wars in Perspective» lancée par Routledge il y a vingt ans. Le texte se lit avec aisance grâce à une langue claire et précise. L'auteur examine les

différents aspects de l'économie de la guerre dans les Pays-Bas du Nord. C'est une perspective séculaire qui a été choisie, entre le dernier tiers du XVI^e siècle et la fin du XVII^e. Les affrontements entre la jeune république des Provinces-Unies et les plus grandes puissances européennes du temps sont donc associés dans une vaste réflexion. Le propos de l'auteure n'est cependant pas exempt de déséquilibres. La lutte contre les Espagnols fournit le plus grand nombre d'exemples tandis que la guerre navale est largement négligée. Le plan thématique permet de problématiser le propos et de faire ressortir les enjeux spécifiques du dossier. Les huit chapitres sont de longueur sensiblement égale, mais certaines pages bénéficient d'un appareillage de notes beaucoup plus conséquent que les autres. On regrettera également une certaine rareté des documents proposés. Souvent concentrés à certains endroits du livre, leur nature manque de diversité. Les développements sur le réseau de fortifications ou les amirautés auraient mérité des cartes. Des outils précieux rendront service aux lecteurs, comme la chronologie et l'index – ce dernier souffre néanmoins de quelques incohérences et lacunes, à propos de termes néerlandais difficilement traduisibles en anglais à l'instar du fameux *staat van oorlog*.

Ces points de détail ne doivent pas occulter les qualités d'un ouvrage centré sur des questions fondamentales pour les historiens. Un territoire en guerre permanente pendant une centaine d'années peut-il connaître la prospérité économique et la paix intérieure à l'époque moderne ? Un État puissant et centralisé est-il nécessaire pour faire face aux enjeux de la «révolution militaire» ? L'état de belligérance est-il consubstantiel du fameux siècle d'or néerlandais ? Forte de sa connaissance profonde du fonctionnement institutionnel et des finances publiques des Provinces-Unies, l'auteure parvient avec brio à répondre à ces interrogations. Servie autant par une riche historiographie que par les avancées récentes de la recherche universitaire,

elle dépasse le simple cadre de la somme récapitulative. On peut néanmoins regretter que ce livre, qui certes ne traite pas à proprement parler d'histoire militaire, n'ait pas pris en compte la récente synthèse parue à ce sujet (Petra Groen *et alii* (éd.), *De Tachtigjarige Oorlog*, Amsterdam 2013). Le premier chapitre, qui déroule une trame événementielle entre 1570 et 1680, n'apprendra pas grand-chose de neuf aux spécialistes. Il en est de même pour le sixième, où l'association entre marine militaire, course et domaine colonial est un peu bancale. Les deuxième et troisième chapitres proposent une très utile mise au point sur la professionnalisation de l'outil militaire néerlandais et les innovations tactiques et stratégiques pour lesquelles les grandes réformes de Maurice marquèrent un tournant. Mais la vraie nouveauté est d'insister sur les liens étroits instaurés entre le paiement régulier des soldats, la rigueur dans les montres d'effectifs, la discipline au combat et le respect des civils. L'ensemble formait un tout, donnant une consistance particulière à la « révolution militaire » aux Provinces-Unies. Très à l'aise sur son terrain de prédilection, M. 't Hart revient sur les finances publiques néerlandaises au septième chapitre, nous faisant partager quelques débats en cours. Elle nous rappelle ainsi l'importance du rôle des provinces ainsi que la souplesse d'un système fiscal décentralisé aux ressources diverses comme les emprunts, souvent oubliés (L'auteure développe déjà ces idées dans un ouvrage précédent, *The Making of a Bourgeois State*, Manchester 1993). Les développements les plus stimulants sont cependant à rechercher du côté des quatrième, cinquième et huitième chapitres. S'appuyant sur quelques thèses soutenues récemment aux Pays-Bas, l'auteure affirme que les civils acceptèrent la présence militaire car ils y étaient financièrement intéressés. L'abandon du billet de logement constitua ainsi une rupture inédite et fondamentale avec la contrainte habituelle. Les particuliers qui acceptaient d'héberger les soldats pouvaient escompter une rémunération régulière et tarifée. La hausse phénoménale de la pression fiscale au cours de la période fut ainsi mieux acceptée. Des analyses particulières sont réservées aux campagnes et aux villes de Gueldre et d'Overijssel, trop souvent oubliées par des chercheurs obsédés par les provinces maritimes. Si des espaces ruraux souffrirent terriblement du passage des armées ou de l'inondation volontaire des polders, ils profitèrent globalement d'une situation plus apaisée. On appréciera ces rééquilibres salutaires, qui permettent une compréhension intime de la réalité exacte des Provinces-Unies aux XVI^e et XVII^e siècles.

Quelques enseignements généraux émergent du livre. Les scissions des changements sont bien marquées : les années 1580-1600, 1648-1650 et 1672-1673 forment des ruptures fondamentales. Mises en perspective, de nombreuses transformations s'avèrent partagées avec les autres pays européens. À la fois précurseurs et incitateurs, les Orange-Nassau et les États de Hollande jouèrent un rôle essentiel. Les premiers comptaient sur leur expertise militaire et les seconds sur une croissance économique et une « révolution financière » en cours. Par ailleurs, M. 't Hart fait ressortir des contrastes profonds et à différentes échelles au sein d'un territoire qui n'a pas profité uniformément des redistributions opérées par la guerre. Les reclassements furent nombreux, profitables pour Tilburg mais désastreux pour Deventer. De nombreuses communautés locales, certains patriciats urbains, en ont profité pour renforcer leur poids au détriment du pouvoir fédéral. Le pragmatisme et l'expérimentation régnaient en maître, mais le sens général était celui d'un contrôle accru des civils sur les militaires. Enfin, l'un des mérites du livre est de casser quelques mythes historiques : sur le comportement de l'armée des États généraux, l'échec de la

Compagnie des Indes occidentales, la profitabilité de la course ou le retard logistique des ennemis de la République. Le pari de fournir à un large lectorat une synthèse solide sur un sujet essentiel, en mobilisant ses propres recherches pour revisiter une historiographie riche, est réussi haut la main.

Thierry ALLAIN
Université Paul-Valéry Montpellier III

ÉTIENNE BOURDEU,
*Les archevêques de Mayence et la présence
espagnole dans le Saint-Empire
(XVI^e-XVII^e siècles),*
Madrid, Casa de Velázquez, 2015, 286 p.,
ISBN 978-84-90960-13-4

Le livre d'Étienne Bourdeu apporte une contribution bienvenue à l'histoire de la diplomatie espagnole dans le Saint-Empire de la première modernité. Comme il le retrace lui-même dans son introduction, le projet est né de la volonté de considérer, à nouveaux frais,

les relations diplomatiques entretenues entre les Habsbourg d'Autriche et d'Espagne depuis l'abdication de Charles Quint (1556) jusqu'à la fin de la guerre de Trente Ans (1648), afin de montrer qu'elles furent souvent moins harmonieuses qu'il n'y paraît. Toutefois, parce que l'empereur était fortement contraint, dans le cadre de sa diplomatie, par d'autres acteurs au sein du Saint-Empire, É. Bourdeu a choisi – et c'est là ce qui fait le prix de son travail – de ne pas limiter son étude à ces deux princes, mais de l'élargir à un troisième personnage, l'archevêque et prince-électeur de Mayence, archichancelier d'Empire et directeur du collège des électeurs. L'auteur propose ainsi, à travers ces relations diplomatiques triangulaires, une étude de la « projection espagnole » (p. 7) dans le Saint-Empire, c'est-à-dire de l'ensemble des moyens mis en œuvre par la monarchie pour maintenir une présence dans l'Empire.

Le projet ainsi construit ne va pas sans paradoxes : le choix d'un « point de vue spécifiquement hispanique » (p. 9) centré principalement sur des documents produits par ou adressés au Conseil d'État espagnol, et le terme même de « projection espagnole », ne peuvent mener à reconstruire de manière symétrique les fins respectives des trois acteurs, ni à véritablement centrer « l'attention sur [...] les relations qu'ils entretiennent » tous trois (p. 8-9). L'auteur étudie en fait surtout l'intérêt que les Espagnols trouvaient dans leurs relations avec l'archevêque de Mayence, et la manière dont ces liens servirent de complément ou de contrepoint à leurs relations aux Habsbourg d'Autriche. Par ailleurs, une ambiguïté demeure sur le statut de ce que l'auteur vise à travers l'électeur de Mayence. S'intéresse-t-il à l'ensemble de la diplomatie du Saint-Empire, en tant qu'ensemble politique auquel appartiennent à la fois l'électeur et l'empereur, ou aux relations aux Habsbourg d'Autriche, en tant que princes et empereurs ? La diplomatie de l'empereur n'est en effet pas celle de l'Empire : de ce point de vue, l'électeur de Mayence ne peut pas compter au rang des « déterminations extérieures » qui influent sur les liens entre « la monarchie hispanique et le Saint-Empire », et ces dernières ne peuvent être qualifiées de « bilatérales » (p. 3). De la même manière, si l'auteur dit vouloir réduire son objet d'étude aux « relations impliquant les Rois Catholiques ou leurs agents directs dans le Saint-Empire avec les archevêques de Mayence et la famille impériale » (p. 8), il présente son projet, dès la page suivante, comme une analyse des « liens entre la monarchie hispanique, la principauté de Mayence et, plus largement, le Saint-Empire » et de « la façon dont

chacun de ces acteurs a essayé de tirer parti de cette relation à des fins propres – ce qui pose problème dès lors que l'Empire n'est pas un « acteur » ayant des « fins propres », au contraire de l'empereur.

Au-delà de ces ambiguïtés, l'intérêt de la démarche demeure, car le choix de Mayence peut décentrer le regard porté depuis Madrid sur le Saint-Empire. Le plan chronologique permet de suivre avec précision la transformation des enjeux liés à l'entretien, pour la monarchie espagnole, d'une relation de confiance avec l'archevêque de Mayence. À partir des années 1550, et surtout après 1570, la monarchie hispanique cherche en effet à développer ses relations avec l'ensemble des princes-électeurs, puis avec celui de Mayence en particulier. L'auteur montre que c'est son rôle d'archichancelier et de directeur du collège des princes-électeurs qui en fait, davantage que la localisation de son territoire propre, une figure incontournable pour le monarque espagnol, lui qui souhaite surtout maintenir la dignité impériale dans le giron Habsbourg. Il apparaît ainsi que c'est la fonction « impériale » de l'archevêque, et non sa qualité de prince territorial, qui intéresse en priorité l'Espagne.

Le rôle de Mayence au sein du dispositif diplomatique hispanique devient encore plus important sous le règne de l'empereur Rodolphe II, dès lors que ce dernier se méfiait de l'influence espagnole et refusa de régler sa succession de son vivant par l'élection d'un roi des Romains. Il est passionnant de constater comment, dans ce contexte, les diplomates espagnols surent réorienter le cœur de leur réseau impérial depuis Vienne vers les princes-électeurs, et notamment vers l'électeur de Mayence, qui reçoit dès lors une pension régulière. Au cours de la guerre de Trente Ans, les efforts espagnols se rééquilibrent : les années 1620, qui sont celles d'un « apogée des réseaux de clientèle hispaniques dans le Saint-Empire » (p. 164), voient les pensions affluer, parallèlement, à Vienne – dans l'entourage de l'empereur – et dans la région rhénane. Dans les années 1630, les difficultés se multiplient toutefois : l'incapacité à payer les pensions devient problématique, et la restauration de l'autorité impériale entraîne un repli de l'Espagne sur Vienne.

Au-delà de ce mouvement chronologique, l'auteur consacre de belles pages à la spécificité d'un prince prélat dans le système diplomatique européen – lui que l'on ne peut s'attacher par des relations matrimoniales, et que la loyauté relie aussi à Rome – ou encore au statut symbolique d'une correspondance directe entre princes. Il parvient à souligner la capacité des agents espagnols à considérer l'espace politique du Saint-Empire dans sa diversité, et à s'appuyer non pas uniquement sur leur relation privilégiée à Vienne, mais sur un ensemble d'acteurs impériaux bien plus divers. Sur ce dernier point, É. Bourdeu aurait toutefois gagné en force de persuasion s'il s'était appuyé sur l'historiographie germanophone consacrée au statut des différents acteurs politiques au sein de la structure impériale, et à la nature de cette dernière. Ainsi, les travaux récents de la *Reichsgeschichte* ont montré qu'il était difficile de qualifier la principauté de Mayence d'« État » (p. 16), quand bien même « composite » (p. 32), et qu'il était délicat de considérer sans davantage de précaution que la *Landeshoheit* du prince représentait « une forme de souveraineté territoriale » (p. 130). Or ces approximations, qui expliquent peut-être les ambiguïtés relevées plus haut, seraient de peu d'importance si elles n'avaient pas des conséquences sur la manière dont l'auteur qualifie la position spécifique du prince-électeur de Mayence au sein de la structure impériale, et son rapport à l'empereur : par exemple, son importance ne réside pas uniquement dans sa « proximité institutionnelle [...] avec l'empereur et son administration » (p. 28), ou dans sa « fonction électorale » (p. 33).

Ainsi, A. Gotthard a rappelé le rôle politique fondamental que les princes-électeurs jouaient, bien au-delà du moment du vote, dans le destin politique de l'Empire, et il a montré qu'ils étaient jaloux d'une autorité qu'ils tentaient d'imposer, entre autres, à l'empereur. Ce dernier agissait parfois comme un concurrent pour le « gouvernement » de l'Empire, à une époque où les débats faisaient rage pour savoir qui y décidait de quoi, notamment pour les questions diplomatiques – ce qui explique que celles-ci aient été discutées lors des rencontres entre princes-électeurs (*Kurfürstentage*). Ainsi, le rôle du prince-électeur de Mayence au sein de la diplomatie impériale est à la fois plus vaste, plus complexe, et sa relation à l'empereur plus ambiguë qu'on ne pourrait le croire à la lecture de ces pages. Et si c'est le regard espagnol qui « réduit » ainsi le rôle des électeurs, alors c'est un résultat qui mérite d'être mis en avant comme tel.

L'historiographie allemande récente n'invalide pourtant pas le propos du livre : elle n'aurait fait que renforcer son argumentation. Elle permet de souligner, davantage encore, l'intérêt heuristique qu'il y a à s'intéresser au rôle diplomatique « impérial » des princes de l'Empire et du prince-électeur de Mayence en particulier. En détournant le regard porté depuis Madrid de Vienne vers Mayence, É. Bourdeu nous offre une image différente, plus vaste et plus complexe, de la diplomatie espagnole dans le Saint-Empire.

Sébastien SCHICK
Université Paris 1

MASSIMO ROSPOCHER,

Il papa guerriero.

Giulio II nello spazio pubblico europeo,

Bologne, Il Mulino, 2015, 392 p.,

ISBN 978-88-15-25350-7

Que le pape soit, ou doive être, un grand communicant de nos jours, peu de gens en disconvieraient. Qu'il l'ait été il y a plusieurs siècles et en usant de tous les moyens de communication disponibles ne surprendra pas les historiens. Attentif à tous les modes d'expression politiques et soucieux de questionner la notion d'espace public de la première modernité, Massimo Rospocher s'est penché sur la figure de Jules II (1503-1513). Le choix de ce pontificat est heureux à plus d'un titre. Il s'inscrit dans une redécouverte historiographique des guerres d'Italie, facilitée entre autres par la mode commémorative. Il concerne un acteur incomparable de la vie des sociétés de l'Europe occidentale du temps, le souverain pontife, engagé dans des conflits militaires et politiques d'une grande intensité. Il prend place à un moment décisif d'accélération qualitative et quantitative des nouveaux outils de communication liés à l'impression des textes (livres) et des images (gravures). Il intervient enfin à un moment de plein épanouissement d'une monarchie pontificale qui cherche par le magistère, par l'expérience temporelle et par les arts à faire oublier l'affaiblissement dont elle fut l'objet lors de la crise conciliaire du premier tiers du XV^e siècle. Le pontificat de Jules II est dominé par la guerre. La dimension militaire du « pape terrible » est moins une particularité du cardinal Giuliano Della Rovere (1443-1513) monté sur le trône pontifical qu'un trait assez ordinaire des papes médiévaux, singulièrement du XIV^e siècle : le souverain pontife médiateur, acteur de pacification, s'impose davantage au fil de l'époque moderne corrélativement à l'abandon volontaire ou forcé de ses prétentions temporelles.

Redisons-le pour éviter tout contresens sur l'objet du livre de M. Rospocher : le pape ne possède pas de stratégie publicitaire positive. La plupart du temps, sa

« propagande » est antagoniste et se développe contre l'adversaire face à qui ses laudateurs établissent ses qualités. Elle emprunte les langages et les supports disponibles, livres ou estampes, poésies ou pamphlets, placards ou traités et M. Rospocher souligne le « taux élevé d'intermédialité » (p. 29) dans les processus de communication pris en compte dans son travail. En soi, le procédé historiographique, bien maîtrisé ici, n'est pas neuf et il ne surprendra pas le lecteur français familier des œuvres d'A.-M. Lecoq (*François I^{er} imaginaire*, Paris 1987) et de M. Fogel (*Les cérémonies de l'information*, Paris 1989), étrangement absentes de la bibliographie. Le propos se déploie selon une « narration polyphonique » (p. 40) en dix chapitres ventilés en deux grands volets, le premier dédié à la figure polymorphe du pape, tour à tour pontife, guerrier, pacificateur, croisé ou libérateur, le second s'attardant sur l'image du pape que renvoient ses relations bilatérales (Bologne, Ferrare, Venise, France, Angleterre). À cet égard, si la notion d'espace public est bien replacée dans son débat historiographique, l'espace géographique retenu dans le titre (l'Europe) n'est pas questionné et aurait mérité une justification et une explication.

M. Rospocher a du métier et cela se sent à chaque page : une ouverture disciplinaire vers les sciences politiques et les sciences de la communication au service d'une érudition philologique, archivistique et artistique de la meilleure facture. Elle permet à l'historien de revisiter des textes connus à l'aune d'une problématique appuyée sur des enquêtes de vaste souffle (communication politique). Il est peu de domaines qui ne puissent profiter de cette investigation originale. Le diplomate, par exemple, y trouvera d'excellentes pages sur les modalités de diffusion et de réception des bulles pontificales (p. 120 *sq.* sur le monitoire contre les Vénitiens du 27 avril 1509).

C'est peut-être dans les chapitres « italiens », par où débute l'examen de la légende noire du pontife, que se situe l'apport le plus net de l'ouvrage. De fines analyses de cas particuliers moins connus ou relativement inédits y servent une démonstration serrée, comme ceux de Bologne (p. 187-191, diffusion de *bolletini* et procès de leurs auteurs), de l'actif centre de production imprimée de Ferrare (étude, p. 212 *sq.*, d'un recueil factice de plaquettes produites après la défaite vénitienne d'Agnadel du 14 mai 1509) ou encore de Venise dont l'intensité de la sphère publique semble une constante de son siècle d'excommunications (1509 puis Interdit des années 1606-1607). Le déplacement vers les espaces français et anglais offre un tableau contrasté. Tandis que les Anglais défendent le pape par haine des Français (p. 260), la France de Louis XII exalte son souverain dans des termes laudateurs presque inversement proportionnels à l'image qui est donnée du pape : le roi y devient prince de la paix, théologien inspiré et donc défenseur unique de l'Église. La relecture des œuvres de Jean Lemaire des Belges et du théâtre de Pierre Gringore dont les écrits ont fait l'objet d'utiles et récentes réévaluations philologiques, est à cet égard précieuse (p. 278 *sq.*). La place centrale des littérateurs est encore soutenue par les attaques dont Lemaire est l'objet par l'humaniste anglais mort en 1512 James Whytstons (p. 302 *sq.*). Et on ne saurait passer sous silence le *Passetemps du Jardinier* (*The Gardyners Passetaunce*), pamphlet anonyme encore plus cruel contre Louis XII, car destiné à un public anglais. Cette charge en langue vulgaire contre le roi de France ménage la voie à une centralisation monarchique anglaise inédite (p. 315-327). Ira-t-on jusqu'à voir dans cette « triangulation » opérée par les auteurs anglais du début du règne d'Henri VIII (il a dix-huit ans en 1509), habiles à instrumentaliser le pouvoir pontifical, une étape singulière sur la voie vers le schisme anglican ? Ce serait sans doute aller vite en besogne, mais ces textes ont circulé et ont été lus, appréciés ou retenus. L'image

rémante d'une communication reste de la communication, quoiqu'elle échappe à son créateur.

Le lecteur sort un peu étourdi de cette démonstration de science virevoltante. Il est cependant convaincu de l'intérêt et de la solidité du livre; il est frappé de l'importance et de la diversité des témoignages conservés et retrouvés; il est enfin séduit par une écriture fluide et précise tout à la fois. Le portrait kaléidoscopique du pontife qui en ressort ne permet pas d'en savoir davantage sur l'homme que fut Jules II. Mais il en dit beaucoup sur ce qu'en pensèrent, comprirent, redoutèrent ou espérèrent ses contemporains.

Olivier PONCET
École nationale des chartes

ISAURE BOITEL,
*L'image noire de Louis XIV: Provinces-Unies,
Angleterre (1668-1715),*
Ceyzérieu, Champ Vallon, 2016, 560 p.,
ISBN 979-10-267-0090-6

Livre imposant par le nombre de pages autant que par la variété des sources, cet ouvrage est issu d'une thèse dirigée par J. Cornette, rédacteur d'une préface qui replace le projet de l'étude dans le cadre d'un autre versant de l'histoire de la représentation, celui de la «défabrication» de Louis XIV. Divisé en trois parties («La genèse des imaginaires»; «Les visages du monstre»; «Visées et effets d'une image-rie diffamante») subdivisées en dix chapitres, ce livre a pour ambition de dévoiler le fonctionnement des images dépréciatives de Louis XIV au XVII^e siècle en reconstituant un corpus quasi exhaustif provenant d'Angleterre et des Provinces-Unies. Les études récentes d'H. Ziegler (*Louis XIV et ses ennemis*, Paris 2013) et de S. Rameix (*Justifier la guerre*, Rennes 2014) montrent qu'une nouvelle page semble être tournée dans l'historiographie de Louis XIV, celle de la légende noire après celle de la légende dorée. Mais ces études s'avèrent partielles et fragmentaires car elles s'attachent à quelques exemples, tandis que le travail d'Isaure Boitel se développe à l'échelle de trois pays (la France, les Provinces-Unies et l'Angleterre) avec un corpus considérable de deux-cent-seize estampes, quatre-vingt-dix médailles et... des cartes à jouer. Prenons l'exemple d'un jeu paru en Angleterre en 1707: sur les cinquante-quatre cartes, dix-huit critiquent directement Louis XIV, avec humour et perfidie (on y voit le dauphin vendant la couronne aux enchères ou Mme de Maintenon en gardienne de basse-cour, ou encore le Roi Soleil battu par la reine Anne et mordant la poussière sous les coups d'une palme). Ces quelques exemples montrent la richesse et l'inventivité d'un corpus jusqu'à présent connu de façon très partielle (essentiellement à travers l'œuvre de Romeyn de Hoogue) et dont les usages politiques et sociaux ont parfois été surprenants (voir l'aventure du baron de Puechemeck, embastillé à la suite d'une longue filature car il possédait un lot de gravures hollandaises bilingues et injurieuses, que nous avons par ailleurs étudiées dans un article de 2004).

Le livre suit une progression à la fois logique et chronologique pour rendre compte des imaginaires à l'œuvre dans un corpus original puisque satirique, mais aussi des problèmes de circulation des images, entre commerce, et donc profit, et clandestinité, et donc risque. Pour élucider les images et en analyser les signes, I. Boitel fait un travail exemplaire de rigueur et d'érudition car c'est une opération complexe, surtout quand on explore à la fois un passé lointain et une autre culture. Les références graphiques des artistes empruntent volontiers à l'œuvre de Dürer par exemple, à l'iconologie

classique, d'Alciat ou de Ripa, mais aussi aux événements de la confrontation entre « le plus grand roi du monde que la terre a porté » et les Provinces-Unies, l'Angleterre ou l'Empire. Dans tous les cas, on perçoit bien, au fil des analyses, de véritables stratégies médiatiques visant à asseoir la légitimité du prince d'Orange, devenu roi d'Angleterre en 1688, par une déconstruction méthodique de l'image glorieuse de Louis XIV. On vérifie ici deux affirmations : l'image du roi génère sa contre-image et il existe bien une « culture européenne » des images dont témoignent la circulation et le détournement des motifs iconographiques d'un pays à l'autre mais aussi d'un support à l'autre, de la peinture à la gravure et de la gravure à la médaille ou au jeton, ou encore à la carte à jouer, même en considérant la spécificité de chacun des publics. On notera l'importance pour tous les historiens des analyses de la seconde partie, où l'auteure explicite comment la guerre des signes iconographiques (le lion et le coq) correspond à une guerre véritable entre Angleterre et Provinces-Unies, et France, qui de 1668 à 1678 s'étend à une union des couronnes contre le roi Très Chrétien, devenu *Hostis publicus* à force de références à un Mars querelleur. Introduit par la dénonciation de l'*hybris* politique et religieuse de Louis XIV, le sixième chapitre (p. 268-307) démontre comment la dénonciation du roi s'est opérée par la coagulation, en quelque sorte, de la particularisation de la critique sur sa personne et de l'universalisation de la menace qu'il pouvait représenter, au-delà des cibles protestantes ou de son affrontement conjoncturel avec le souverain pontife. Louis XIV, roi Très Chrétien, est métamorphosé en ennemi de la chrétienté, quasi un Antéchrist même si le terme n'est pas employé (à la différence de ce qui s'est produit chez les monarchomaques français contre Henri III). Le corps du roi ne cesse d'être attaqué, déformé, vieilli et avili par des plaisanteries de nature grivoise ou scatologique, jusqu'à une véritable mise à mort symbolique (p. 407-439). La question de la « désacralisation » du corps du roi, sorte de pont-aux-ânes académique récurrent, peut être ici questionnée, si tant est que le public n'ait pas déjà, et depuis des lustres, fait la différence entre le corps politique sacré et le corps réel, soumis à tous les aléas de l'existence (la folie de Charles VI) ou de la propagande (la malignité d'Henri III), sans avoir pu lire Kantorowicz !

Les apports à l'Histoire du grand siècle sont nombreux. Il faut tout d'abord relever l'importance du *Bouclier d'État*, le pamphlet du baron de Lisola (1667) qui fonde et légitime la contre-image de Louis XIV, puis la confirmation de l'importance de la rupture que représente dans l'histoire des flux iconographiques la révocation de l'édit de Nantes qui, ayant grossi le Refuge, a créé un bouleversement des pratiques éditoriales avec à la fois une augmentation sensible des éditeurs-imprimeurs français arrivés dans les Provinces-Unies et une amplification quantitative et qualitative de la presse périodique politique. Les gravures et leur diffusion représentent un contre-pouvoir indéniable qui accompagne, et souvent précède, les troupes de Louis XIV. L'ouvrage comporte de très nombreuses illustrations en noir et blanc, malheureusement reproduites sous format réduit ce qui, joint à une impression médiocre, n'en facilite pas la lecture. La bibliographie, les sources numérisées et archivistiques complètent cette étude qui s'avère de grande importance, tant par son érudition dix-septémiste que par les problèmes soulevés. Ce livre, véritable « déconstruction » du grand roi, est un complément indispensable au désormais classique *The fabrication of Louis XIV* de Peter Burke (1992, traduit sous un titre maladroît, *Les stratégies de la gloire*, Paris 1995).

YANN LIGNEREUX,

Les rois imaginaires. Une histoire visuelle de la monarchie de Charles VIII à Louis XIV,
Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016,
370 p., ISBN 978-2-7535-5141-1

Yann Lignereux donne avec ses *Rois imaginaires* un livre ambitieux et original. Ambitieux car embrassant deux siècles et demi de production iconographique intense et trente ans de recherches et de gloses érudites, original par une approche

inédite. Après le rappel d'une cause maintenant entendue, le rôle de l'imaginaire – représentations mentales et imageries correspondantes – comme dimension constitutive du politique, l'auteur définit son projet: non une somme des images royales, indifférente aux supports formels, aux qualités esthétiques, ne prenant en compte ni les commanditaires, ni les exécutants, ni les destinataires, pas plus la fonction que le fonctionnement, donc; mais «un dispositif de présentation s'apparentant à un montage scénographique, afin de mettre en évidence les liens qui ne font sens et ne se révèlent être tels qu'à travers une mise en scène variant les plans [...]». En mettant bout à bout des œuvres secondaires et des chefs-d'œuvre incontournables, en grossissant des pièces ordinairement oubliées et en rétrécissant des objets coutumièrement célébrés, rendre effectives les virtualités d'échos qu'entretiennent des images distinctes». C'est la reprise, avec l'image, de la problématique de D. Crouzet rendant compte des imaginaires du temps des troubles de religion, «une analyse reposant sur la désindividualisation et la désocialisation de l'Écriture» par laquelle les écrits sont à envisager «comme un texte unique, une totalité cohérente dont les significations évolutives et le fonctionnement interrelationnel ou interactif sont indépendants de ceux qui se donnent le rôle public de dispenser l'information» (p. 14-15). Basé sur une imagerie essentiellement graphique où la gravure est privilégiée comme lieu d'une invention plus libre que la peinture ou la sculpture, domaines mieux contrôlés, le livre propose au lecteur 95 gravures dans le texte et 31 peintures en 24 planches en couleurs, à quoi s'ajoutent les images non reproduites mais tout aussi commentées. Le grand mérite du livre tient en effet à la recension, la présentation et la discussion d'un nombre considérable de travaux: une bibliographie de 35 pages (de langue française ou anglaise. *Quid* de l'allemand, l'espagnol ou l'italien?) rassemblée *in fine* mais aussi présentée et discutée en notes, ce qui peut dérouter parfois le lecteur sautant de glose en glose. Ajouterait-on que la spécificité et la sophistication du vocabulaire, sans doute indispensables à l'analyse, ne facilitent pas le parcours dans le labyrinthe?

Cette étude de la représentation *sui generis* embrasse une période historique dont la singularité ou, dirait-on, l'homogénéité, tient à un parti figuratif qui reste inchangé de la Renaissance au début des Lumières, et à une configuration politique, celle de l'affirmation progressive de la puissance monarchique débouchant sur l'«absolutisme». Deux lignes de force structurent l'analyse: l'une, de longue durée, qui serait le continuum discursif, les échos qu'entretiennent les images entre elles, l'autre, plus hachée, reflétant les aléas de la conjoncture et l'histoire propre des règnes. Le propos du livre est d'analyser les vicissitudes de la représentation du corps royal comme incorporation de la souveraineté, du moment où commence à se mettre en place cette articulation jusqu'à celui où elle se dénoue.

Les règnes de Charles VIII et de Louis XII produisent une imagerie contrastée voire contradictoire, où pointe lors des «voyages d'Italie» la tentation impériale antique. Avec François I^{er} se produisent la rupture décisive et l'entrée dans le long parcours d'une imagerie royale allant *crescendo* jusqu'à Louis XIV. Tous les partis

figuratifs furent mobilisés sous ce règne et ont suscité chez les historiens des montagnes d'érudition. Pour Y. Lignereux, c'est une figure christique qui se dégage de ces multiples représentations. Le sourire du roi dans le portrait de Titien, signifiant passage, déjouant le temps qui passe, « à cette puissance d'apocalypse de la nature quasi divine du souverain, roi habité par le Saint-Esprit, roi messianique et roi christique » (p. 75). L'image royale subit ensuite le contrecoup des guerres civiles et oscille entre deux pôles opposés. Une surchristianisation avec la *résurrection du Christ* de Caron, où Jésus a le visage d'Henri III tandis que l'iconoclasme protestant s'abat sur l'image royale pour cette raison même de l'investissement par le portrait du roi des dynamismes eucharistiques catholiques. La désacralisation est à l'œuvre avec les portraits-charges, culminant avec celui d'Henri III en chimère hermaphrodite. Le court règne d'Henri IV voit la restauration de l'image royale, mais de façon différente. Avec le roi jupitérien se produit un déplacement caractéristique de la conception nouvelle de la monarchie. Y. Lignereux voit dans la statuette de Prieur davantage qu'un emprunt à l'antique: ce corps nu est la totalité du corps du roi, absorbant la dualité des deux corps de la conception médiévale. Le règne d'Henri IV est fondateur par la « coexistence de la sécularisation de l'État et l'autonomisation de la raison politique avec la néosacralisation du roi, la construction pragmatique d'un espace politique "laïc" avec sa définition et sa compréhension en termes essentiellement chrétiens et eucharistiques » (p. 149). Avec le règne de Louis XIII, l'imagerie royale se complexifie en raison de la présence à côté du roi de sa mère, puis de son ministre. Il ne faudrait pas y voir un affaiblissement, mais « à travers la figure d'une sorte de dédoublement accepté du pouvoir royal, l'affirmation de la continuité de l'encomiastique monarchique donnant corps à son État ». L'imagerie de Louis XIII fonctionnerait alors comme les jeux d'anamorphose faisant apparaître une figure absente du tableau. « Réussir à donner à voir ce qui ne peut l'être constitue la qualité singulière de l'imaginaire de ce roi. Son économie essentielle est ainsi d'inventer et d'instituer une image de l'État » (p. 223). L'anamorphose n'est plus utile sous Louis XIV, car c'est désormais l'image du roi qui sature la représentation. Mais cette inflation signe en même temps sa fin. J'ai étudié dans Versailles l'absorption des images par la figure du roi. Y. Lignereux qualifie Louis XIV de « roi iconophage ». « Cette révolution de l'imaginaire monarchique est bien plus que la substitution d'une référence à d'autres ou la somme d'appropriations successives de thématiques réduites désormais à une incarnation unique. Elle traduit plus largement un procès de l'altération de la représentation même » (p. 257). Sur les peintures de la galerie de Versailles, dans les statues équestres sur les places royales des villes, on ne voit pas le roi, mais l'acte de gouverner, la représentation de la souveraineté. Le roi n'est plus qu'un particulier, il est sorti de l'image. La figure 94, la dernière, montre Philippe V en habit civil perçant une tenture représentant l'image couronnée de la monarchie hispanique. Au-delà de la lecture conjoncturelle de cette gravure hollandaise disant l'échec du prétendant bourbon, on peut y voir l'éviction du corps du roi de la figure d'un État qu'il a travaillé si longtemps à remplir et à incarner.

Le « montage scénographique » de Y. Lignereux est-il convaincant ? La véritable question est celle de la pertinence du projet : le continuum des images sans interférences « externes », émetteurs comme récepteurs, c'est-à-dire sans jamais poser la question du fonctionnement, ni envisager que celui-ci puisse conditionner la production même de l'imagerie. La question est réglée – ou plutôt expédiée, dans le dernier chapitre : « la propagande n'existe pas », « l'opinion publique non plus » (*sic*). On ne discutera

pas ici de ces assertions, que je ne partage absolument pas. Disons seulement que le contenu de l'image n'est pas de la même nature s'il s'agit d'une feuille volante commanditée par Richelieu ou Mazarin (on peut alors parler de propagande), d'un tableau ou d'une statuette destinés au privé du prince, ou d'une peinture invisible dans l'éloignement de la voûte d'un palais, une imagerie sans public. Concédonsons à Y. Lignereux qu'il peut passer quelque chose des unes aux autres. Demeure, à ne considérer que le représenté, le risque d'une construction « hors sol » où l'imaginaire du roi risque d'être celui de l'historien. Nié jusqu'au règne de Louis XIV, le public fait soudain son apparition, suscité par la monarchie brusquement soucieuse de communiquer. Lorsque l'académicien Charpentier fait la promotion du français et du parler vrai, pendant du représenter vrai, c'en est fini des mystères et des *arcana principis*. S'ensuivrait un déplacement. « En rendant le public participant à sa gloire, paradoxalement le roi devient moins glorieux et les sujets plus attentifs aux soins de l'État » (p. 301) – non seulement participant, mais avec des exigences nouvelles. La « mutation esthétisante » qui affecte la fin du règne de Louis XIV, soit le rejet du parti figuratif (allégorie, mythologie, histoire ancienne, la « mythistoire » de J.-M. Apostolidès) par où se représentait la figure du roi, rend obsolète tout le système encomiastique. Cette reconnaissance du rôle du public intervient à mon sens trop tard.

Gérard SABATIER

Centre de recherche du château de Versailles

CATHERINE MAURER, CATHERINE VINCENT (ÉD.),

*La coexistence confessionnelle en France
et en Europe germanique et orientale
du Moyen Âge à nos jours,*

Lyon, Laboratoire de recherche historique Rhône-
Alpes, 2015, 362 p., ISBN 979-10-91592-12-3

Fruit d'un colloque organisé par la Société d'histoire religieuse de la France et l'université de Strasbourg en octobre 2012, ce volume a pour origine la théorie de la professionnalisation produite par l'historiographie allemande à partir des années 1980, en particulier dans les travaux de

W. Reinhard et H. Schilling. Face à une théorie dotée d'une grande « cohérence intellectuelle », qui se serait cependant transformée « en “prison de longue durée” de l'histoire allemande » (Catherine Maurer) et qui dirige l'attention des historiens avant tout vers les dynamiques de différenciation et de confrontation confessionnelles, l'ouvrage adopte une approche caractéristique de l'historiographie récente en multipliant les études de cas comme autant de nuances apportées à cette théorie longtemps dominante. Un récit alternatif à celui que propose le paradigme de la professionnalisation ne se reconstitue certes pas pour autant à partir de ces cas particuliers mais, à la lumière de la diversité des situations qu'ils donnent à voir, la logique d'affrontement entre communautés religieuses rivales tend à se dissoudre à l'intérieur d'une gamme étendue de modulations des rapports intercommunautaires. De la cohabitation la plus étroite à la séparation la plus nette, de l'intolérance la plus intransigeante, menant aux pires formes de violences (la Saint-Barthélemy étudiée par J. Foa) à la tolérance la plus indifférente, du conflit à la conciliation, toute une série d'aménagements est ainsi expérimentée et mise à jour par l'analyse finement contextualisée des cas particuliers, qui déclinent chaque fois ces différentes formes d'adaptation à la spécificité des circonstances et des conditions locales.

Alors que l'historiographie a tendance à privilégier l'analyse des rapports entre catholiques et protestants à partir du temps des Réformes, l'ouvrage étend à la fois

les communautés concernées et la période considérée. Les études qu'il rassemble portent en effet sur une durée qui s'étire du XI^e à la fin du XX^e siècle. En outre, les phénomènes de coexistence ou de confrontation analysés ne mettent pas seulement aux prises des chrétiens, mais aussi des chrétiens et des juifs (B.-M. Tock, R. Grosse, A. Kichelewski), des hérétiques, tels que les « Cathares » ou les hussites (U. Brunn, O. Marin), voire des « païens », comme les Samogitiens (L. Chollet). Si, comme l'indique le titre, la majorité des articles aborde des cas situés en France et en Europe germanique, la couverture géographique du volume est en réalité plus large. Elle comprend également la Pologne (A. Kichelewski), la Lituanie (L. Chollet) ou la Bohême (F. Muller). Mais de manière plus significative encore, ce sont moins des aires géographiques étendues, à l'échelle des royaumes ou du Saint-Empire (C. Duhamelle), qui sont prises en compte, que des territoires plus restreints, qui permettent une compréhension précise de la manière dont des équilibres démographiques, des rapports de force politiques, ou encore l'intrication des juridictions (L. Jalabert) jouent avec les interactions confessionnelles. Plusieurs articles se concentrent par conséquent sur des espaces urbains – Prague (F. Muller), Paris, Cologne (R. Grosse), Neuchâtel (B. Forclaz), Genève (S. Scholl), Metz et sa cohabitation entre catholiques, réformés et juifs (J. Léonard) – ou des régions, telles que l'Alsace (E. Clementz, A. Jantzen, C. Muller) et les confins occidentaux du Saint-Empire (L. Jalabert), le Languedoc et la Provence (C. Borello), ou encore des États plus réduits comme les Provinces-Unies (F. Muller), le Wurtemberg (M. Schnettger) ou la Suisse (K. von Greyerz). Les situations sociales examinées sont également très diverses, puisque l'adaptation des institutions d'assistance à la pluriconfessionnalité (E. Clementz), les rapports entre réseaux professionnels, amicaux ou familiaux et tensions confessionnelles (J. Léonard, B. Forclaz, J. Foa), ou encore les milieux artistiques ou savants, les cours princières, sont successivement examinés (F. Muller, C. Duhamelle, M. Schnettger).

Si cette ouverture géographique et la variété des situations étudiées permettent de multiplier les configurations spécifiques, elles comportent toutefois aussi le risque de dissoudre l'idée de « coexistence confessionnelle » vers laquelle pointe le titre du volume. Appliquée à la période médiévale, elle suppose l'existence de groupes clairement constitués et susceptibles de se définir eux-mêmes à travers la catégorie de « confession », alors que celle-ci revêt à l'époque moderne des usages nouveaux, de portée à la fois théologique, rituelle et juridique. Certaines études montrent d'ailleurs que les catégories sont parfois beaucoup plus flottantes au Moyen Âge : celle de « juifs » peut par exemple s'appliquer également à des non-juifs tandis que celles d'« hérétiques » ou de « cathares » expriment moins une conscience collective qu'une classification d'orientation répressive. L'ouvrage fournit à cet égard matière à réflexion en suggérant que la « coexistence confessionnelle », telle qu'on l'entend d'ordinaire pour l'époque moderne, prend peut-être naissance un peu plus tôt qu'on ne le juge habituellement, avec les disputes théologiques et les compromis laborieusement élaborés au XV^e siècle entre l'Église catholique et les hussites (O. Marin).

Mettre en évidence la diversité des formes concrètes de cohabitation constitue sans doute l'un des atouts de cet ouvrage. Était-il pour autant nécessaire de refléter cette diversité dans les langues de publication des chapitres ? Alors que la grande majorité des textes sont rédigés en français, deux font exception : l'un, en allemand, propose une réflexion ambitieuse sur la formation et la réception du terme de « cathares » (U. Brunn), alors que l'autre, en anglais, concerne les effets des conversions princières, à l'exemple du Wurtemberg (M. Schnettger). Les traductions coûtent

bien sûr cher, mais le maintien de textes isolés dans leur langue de rédaction risque de les écarter du champ de comparaison des situations que le volume met en œuvre.

Dans l'ensemble, l'ouvrage propose un vaste éventail de cas très minutieusement contextualisés, mais ouvrant la voie à des hypothèses plus générales. Une périodisation de la question de la coexistence religieuse en Europe ressort ainsi en filigrane et suggère que des accommodements ont pu être trouvés jusque vers la fin du XVII^e siècle. S'ils persistent parfois ensuite, l'époque qui suit, celle durant laquelle on assiste pourtant à la systématisation et à la diffusion d'une philosophie de la tolérance, semble donner paradoxalement lieu à des processus de durcissement des identités confessionnelles – le XIX^e siècle se dessinant dans cette perspective comme « un deuxième âge du confessionnalisme » (O. Blaschke). Des concepts comme celui de « convivance » (C. Borello) émergent comme alternative à la notion de « tolérance » peu sollicitée par ceux qui pratiquent la coexistence au quotidien. La conclusion générale (Y. Krumenacker) reprend les critiques auxquelles la théorie de la confessionnalisation a été exposée et propose une typologie des solutions élaborées pour vivre ensemble dans un cadre culturel qui à l'époque moderne reste déterminé par l'intolérance : « se distinguer sans pour autant heurter [les] voisins » (C. Duhamelle) résume peut-être tout l'art du compromis confessionnel qui se renégocie sans cesse dans ce contexte.

Christian GROSSE
Université de Lausanne

**ANNE BONZON, PHILIPPE GUIGNET,
MARC VENARD (ÉD.),**

La paroisse urbaine. Du Moyen Âge à nos jours,
Paris, Cerf, 2014, 503 p., ISBN 978-2-204-09903-5

Cet élégant volume à l'édition soignée, fruit d'un colloque organisé sous le patronage de la Société d'histoire religieuse de la France, vient combler un manque historiographique. Comme le

rappelle A. Bonzon en introduction, la paroisse est un cadre bien plus difficile à suivre en ville qu'à la campagne. De ce fait, la paroisse urbaine a rarement été un objet d'étude pour elle-même. Les mutations récentes de l'histoire religieuse et de l'histoire urbaine permettent pourtant un croisement fécond des regards, comme le prouvent les différentes contributions. Cette étude reste cependant complexe. Il faut beaucoup de patience pour retrouver la paroisse urbaine dans les sources, à cause de ses délimitations mouvantes, parfois contestées par des laïcs exigeants ou par des ordres religieux concurrents. Il faut aussi tenir compte de jeux d'échelles et de rapports de force dans des villes comprenant plusieurs paroisses, et il est difficile de mesurer le degré d'appropriation par les fidèles de ce territoire ecclésiastique qui n'est un cadre obligatoire de la vie chrétienne que depuis le XIII^e siècle. Les contributions, des débuts du Moyen Âge à aujourd'hui, abordent le sujet sous différents angles, offrant des monographies variées sur des cas certes majoritairement français, mais également flamands, anglais, allemands ou italiens, toujours avec la volonté de produire des synthèses fondées à la fois sur l'historiographie et sur le dépouillement de sources de première main. Ces chapitres foisonnants mériteraient d'être présentés de façon approfondie. Je me limiterai aux seules époques moderne et contemporaine.

À propos de l'Ancien Régime, plusieurs terrains d'observation sont possibles, comme celui des confréries (P. Desmette, pour les diocèses de Tournai et Cambrai),

à travers lesquelles on peut voir une affirmation des curés dans le contrôle de la vie confraternelle. La prédication est aussi un moyen privilégié d'aborder la paroisse urbaine, car le contexte post-tridentin et la concentration de l'offre créent une sorte de marché qui profite de la concurrence entre les paroisses et de la présence de prédicateurs renommés. On le voit à travers les exemples de Paris et de Milan, bien que ce soit dans deux optiques différentes : pour le cas français, I. Brian fait le choix, original, de voir quels sont les enjeux institutionnels et financiers du choix des prédicateurs extraordinaires pour le carême, l'avent ou d'autres temps forts, ce qui suscite des débats au sein des fabriques entre le curé et les laïcs. Pour le cas italien, P. Vismara observe, y compris pour le catéchisme sur lequel insistent les archevêques Borromée, une tendance nette à la spécialisation en fonction du public visé, selon son genre ou son niveau social. Les questions de concurrences et de conflits potentiels autour de la paroisse urbaine sont traitées en filigrane par plusieurs contributions, que ce soit pour montrer les empiètements possibles entre vie paroissiale et vie des chapitres cathédraux ou collégiaux (B. Restif), pour confronter différents modèles de rapports avec l'autorité du Magistrat dans la Flandre française au passé « hispano-tridentin » (P. Guignet), pour observer le rôle des marguilliers dans les paroisses parisiennes grâce à une étude de cas très aboutie qui décortique les hiérarchies laïques et les fonctions civiques au sein des fabriques (N. Lyon-Caen et L. Croq), ou encore pour voir comment, avant l'interdiction de l'enterrement dans les églises en 1776 et la fin du lien entre cimetière et paroisse, les différentes entités pouvaient entrer en concurrence entre elles ou avec les établissements réguliers pour les inhumations (R. Bertrand).

Deux grandes parties de l'ouvrage portent sur l'époque contemporaine et les mutations qu'elle introduit. La première grande rupture, en France en tout cas, est celle de la réorganisation paroissiale dans la période révolutionnaire (par l'Église constitutionnelle, P. Chopelin) et concordataire. La question des héritages de l'Ancien Régime est importante, et on la repère à la fois dans les inégalités entre paroisses à Paris au XIX^e siècle (J.-P. Moisset) et dans le choix des parcours des processions urbaines à Limoges et Poitiers (P. d'Hollander), puisque les anciennes limites paroissiales continuent d'être essentielles dans le maintien de dévotions. Pourtant, dans tous ces cas, les transformations sont radicales et mettent la paroisse en crise, car elle semble trop souvent inadaptée au nouveau contexte de l'exode rural et de l'industrialisation. C'est le cas pour ceux qui appellent à la relance d'un mouvement missionnaire et qui considèrent que le découpage paroissial constitue un carcan dans un milieu urbain « païen » ; pourtant, la paroisse peut aussi être pensée et renouvelée pour, précisément, tenter de conserver les fruits de l'apostolat (C. Sorrel). Une autre transformation de l'idée même de paroisse au XIX^e siècle vient de son introduction (et particulièrement par le décret de 1852) dans le vocabulaire des protestants, et l'on voit ainsi les réformés parisiens « paroissialiser » progressivement leur territoire (A. Encrevé).

La question de la place des œuvres et de l'adaptation de la paroisse urbaine à ce nouvel enjeu fondamental occupe plusieurs contributions, notamment à travers la *Caritas* allemande de 1890 à 1945 (C. Maurer), l'éclosion à la même époque en France d'une « paroisse des œuvres » (M. Guilbaud), ou encore les rapports entre cadre paroissial et Action catholique spécialisée (Y. Tranvouez). On y voit la réflexion sur l'effacement d'une définition purement culturelle de la paroisse, afin de mieux partir à la (re)conquête des âmes, mais aussi une vraie remise en cause de la légitimité

même de la paroisse, notamment chez certains jocistes. Pourtant, la paroisse sort renforcée de Vatican II, et on constate même une forme de repli sur la liturgie. Ce dernier est aussi perceptible dans les attentes des fidèles et la «resacerdotalisation» des prêtres (C. Béraud), ou dans le rapprochement de l'autel et l'inscription paroissiale des diacres permanents (B. Dumons), refondés par le concile, au risque d'une cléricisation que certains refusent. Pourtant, les paroisses ont beaucoup évolué, notamment sous l'influence de mouvements comme la JOC. Si les regroupements en «unités paroissiales» (ou d'autres noms) sont déjà anciens (comme à Bruxelles, A. Thion) et se poursuivent (C. Béraud), une forme de «déterritorialisation» de la paroisse progresse, surtout en ville où les affiliations se font désormais par affinité, grâce à la diversité des propositions pastorales permise par la pluralité : dans ses propos conclusifs, M. Venard – qu'on lit avec émotion – nous apporte en ce sens son témoignage de chrétien qui, au gré de ses déménagements, a choisi avec soin ses paroisses successives.

Dans cette conclusion, il regrette certains angles morts dans les différentes communications, comme le regard des laïcs sous l'Ancien Régime par exemple. Mais c'est sans doute inhérent à des actes de colloques, surtout quand ils embrassent comme ici un sujet à défricher. D'ailleurs, M. Venard lance deux interrogations qu'il faudra sans doute plus d'un livre pour épuiser, preuve de la nouveauté des questionnements et de leur permanence : la paroisse urbaine a-t-elle été un propagateur ou un frein pour le christianisme ? Aujourd'hui, est-ce un territoire à évangéliser ou un noyau de fidèles ? Espérons que cet ouvrage donnera envie aux historiens et sociologues d'y répondre en creusant les pistes proposées ici de façon si stimulante.

Julien LÉONARD
Université de Lorraine

CHRISTIAN POITOU,

La population de la Sologne au XVIII^e siècle.

*Étude médicale et démographique
d'une région humide,*

Orléans, chez l'auteur (www.christianpoitou.fr),
2014, 358 p., ISBN 978-2-9532010-4-8

Christian Poitou est l'un des meilleurs connaisseurs du passé solognot. Auteur depuis les années 1960 de nombreuses publications concernant cette région, il avait projeté d'y consacrer une thèse centrée sur la démographie historique.

Si finalement celle-ci n'a pas abouti, le

volume proposé ici en livre le contenu et les conclusions : son information peut être utilement croisée avec celle de l'étude approfondie qu'il a consacrée à deux paroisses solognotes (*En Sologne sous l'Ancien Régime, Vouzon et Lamotte-Beuvron de 1500 à 1790*, Orléans 2012).

L'ouvrage s'attache d'abord à cerner la personnalité de la région de 1660 à 1789. Il souligne que la Sologne, terre de sable et d'argile, est un pays mal drainé, où abondent marais et étangs, un pays humide donc (comme la Dombes et la Brenne, auxquelles il la compare), ce qui constitue un important handicap économique et sanitaire. Le couvert végétal comporte des champs et des taillis, mais pas de futaies, seulement des semis de pins qui apparaissent après 1760. Ce qui domine, ce sont les espaces incultes, landes et bruyères, qui occupent jusqu'à 40 % des terroirs, parfois 50 % si on ajoute pâtures et genêtiers. Le système agraire a aussi sa part dans de tels paysages. Depuis qu'à la fin du XVI^e siècle la propriété paysanne s'est effondrée, du fait de la surexploitation des terres peut-être, du morcellement lié à la croissance

démographique surtout, la région a développé l'élevage ovin. La lande a remplacé les labours, les fossés ont cessé d'être entretenus, ce qui a favorisé l'extension des marais.

Dans ces conditions, la masse des Solognots vit une existence misérable : exploitant dans un milieu humide de pauvres locatures, habitant de petites masures, basses de plafond, mal aérées et insalubres, confrontés à une production céréalière déficitaire (d'où des catastrophes en cas de mauvaise récolte), ils connaissent un état sanitaire déplorable. Parmi les maladies qui les frappent, beaucoup ne sont pas propres à la Sologne. Infections intestinales ou pulmonaires (fièvres) et variole tuent en nombre ou laissent de graves séquelles. D'autres sont plus spécifiques à la région : paludisme, lié à l'humidité du pays, et ergot – cause de troubles psychiques et d'une progressive perte des membres – dû à un parasite sur certains grains de seigle ; il peut être combattu en triant les grains mais en cas de mauvaise récolte on répugne à le faire.

Face à ces fléaux, les chirurgiens qui exercent dans les campagnes (où il n'y a pas de médecins) sont d'une médiocre compétence (malgré des tentatives pour mieux les former et les contrôler), trop peu nombreux et mal répartis sur le territoire. Insuffisance aussi pour les sages-femmes : aux matrones de village, on demande surtout de savoir baptiser, et l'effort de Madame du Coudray pour former des praticiennes qualifiées ne donne que des résultats limités. Quant aux hôtels-Dieu, s'ils assurent des conditions alimentaires convenables et de sérieuses chances de survie, ils sont trop petits, et ne sont accessibles qu'à ceux qui résident à proximité ; pour les autres se posent trop de problèmes de transport. Les thérapeutiques des chirurgiens sont peu efficaces. Contre le paludisme, ils n'utilisent la quinine qu'en dernier recours et à trop faible dose, à cause de son coût (on ne disposera du sulfate de quinine qu'en 1820) ; face à l'ergot de seigle, ils sont encore plus démunis. C'est la médecine évacuante des saignées et des lavements qui domine, complétée des produits les plus variés, végétaux, animaux ou minéraux, présents dans la pharmacopée savante aussi bien que populaire. Quelques innovations existent, mais la variolisation est peu pratiquée en Sologne, et la vaccination ne le sera qu'après 1800. On comprend dès lors que la population se tourne volontiers vers le clergé, curés et religieuses, vers les empiriques, et vers le surnaturel : culte des saints, magie, voire sorcellerie.

L'étude démographique – dernière partie de l'ouvrage, illustrée de nombre de cartes et de graphiques – enregistre les effets de cet état matériel et sanitaire. Elle retrouve les paramètres classiques de la vie et de la mort, impossibles à détailler ici. Soulignons seulement l'ampleur de la mortalité (au moins 40‰) et de la natalité (plus de 40‰), et l'effroyable mortalité infantile (plus de 300, parfois 400‰). Sur le plan conjoncturel, elle décrit les crises bien connues de l'époque de Louis XIV (1661-1662, 1693-1694, 1709), puis les difficultés qui persistent jusque vers 1750 (notamment dans les années 1740), avant d'examiner les mouvements contradictoires du second XVIII^e siècle. Enfin, l'étude du mouvement de la population, fondée sur les dénombrements de feux, révèle l'ampleur du dépeuplement de la région au XVII^e siècle : de l'indice 100 en 1567, la population de la Sologne centrale tombe à 68 en 1665, et à 56 en 1713. Par rapport à ce long déclin, le XVIII^e siècle présente une certaine récupération, mais qui ne compense pas les pertes antérieures.

Cela explique qu'à la fin du siècle les contemporains insistent sur les difficultés de la région, souvent en les exagérant. Mais celles-ci sont bien réelles, si bien que les notables commencent à réfléchir aux moyens d'améliorer le sort de la « malheureuse Sologne ». Commence alors une autre histoire, celle d'un essor qui se jouera au XIX^e siècle et que l'auteur n'avait pas à traiter dans cet ouvrage (il l'a fait dans *Vivre*

au quotidien en Sologne au XIX^e siècle, Orléans 2013). Le propos de C. Poitou était de restituer, durant le dernier siècle de l'Ancien Régime, les réalités matérielles, sanitaires et démographiques du peuple solognot, avec lequel il est en évidente sympathie : le pari est parfaitement tenu.

Jean VASSORT
Lycée Descartes, Tours

MARK G. SPENCER (ÉD.),
David Hume. Historical Thinker,
Historical Writer,

University Park, Pennsylvania State University Press,
2013, 282 p., ISBN 978-0-271-06154-2

Le lecteur (ou la lectrice) en France qui découvre ce volume pourrait être tenté, avant de l'ouvrir, de recenser les travaux récents consacrés au même sujet en langue française. Peut-être qu'il lui viendra à l'esprit *Hume et les savoirs de l'histoire*

(Paris 2005) de C. Gautier, ainsi qu'une publication collective sous la responsabilité du même auteur, *David Hume et la question de la société civile* (Paris 2001), ou bien des travaux de D. Deleule, É. Le Jallé et M. Malherbe. Qui s'intéresse prioritairement à l'histoire notera que tous ces auteurs sont des philosophes ou des philosophes du politique, et il ne s'en étonnera pas entièrement. La philosophie de Hume est prise au sérieux dans les départements de philosophie en France, tandis que ceux d'histoire incluent rarement les historiens anglophones du XVIII^e siècle parmi leurs objets d'étude. Cela peut paraître injuste. En effet, *The History of England* a connu un grand succès en France et en Europe aussi bien qu'en Grande-Bretagne. Dans la *Gazette littéraire* de 1764, Voltaire l'a qualifiée de «la meilleure [Histoire], qui soit écrite peut-être en aucune langue», tandis qu'en Angleterre elle a détrôné l'ouvrage (franco-phone!) qui passait jusque-là pour la meilleure histoire du pays : *Histoire d'Angleterre* (1724) du huguenot Paul Rapin de Thoyras. On pourrait vanter le succès du «bon David», adulé dans les salons parisiens et à la cour de France, en rappelant que lors de la réception de Hume à Versailles en 1766 les enfants du Dauphin, l'un après l'autre, rendirent compte à l'auteur de leur lecture de ses ouvrages, ou en évoquant la fin troublante de cette rencontre entre l'Ancien Régime et l'un des premiers grands récits de l'avènement de la modernité quand, au Temple en 1793, Louis XVI relit les chapitres consacrés par Hume au procès et à l'exécution de Charles I^{er} afin de se préparer à affronter le peuple et la guillotine. Ce sont des faits historiques connus et importants, mais que nous avons tendance à ne pas garder assez à l'esprit.

L'ouvrage collectif édité par Mark Spencer, un historien qui a écrit des pages importantes sur le destin de *The History of England* dans les colonies américaines (*David Hume and Eighteenth-Century America*, Rochester 2005) n'est pas pour autant un manifeste en faveur de l'histoire, et encore moins d'une philosophie de l'histoire. Il incarne une approche transdisciplinaire et vise un lectorat large. Des chapitres, parfois remarquables, viennent de spécialistes de l'histoire intellectuelle, de l'histoire du livre, de la philosophie, la religion et la science politique. Si certains des auteurs sont de grands spécialistes de Hume, ils sont le plus souvent reconnus pour leurs travaux dans d'autres domaines : l'histoire de l'Écosse ou des Lumières écossaises en général, l'usage des bibliothèques en Grande-Bretagne au XVIII^e siècle et les registres d'extraits tenus par des lecteurs, la vie politique anglaise pendant la même période, l'utilitarisme au XIX^e, les lettres classiques. Ce mélange est propice, et peut-être nécessaire, pour aborder la complexe réalité de cet Écossais qui a commencé sa carrière en jeune philosophe

écrivain au collège des jésuites de La Flèche pour la finir en historien et homme de lettres célèbre et prospère à Édimbourg; et qui a démarré son aventure historiographique avec les Stuarts au XVII^e siècle, sous le titre *History of Great Britain* (1754, 1757), pour ensuite remonter progressivement le cours du temps jusqu'à la conquête de l'Angleterre par les Romains, intitulant l'ouvrage fini *The History of England* (1762). Le lecteur qui prendra le temps de parcourir l'ensemble des onze chapitres de cet ouvrage apprendra beaucoup sur le philosophe, l'essayiste, l'historien et le politique, et aura ensuite quelques moyens supplémentaires pour cerner l'incompréhensible – comment Hume pouvait être un penseur et un écrivain de l'histoire *en même temps* qu'il écrivait tant d'autres ouvrages? Où et comment pouvait-il en puiser l'inspiration? Du côté histoire, il semble crédible que l'historiographie française, en la personne du plus grand talent pluridisciplinaire de la période, ne lui ait pas montré la voie. En 1755, Hume a demandé à son traducteur français, l'abbé Le Blanc, de présenter le premier tome de son *History* à Voltaire, en notant: «In this Countrey, they call me his Pupil, and think that my History is an Imitation of his Siecle de Louis XIV [traduit en anglais dès 1752]. This Opinion flatters very much my Vanity; but the Truth is, that my History was plan'd, & in a great measure compos'd, before the Appearance of that agreeable Work» (J.Y.T. Greig (éd.), *The Letters of David Hume*, Oxford 1932, vol. 1, p. 226). En clair, une modernité européenne tous azimuts se dessinait pour Hume très tôt, et il écrivait son histoire du pays moteur de la modernité en même temps que ses essais politiques, son épistémologie et son éthique, son économie politique, et son «histoire naturelle» de la religion. C'est peut-être cela «la modernité» – que par ailleurs Hume et son ami Adam Smith concevaient comme un partage d'énergies sociales – *connected history* – aussi bien qu'une division des gestes dans la chaîne de production.

Ainsi, ce recueil ouvre une voie encore plus complexe qu'on pourrait imaginer. Il fournit en même temps des informations précieuses sur ce que furent les sociétés anglaise et écossaise contemporaines, pour lesquelles Hume a voulu écrire en premier lieu et malgré certaines préventions (il déplorait amèrement le caractère «barbare» des Anglais de son temps). Cette contextualisation nous permet de mieux saisir la réception de *The History* au moment de la parution de ses différents tomes et dans les soixante ans qui ont suivi, et de commencer à comprendre la «mort lente» (p. 1) de l'ouvrage au cours du XIX^e, c'est-à-dire la période impériale de l'histoire britannique. Hume a aspiré à écrire l'histoire d'une société britannique engagée dans une transformation sans finalité identifiable, mais qu'il souhaitait libérer de l'autorité de l'antiquité en matière sociale, politique et économique. Rappelons aussi qu'aux yeux de Hume la revendication de modernité tenait aussi bien pour la société française. Pour cartographier cette entrée dans la modernité, il savait qu'il fallait inventer une forme d'histoire (p. 221) et, pour ce faire, il s'est tourné vers Thucydide, Polybe et Tacite, des auteurs de cette antiquité qu'il refusait par ailleurs (p. 197). Ce volume apprendra aussi au lecteur comment *The History of England* est devenu une lecture sociable, édifiante, à pratiquer en famille en Écosse dans le dernier tiers du XVIII^e siècle (p. 94), au lieu d'être réservée à l'usage aussi désarmant que protocolaire et théâtral de la cour à Versailles; et comment la violence politique sous-entendue dans la lecture contrainte de Hume par Louis XVI avait été anticipée et suivie par d'autres lecteurs qui emportaient cet ouvrage dans leurs geôles: le marquis de Sade embastillé en 1784 et James Watson, éditeur radical et chartiste détenu à Londres en 1823 (p. 104).

DAVID WALDSTREICHER (ÉD.),

A Companion to Benjamin Franklin,

Chichester et Malden, Wiley-Blackwell, 2011,

543 p., ISBN 978-1-405-19996-4

Le tricentenaire de Benjamin Franklin en 2006 s'est accompagné de nombreuses manifestations et publications aux États-Unis, dont une biographie de David Waldstreicher dès 2004 (*Runaway America*), le directeur de cette publication. À quelques exceptions près (J.-R. Dull, éditeur des *Papers* de Franklin, N.-S. Huang, L.C. Olson, S.S. Skemp, O. Seavey et J. Weinberger), les vingt-quatre contributeurs ne sont pas des spécialistes de Franklin *stricto sensu*, mais plutôt de la période révolutionnaire ou de la jeune république américaine (1765-1830), ce qui est essentiel. Cependant il est dommage de ne pas trouver de contribution de certains auteurs qui marquèrent ce tricentenaire dont J. Chaplin, qui publia *The First Scientific American* en 2006, ou J.N. Green, incontestable spécialiste de Franklin imprimeur, qui publia la même année avec P. Stallybrass *Benjamin Franklin: Writer and Printer*. Néanmoins l'ouvrage prend en compte de manière exhaustive la production historiographique du tricentenaire (et précédente) à travers les indications de lecture en fin de chapitres et surtout une bibliographie de 36 pages en fin de volume. Celle-ci est uniquement composée de livres en langue anglaise dont (si j'ai bien lu) un ouvrage publié par des chercheurs italiens à Rome, et un autre publié à Amsterdam par des chercheurs néerlandais.

Ce volume de la série « Blackwell Companions to American History » est composé de quatre parties, qui se divisent en chapitres d'environ dix ou quinze pages : selon les auteurs, ceux-ci tendent soit vers l'essai personnel très documenté, soit vers le point historiographique rendant compte de manière exhaustive de la littérature sur le sujet. La première partie propose un récit de la vie de Franklin à travers quatre moments principaux (ses années à Boston, à Philadelphie, à Londres, ses dernières années à Paris puis à Philadelphie) : très engagé dans le débat historiographique, le segment rédigé par S.S. Skemp sur les longs séjours londoniens de Franklin n'est pas destiné au lecteur qui voudrait en comprendre la chronologie. Dull, en revanche, couvre les années parisiennes de Franklin en puisant dans sa connaissance des papiers de ce dernier, et de l'enjeu diplomatique, dans un segment très agréable qui traite cependant superficiellement des amitiés de Franklin à Paris, ou des autres dimensions de ce séjour (imprimerie par exemple).

La seconde partie s'intéresse à la relation de Franklin à la société coloniale, puis à la politique en Pennsylvanie, à la religion, aux prémices de la Révolution américaine, aux Indiens, à la diversité raciale, au capitalisme et à l'esclavage, et aux femmes. La troisième partie étudie le rapport de Franklin à l'écrit : son autobiographie, *Poor Richard's Almanac*, sa carrière de journaliste et d'imprimeur ; on y étudie également son statut de personnalité des Lumières, son rapport aux associations et à la société civile, à l'empire britannique et à la nation américaine, sa place et son rôle dans l'icônographie de l'Amérique britannique. Dans la quatrième partie, c'est au prisme des disciplines qu'est examiné Franklin : la littérature américaine, l'histoire matérielle, la théorie politique, les relations internationales. Le chapitre 24 « Benjamin Franklin in Memory and Popular Culture » forme la conclusion d'un ouvrage de référence destiné sans le moindre doute à un public nord-américain, plus particulièrement d'étudiants en doctorat, car il ne s'agit du souvenir de Franklin que dans la mémoire et la culture populaire nord-américaines. Pourtant, l'exposition du musée Carnavalet en 2007-2008 avait bien montré l'impact durable du souvenir de Franklin en France, au-delà de sa popularité au moment de la Révolution américaine.

Comme l'écrit K. Dierks (p. 83), l'historiographie consacrée à Franklin constitue une « véritable industrie » et ce volume a pour objectif d'aider un lecteur déjà bien informé à se frayer un chemin dans un labyrinthe particulièrement touffu après le tricentenaire. Tout semble d'ailleurs avoir été traité, même si la question de l'« américanité » réelle de Franklin ressort comme principale source de discussion en ce début de XXI^e siècle (p. 88) et apparaît dans plusieurs chapitres. D'autres redondances sont visibles (les Indiens font l'objet de développements dans les chapitres 9 et 10, les esclaves dans les chapitres 10 et 11, l'iconographie dans les chapitres 19 et 21). Mais il s'agit d'un travail professionnel et très sérieux, en dépit de ces quelques scories. À l'issue de la lecture de l'ouvrage, l'auteure de cette recension se demande donc, avec un peu de mélancolie et de lassitude, ce qu'il reste à dire de Franklin, et quelles interprétations ou informations nouvelles peuvent bien émerger dans les années qui viennent au moment où les *Benjamin Franklin Papers* sont en ligne et permettent une recherche facile (<http://franklinpapers.org/franklin>). Modestement, on pourrait suggérer aux futurs chercheurs qu'ils prennent acte des conclusions du tricentenaire : fonctionnaire impérial venu tard au « patriotisme » américain, souvent plus fêté à Paris qu'à Londres pour ses travaux scientifiques, Franklin dépassa largement le rôle de « Père fondateur » nord-américain ou de colonial britannique auquel le relègue, finalement, ce volume. Ses réseaux scientifiques, ses années parisiennes à la veille de la Révolution française, ses contacts avec les imprimeurs de Paris méritent d'être déchiffrés à la lumière de l'histoire sociale et culturelle des dernières décennies de l'Ancien Régime auxquelles il participa de manière ambivalente et sur lesquelles il porta un regard énigmatique.

Marie-Jeanne ROSSIGNOL
Université Paris Diderot

PETER MCPHEE,

Liberty or Death. The French Revolution,
New Haven, Yale University Press, 2016, 468 p.,
ISBN 978-0-300-18993-3

Liberty or Death s'apparente à une vaste fresque historique qui s'ouvre par un tableau de la France dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, se poursuit par une narration détaillée des événements de la

décennie 1789-1799 et se clôt par une réflexion sur la mémoire et l'héritage de la Révolution. Agrémentée de deux cahiers d'illustrations en couleur, de cartes, d'une chronologie succincte et d'une page consacrée au calendrier républicain, cette progression chronologique, de facture classique, s'avère efficace car dans le flot d'informations délivrées au gré des quelque 400 pages elle contribue à rendre la lecture aisée, y compris pour les lecteurs qui ne seraient pas familiers de la Révolution française. Ceux qui sont davantage au fait de l'historiographie seront particulièrement sensibles à la synthèse d'envergure réalisée par Peter McPhee qui mobilise tout au long de l'ouvrage les recherches les plus récentes aussi bien en anglais qu'en français. Ainsi, *Liberty or Death* peut tout aussi bien être envisagé comme une introduction étoffée que comme une relecture originale d'une période qui ne cesse de susciter des débats. La question lancinante des origines et des conséquences de la Révolution française est ainsi replacée dans une perspective globale et connectée. Une attention particulière est également portée à la diversité des acteurs de la période, femmes et hommes, urbains et ruraux. Il s'agit indéniablement de la principale gageure relevée par l'auteur : l'ambition de réaliser une synthèse accessible ne cède jamais le pas à une volonté de restituer la complexité des processus.

Dans une introduction ramassée, P. McPhee prend d'emblée ses distances envers les histoires générales qui véhiculent l'image d'une révolution parisienne imposée à une province récalcitrante. L'auteur reconnaît que la capitale fut l'épicentre de la Révolution, mais il entend avant tout mettre au jour les expériences vécues et diverses des changements légaux, sociaux et culturels. Il se demande ainsi comment les femmes et les hommes des campagnes et des petites villes ont adopté, adapté et parfois repoussé les changements venus de Paris. Cerner les interactions entre divers territoires et groupes sociaux, sans renoncer à poser les jalons d'une histoire politique, revient à éprouver les possibilités d'écrire une histoire, si ce n'est totale, du moins transversale, susceptible de dépasser les compartimentages historiographiques. Le questionnement ouvert par P. McPhee comme sa capacité à y répondre doivent beaucoup à sa riche expérience de recherche sur la France et la Révolution auxquelles il a consacré de nombreux ouvrages au cours des dernières décennies, concernant l'histoire rurale et provinciale autant que politique (voir notamment sa biographie de Robespierre, *Robespierre: A Revolutionary Life*, New Haven 2012).

Son récit chronologique relève pour ainsi dire d'une esthétique cinématographique du champ et du contre-champ, caractérisée par l'alternance entre la narration des principaux événements sur la scène politique parisienne et la description de la diversité des prises de position en province, voire au-delà des frontières. Le propos est rythmé par des focus sur de multiples acteurs, passés à la postérité ou tombés dans l'oubli, dont l'auteur restitue la trajectoire et les paroles. La complémentarité des trois premiers chapitres consacrés aux décennies qui précèdent les bouleversements de 1789 est significative de cette alternance. Après avoir dépeint les caractéristiques socio-culturelles de la France d'Ancien Régime envisagée comme un « patchwork de privilèges », l'auteur replace la fermentation intellectuelle qui traverse le pays dans des dynamiques transnationales, puis il revient sur les enjeux proprement politiques et les « crises mal gérées » des années 1780.

Lorsque les événements se précipitent en 1789 avec ce que l'auteur appelle « la Révolution du peuple », l'alternance narrative s'accélère : à l'intérieur d'un même chapitre sont évoqués les États généraux, la prise de la Bastille, la nuit du 4 Août et la déclaration des droits de l'Homme, mais aussi l'agitation fiscale et frumentaire en province, la peur et les espérances de la population perceptibles dans les cahiers de doléances ou les écrits de modestes diaristes. L'auteur en conclut que la Révolution est davantage le fruit des frustrations et des mécontentements ancrés dans la société française que de la mauvaise gestion conjoncturelle des élites au pouvoir. Les chapitres 5 et 6 sont ensuite consacrés aux espoirs déçus d'une régénération rapide de la France entre 1789 et 1790. En interrogeant tout particulièrement les relations entre les législateurs et les citoyens dotés de nouveaux droits, l'auteur souligne la conception paradoxale de la France régénérée défendue par l'Assemblée constituante, une conception qui encourage des comportements susceptibles de fragiliser le nouvel ordre légal.

Les six chapitres chronologiques suivants, depuis les divisions provoquées par l'imposition du serment constitutionnel jusqu'aux règlements de comptes qui font suite au 9 Thermidor, sont consacrés aux différentes étapes de la radicalisation politique. Là encore, la volonté de saisir les interactions permet à l'auteur de ne pas simplement reproduire des analyses éculées sur l'arrestation à Varennes ou la chute de la monarchie. Attentif aux demandes envoyées aux députés, P. McPhee souligne le maintien d'un mécontentement social et d'une agitation accentués par l'entrée en

guerre, au moment même où l'assemblée nationale appelle l'ensemble des citoyens à s'engager pour combattre. L'auteur, qui envisage la culture politique au sens large à travers de multiples supports (théâtre, chansons, vêtements), estime qu'à partir de 1791 la peur devient l'émotion dominante. Les titres des chapitres 9 et 10, « Republicans at the Crossroads » et « Liberty or Death », suggèrent les alternatives de plus en plus tranchées qui s'imposent aux citoyens. Par l'étude des oppositions à la Convention, des engagements patriotiques et des révoltes vendéennes et fédéralistes, McPhee en vient à considérer que les choix individuels et collectifs ne relèvent pas uniquement de perceptions abstraites mais aussi de liens personnels et affectifs, expressions d'appartenances multiples (spirituelle, sociale, familiale) et d'une perception de soi. L'auteur esquisse un bilan nuancé des années 1793 et 1794, en ce qui concerne tant les innovations politiques et culturelles que l'ampleur et la géographie de la répression politique avant et après Thermidor. Les chapitres 15 et 16 sont consacrés aux initiatives menées sous le Directoire pour enraciner un régime libéral qui protégerait la République de la tentation royaliste et des excès jacobins. Réinsérant le projet républicain dans une histoire européenne de la Grande nation et de ses ennemis, l'auteur revient sur le décalage entre ses ambitions et les résistances sociopolitiques qu'il suscite en France, dans les territoires conquis et les Républiques sœurs. Il insiste notamment sur l'émergence, à partir de 1797, d'un autoritarisme libéral qui conduirait *in fine* au remplacement de l'idéal des hommes de vertu par celui de l'homme de gloire qui promet la paix et la stabilité.

Le dernier chapitre énumère les principales transformations de la décennie, qu'il s'agisse de l'enracinement durable d'une nouvelle culture politique fondée sur la souveraineté populaire, du rôle fondamental des bourgeoisies dans le façonnement d'une France nouvelle ou encore des conséquences économiques ambivalentes de la Révolution et des guerres. *Liberty or Death*, par ses conclusions, se démarque de nombreux essais fondés sur l'identification d'une cause première aux bouleversements révolutionnaires. La démarche originale, fondée sur la variation des points de vue, n'évite pas toujours l'écueil de la juxtaposition et pourra parfois frustrer le lecteur avide d'approfondissements ponctuels. Néanmoins, elle a le grand mérite d'éclairer la combinaison de facteurs qui expliquent des (r)évolutions sociopolitiques profondes dont les conséquences continuent à se faire sentir selon P. McPhee, et l'auteur de conclure en prenant le contre-pied de F. Furet : « The Revolution was never "over" ».

Maxime KACI
Université de Franche-Comté

PHILIPPE BOURDIN (ÉD.),

Les nuits de la Révolution française,

Clermont-Ferrand, Presses universitaires

Blaise-Pascal, 2013, 429 p., ISBN 978-2-84516-607-3

Comment la nuit a-t-elle été vécue et imaginée durant la Révolution française ? Issu d'un colloque tenu à Clermont-Ferrand en septembre 2011, ce livre propose une thématique de recherche originale, quasiment jamais abordée. Sous la direction de Philippe Bourdin, l'ouvrage réunit les contributions de vingt-quatre chercheurs, français pour l'essentiel, qui dépassent le cadre chronologique suggéré par le titre. Nulle synthèse ni prétention à l'invention d'un concept historiographique (les *nuits révolutionnaires* ne sont pas pensées comme une inversion des *journées révolutionnaires*), mais des réflexions diverses et très riches qui articulent un champ de recherche

bien établi – les études sur la Révolution française et l'Empire – avec un domaine d'enquête plus récent et plus confidentiel – l'histoire de la nuit. La fécondité d'un tel croisement historiographique ne s'impose pas d'emblée et les obstacles auxquels il se confronte sont redoutables. On pourrait craindre que, plutôt qu'une greffe, il n'y ait là qu'une juxtaposition de questionnements, dès lors que la nuit, par exemple, est réduite à une simple toile de fond des événements révolutionnaires. À l'inverse, on pourrait redouter que la période révolutionnaire n'offre qu'un cadre chronologique commode, dépourvu de ses spécificités, pour saisir les mutations des sensibilités à l'endroit du monde nocturne. Fort pertinemment, en se plaçant ouvertement dans le sillage des travaux de S. Delattre et d'A. Cabantous, abondamment cités, les initiateurs du projet ont pris soin d'appréhender la nuit comme un « espace social spécifique » travaillé par le temps d'exception que représente la Révolution. Émerge ainsi un renouvellement potentiel de l'histoire de cette période, soit à partir de questions jusque-là ignorées des spécialistes de la Révolution française, soit en réinterrogeant par exemple le déclin d'un « Ancien Régime nocturne » où la nuit se conçoit volontiers comme un temps de repos et de repli chez soi.

Si la Révolution n'inaugure pas un système inédit de représentation des heures noires, elle en intensifie certaines caractéristiques plus anciennes et les renouvelle. La dramaturgie des nuits révolutionnaires est ainsi renforcée par la culture ténébreuse du roman gothique et par la diffusion du motif du sublime dans les dernières décennies du XVIII^e siècle. En guise de prélude au volume, A. Cabantous montre que, durant les *Gordon Riots* de Londres (1780), les incendies nocturnes des lieux de pouvoir fascinent et sidèrent à la fois les témoins oculaires, au point de construire un imaginaire de l'action insurrectionnelle. On retrouve un mélange de fascination et d'égarement des sens chez Restif de la Bretonne, avec ses *Nuits révolutionnaires*, étudiées par F. Le Borgne, où la dramaturgie du récit nocturne fait écho à l'impossible maîtrise des événements révolutionnaires. Au théâtre sous le Consulat et l'Empire, montre C. Triolaire, l'esthétique de la nuit, matérialisée par l'obscurité sur scène, s'impose dans le mélodrame à la faveur des progrès des systèmes d'éclairage. Pour tous ceux qui se retrouvent, volontairement ou non, à la marge des bouleversements politiques et sociaux de la Révolution, le monde nocturne, perdant de son image maléfique, offre un refuge, un répit. Consacrée aux nuits de l'Église réfractaire, la belle contribution de P. Chopelin en fournit un exemple éloquent. Célébrant des messes nocturnes au plus fort de la répression religieuse (1793-1795 ; 1797-1799), les prêtres réfractaires renouent avec la clandestinité des premiers chrétiens et érigent ainsi la nuit en symbole du martyr et de la résistance aux persécutions révolutionnaires, comme en témoigne le discours apologétique du siècle suivant. C'est d'ailleurs à la faveur de l'expérience nocturne, confirme L. Hennequin-Lecomte, que le jeune Gérard et ses amis réactivent leur sentiment religieux.

Fidèle alliée du secret, la nuit dans la Révolution ne conserve pas moins son potentiel anxiogène et les soupçons de complot qu'elle fait naître sont d'autant plus exacerbés en un temps de brouillage des repères. Dans la crise, le cadre nocturne aiguise l'imaginaire politique en rendant plus incertains encore les contours des actions, des décisions, des assemblées. Les massacres de septembre 1792, évoqués par C. Simien, fournissent un exemple contrasté, puisque la plupart des mises à mort, à l'échelle de la France, se déroulent de jour, mais l'imaginaire des menées contre-révolutionnaires découle en grande partie de la méfiance que suscitent les prisons

sous l'emprise de la nuit. Sous la Terreur, signale G. Lafrance, ceux qui passent les heures noires dans les geôles vivent avec la certitude d'une mort prochaine que renforce le souvenir des «septembriseurs». En juillet 1794, si les banquets fraternels organisés spontanément dans les rues parisiennes par la sans-culotterie suscitent la méfiance du gouvernement révolutionnaire, c'est sans doute qu'ils se déroulent à la nuit tombée (S. Aberdam). De même, les attaques nocturnes des Vendéens, analysées par A. Rolland-Boulestreau, confortent l'opinion des républicains d'avoir affaire à des brigands, des sauvages. La violence de nuit n'est cependant pas l'apanage de la Contre-révolution. Comme le montre V. Sottocasa à propos du brigandage, l'obscurité est le temps des actions violentes les moins avouables que des groupes politiques notamment, de tous bords, déclenchent au gré de leur radicalisation.

En ce sens, les nuits de la Révolution française fournissent un cadre inaugural à la «dramatisation de la séquence révolutionnaire nocturne» qui traverse tout le XIX^e siècle jusqu'à la Commune (J.-C. Caron) et qui relève de la disqualification d'agissements jugés irrationnels. En suivant cette piste, il faudrait se demander quel cheminement ont pris les représentations négatives de l'action nocturne pour devenir, sur un versant positif, une promesse de liberté des peuples dans la représentation du Grand Soir, dès 1870. On le voit, la labilité de l'image de la nuit ressort bien des travaux rassemblés dans cet ouvrage. Par exemple, le drame et l'angoisse que suscitent les heures noires n'oblitérent pas pour autant le rire. Le bonnet de nuit, auquel M. Biard consacre de savoureuses pages accompagnées d'illustrations, est l'accessoire de l'intimité que des hommes de plume de la période révolutionnaire érigent en emblème inversé du symbole de la liberté, le bonnet phrygien. Dans la même veine, P. Dupuy s'intéresse aux images satiriques qui, jusqu'en 1848, à travers la réinterprétation du tableau de Füssli *Le Cauchemar* (1781), sollicitent la représentation du sommeil angoissé pour moquer les adversaires ou énoncer des convictions politiques.

Les quelques contributions évoquées ici témoignent de la diversité des approches, entre histoire politique, analyse littéraire ou histoire culturelle. Ce qui fait sans contester la richesse de ce livre collectif constitue en même temps sa principale limite, imputable avant tout à la jeunesse du sujet. Hormis quelques chapitres moins aboutis, voire plus approximatifs (on s'étonne de lire qu'un feu d'artifice a été tiré en 1791 dans le canton de Vaud, douze ans avant sa création), l'éclatement des sujets et des démarches signale un chantier encore compartimenté qui rend toute vision d'ensemble prématurée. Le thème de la nuit révolutionnaire soulève d'ailleurs des difficultés d'appréhension qui lui sont intrinsèques. Comme le remarque justement P. Serna en conclusion du volume, il convient de situer des moments brefs, à l'échelle d'une ou de quelques nuits, dans le cours de la Révolution française. Mais il s'agit également d'articuler le temps relativement limité de la période révolutionnaire avec le phénomène plus profond et plus dilaté qu'est l'expérience de la nuit en Occident. Une étude susceptible de saisir d'un même tenant toute la variabilité des échelles temporelles est-elle possible ou souhaitable? Ici et là, au fil de la moisson d'informations que l'on récolte à la lecture de ce volume généreux et stimulant, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a encore matière à de belles enquêtes sur la politique de la nuit ou sur les sociabilités nocturnes durant la période révolutionnaire, entre la tyrannie des heures noires sous l'Ancien Régime et la montée en puissance des plaisirs noctambules qu'affirmera le XIX^e siècle.

LORIS CHAVANETTE,

Quatre-vingt-quinze. La Terreur en procès,
Paris, CNRS Éditions, 2017, 400 p.,
ISBN 978-2-271-09001-0

Cet ouvrage est le fruit d'un doctorat de l'EHESS, qui a obtenu en 2013 le prix de thèse décerné par l'Assemblée nationale. L'auteur entend revisiter l'histoire de la Convention dite «thermidorienne» et donc

particulièrement l'année 1795 présentée comme une période clé entre l'élimination de Robespierre et de ses partisans, et le Directoire. Le projet doit être salué, car les ouvrages sur l'an III ne sont pas si nombreux, et pour beaucoup désormais datés. Dès l'introduction, plusieurs postulats placent cette brève période sous le signe d'une volonté de «sortir de la Terreur» et de rétablir une république fondée sur les libertés nées à partir de 1789, volonté devant toutefois passer par divers compromis dès lors que le recours à des politiques d'exception est loin de disparaître, y compris en matière de justice comme l'atteste le printemps 1795. D'emblée, l'auteur reprend donc à son compte l'explication avancée par les «Thermidoriens» aux lendemains de la mort de Robespierre: «la Terreur» est comprise comme un «système», une «politique», et elle périt avec la mise à mort de son «cerveau» tandis que doit être alors démantelé «l'appareil terroriste». Divers travaux, dont ceux de F. Brunel, ont pourtant montré que le 9 thermidor pouvait plutôt être compris comme un événement situé entre deux moments politiquement plus importants en 1794 (l'élimination des «factions» au printemps, puis les tournants politiques de l'automne), mais ici Thermidor est assimilé à un «coup d'État» voire à une «révolution» qui permettrait le retour à la «justice» («La Révolution est morte. Vive la Révolution», risque même l'auteur dans sa volonté de relier 1789 à 1795 par-delà la «Terreur»).

Le livre est scindé en quatre grandes parties qui suivent un plan chronologique, chacune divisée en quatre à six chapitres. Davantage que par ses pages sur la réorganisation progressive de la justice et sur les libérations de détenus après Thermidor, mais aussi sur la «pacification» de la Vendée où la «générosité» se substitue à la répression, thèmes déjà bien étudiés, la première partie retiendra l'attention par le chapitre consacré aux rappels des représentants girondins. L'auteur y souligne à raison l'importance du rappel de «soixante-treize» de ces représentants qui avaient été décrétés d'arrestation (et non d'accusation) au début d'octobre 1793 et étaient depuis emprisonnés. Leur retour au sein de la Convention marque en effet un temps fort après le tournant que S. Luzzatto avait qualifié d'«automne de la Révolution». Pour autant, peut-on suivre Loris Chavanette lorsqu'il évoque «la guerre civile de 1793 qui opposa Girondins et Montagnards», puis un «drame du 31 mai éclair[ant] les intérêts en présence en Thermidor»? Plutôt que cet affrontement entre deux mouvances antagonistes, ne faut-il pas souligner que, entre mars et juin 1793, une grande partie des députés de la Plaine sont peu à peu passés d'un appui aux Girondins à un soutien aux mesures impulsées par les Montagnards? De quoi assurément mieux comprendre leurs hésitations de l'automne 1795 au moment de remettre en cause les mécanismes de mise à l'écart au sein de la Convention qu'ils ont objectivement soutenus plus de deux ans auparavant, sauf à reprendre l'image fautive diffusée par des Girondins en fuite dans l'été 1793 d'une Convention réduite à un «parlement croupion» où une poignée de Montagnards aurait fait la pluie et le beau temps tandis que 100 à 140 autres auraient agi de même au cours de leurs missions dans les départements. À trop restreindre les affrontements internes à l'Assemblée aux seuls Montagnards et Girondins, on minore à coup sûr le rôle de ces députés de la Plaine qui ont bel et bien voté les décrets répressifs de 1793-1794, y compris certains des plus radicaux. Quant à la panthéonisation de Marat le

21 septembre 1794, si elle apparaît certes en total décalage avec les évolutions politiques depuis l'été, là aussi sa compréhension serait facilitée par l'évocation des panthéonisations proposées pour plusieurs représentants du peuple depuis l'été 1793 et qui ont suscité de vives réserves sur des bases tout autres que les seules violences répressives de « la terreur » ou la classique opposition entre Gironde et Montagne.

De la même manière, les Girondins revenus au sein de la Convention – en décembre 1794 pour ceux arrêtés en octobre 1793, plus tard pour ceux qui avaient été mis hors de la loi – ne jouent pas forcément un rôle majeur dans ce que l'auteur appelle « la Terreur en procès ». Certes, plusieurs d'entre eux font entendre leur voix, mais des membres de la Plaine et plus encore certains Montagnards « réacteurs » portent des coups décisifs, dès l'automne qui précède la réintégration des Girondins. Tour à tour, L. Chavanette retrace les faits marquants du procès des « Nantais » qui débouche sur la mise en accusation puis l'exécution de Carrier, puis de ceux de Fouquier-Tinville et d'autres membres du tribunal révolutionnaire, ou encore de Le Bon. Si le cas de Carrier est connu, notamment grâce aux travaux de C. Gomez, l'auteur apporte ici un bon éclairage sur les accusations portées contre Fouquier et sur sa défense. Il évoque ensuite les événements de germinal et prairial an III, insistant à raison sur la commission militaire créée en prairial et qui fait *de facto* resurgir certaines dispositions de la loi martiale de 1789. Peut-être aurait-on pu ici développer davantage le propos, d'une part sur les épurations successives opérées au sein de la Convention, d'autre part sur la répression qui s'abat sur tous ceux suspectés d'avoir participé au meurtre de Féraud en pleine séance de l'Assemblée ? Quoi qu'il en soit, L. Chavanette met aussi en lumière le recours à la force militaire, d'abord en prairial an III puis bien sûr en vendémiaire an IV.

Agrémenté d'une chronologie et de références bibliographiques, ce travail devrait être utile pour qui cherche une synthèse sur l'année 1795. Son principal intérêt réside dans l'étude minutieuse des aspects juridiques liés aux poursuites contre les anciens « terroristes », même si la vision reste centrée sur la capitale alors que les attaques contre le personnel politique de l'an II touchent aussi des centaines de citoyens dans les départements. La principale réserve tient à son désir de souligner le lien entre 1795 et 1789 ; on peut au contraire mettre l'accent sur la capacité des « Thermidorien » à utiliser plusieurs des institutions révolutionnaires de 1793-1794 pour réorienter en partie la politique de la Convention, mais aussi pour mieux s'autoamnistier en sacrifiant quelques boucs émissaires dont Carrier est l'archétype.

Michel BIARD
GRHis, Université de Rouen Normandie

CYRIL TRIOLAIRE,

*Le théâtre en province
pendant le Consulat et l'Empire,*

Clermont-Ferrand, Presses universitaires

Blaise Pascal, 2012, 561 p., ISBN 978-2-84516-492-5

La province, par son étendue et sa diversité, est devenue un terrain d'études très apprécié des jeunes chercheurs en histoire culturelle depuis la fin du siècle dernier. La richesse des archives tant locales que nationales a fourni le matériau nécessaire à des études ciblées mettant en évidence l'existence d'une réelle vie théâtrale dans l'ensemble des départements français. La thèse d'histoire soutenue en 2008 par Cyril Triolaire à Clermont-Ferrand, sous la direction de Philippe Bourdin, publiée en version remaniée en 2012, s'inscrit dans ce mouvement. L'historien très prolifique a étudié tous les aspects de la vie du spectacle dans le onzième

arrondissement théâtral (délimité en 1807) et s'est intéressé aux départements de l'Allier, de l'Ardèche, de l'Aveyron, du Cantal, de la Haute-Loire, de la Loire, de la Lozère et du Puy de Dôme entre 1800 et 1815.

L'ouvrage s'ouvre sur l'examen du projet napoléonien en matière théâtrale et présente les étapes de la recomposition dramatique du pays – véritable bouleversement après la période de liberté révolutionnaire – en s'appuyant sur l'exemple du Massif central. La carte des arrondissements (p. 61) sera utile aux chercheurs qui s'intéressent à l'histoire des théâtres de province. L'attention portée au travail quotidien des entrepreneurs théâtraux dévoile la difficulté de cette fonction souvent ingrate, entre réseaux et carrières chaotiques. Le chapitre suivant concerne le contrôle et la censure. Dépasant de loin le cadre géographique initialement fixé, l'auteur s'intéresse aux missions de décence et de propagande assignées aux spectacles par le gouvernement, qui se manifestent entre autres par le bannissement de tout personnage de sang royal de la scène. Localement, il faut contrôler et surveiller un auditoire qui a parfois tendance à se manifester bruyamment et qui pourrait remettre en cause l'ordre public. Les aspects économiques sont passés en revue avec minutie, qu'ils soient relatifs à la construction ou à la réhabilitation des salles, au montant des recettes dans les divers bourgs, ou aux charges qui pèsent sur les entreprises théâtrales (taxes diverses dont droit des pauvres et des auteurs, salaires, défraiement des « petites mains »). Le constat est le même que dans les autres régions, l'équilibre des comptes est difficile à atteindre et le public est parfois volage.

L'auteur étudie avec précision une trentaine de lieux de spectacles dans le Massif central dont une bonne dizaine dans la seule ville de Clermont-Ferrand. Il souligne une « géographie dramatique officielle » et un maillage inégal du territoire, opposant la région de Clermont-Ferrand bien pourvue en lieux de spectacles et les départements plus ruraux, véritables déserts culturels. Il met l'accent sur les difficultés concrètes des tournées et du quotidien des troupes. Par ailleurs, il évoque le rôle nouveau et important de la salle de spectacle dans les projets d'urbanisme et d'embellissement urbain, et rend compte des réflexions architecturales – mais aussi politiques – de l'époque, relatives en particulier au parterre dont on ne sait s'il faut le laisser debout ou le faire s'asseoir. Un chapitre très intéressant traite du personnel artistique, de la collaboration entre professionnels et amateurs, dressant un portrait sociologique détaillé de ces derniers complété par un recensement des troupes d'amateurs de la région et de leurs activités. Les 428 artistes professionnels – acteurs et musiciens – rencontrés dans les documents d'archives sont étudiés du point de vue familial, professionnel et contractuel. On regrette à peine, tant le texte est riche, l'absence de jugements artistiques que l'on aurait pu rencontrer dans les journaux ou les correspondances privées. C'est le même petit reproche que l'on formulera à l'égard du chapitre consacré au répertoire (946 pièces), que l'auteur traite magistralement dans une globalité parfois plus mathématique qu'artistique. L'étude des genres, fort bien menée, est illustrée de graphiques qui recourent les informations connues dans d'autres régions. La partie la plus novatrice de l'ouvrage concerne la diffusion de la culture officielle à l'occasion, par exemple, d'anniversaires nationaux, tant par les professionnels que par les amateurs. L'émergence de la figure de Napoléon, héros de théâtre aux multiples qualités dans le cadre d'une « épopée militaire », est fortement soulignée. L'auteur observe la vie théâtrale en historien, sa démarche est rigoureuse, elle se veut exhaustive, et s'appuie sur une bibliographie conséquente et bien utilisée. On sent l'influence méthodologique de P. Bourdin dans cette volonté

de rendre compte avec précision et pédagogie de l'ensemble des données. L'ouvrage est soigné, riche, clair et rigoureux. Les illustrations graphiques sont lisibles et les trois index (des noms propres, des noms de lieux, des titres) fort utiles. Ce travail vaut surtout par ce qu'il nous apprend de la province impériale en général, bien au-delà des études locales indiquées dans le nom de la collection dans lequel il s'inscrit. Cette thèse fera date dans l'histoire du théâtre en province.

Christine CARRÈRE-SAUCÈDE
LERASS, Université de Toulouse

MARTIAL POIRSON (ÉD.),

La Révolution française et le monde d'aujourd'hui. Mythologies contemporaines, Paris, Classiques Garnier, 2014, 554 p., ISBN 978-2-8124-2556-1

Ce livre, sous-titré *Mythologies contemporaines* (hommage à Roland Barthes?), est issu de trois colloques successifs, à Grenoble en mars 2011, Vizille en mars 2012 et à nouveau Grenoble en avril 2012. Ce

rappel des origines est important pour expliquer le nombre des articles (vingt-six) et la diversité des approches développées dans ce livre qui compte trois parties et huit sous-parties. On y entend les échos de la Révolution française dans divers pays du bassin méditerranéen et ses avatars dans les romans ou au cinéma; on y rappelle les commémorations du Bicentenaire; on y lit des analyses croisées du célèbre manga japonais, *La rose de Versailles*, avec *Lady Oscar*, le film de J. Demy; on y réfléchit enfin sur l'organisation des parcs de loisirs inspirés par l'histoire de la contre-révolution et des victimes de la Révolution, comme au Puy-du-Fou. Un livre foisonnant, dont il est délicat de rendre compte, sauf à résumer plus ou moins longuement chacun des articles.

Dans une longue introduction (53 p.), Martial Poirson explicite de façon assez complexe le sous-titre «Mythologies révolutionnaires» en rappelant la pensée du G. Durand des *Structures anthropologiques de l'imaginaire* (Paris 1960). La contribution, brillante au demeurant, aurait gagné à éviter un vocabulaire insolite (le concept d'affordance par exemple) et des constructions grammaticales qui ralentissent la lecture sans apporter grand-chose à la compréhension. Après une belle citation de Napoléon, du moins telle que la rapporte Balzac («Robespierre est un procès jugé avant d'avoir été plaidé»), M. Poirson développe les lignes directrices de l'ouvrage: une réflexion sur les enjeux historiographiques du Bicentenaire, le souvenir de la Révolution, mais aussi tout le marketing accompagnant livres, films et spectacles vivants. Notons pourtant une coquille, p. 41, note 4: lire «arrageois» et non pas «arriégeois»!

La première partie, «Échos et postures politiques» compte huit articles, répartis sous trois rubriques dont la première porte sur la lecture et/ou l'appropriation de la Révolution française (Algérie: P. Pellerin; Égypte: S. Neaimi; Tunisie: A. Ben Amor) et montre son rôle d'idéal pour les indépendantistes algériens, de moteur pour le langage des foules manifestant en Égypte et en Tunisie. La section suivante réunit trois communications. S. Bianchi fait un retour, assorti de nombreuses statistiques, sur les célébrations du Bicentenaire dans l'Essonne et nous apprend qu'environ 28% des fêtes ont pris appui sur des événements locaux. Sans concession à l'égard de nos parlementaires, M. Biard pointe les amalgames et les sottises proférés sous couvert de références à la Révolution. Plein d'humour, cet article montre le niveau affligeant des représentants du peuple français. S. Loncle et O. Ritz évoquent l'initiative du journal *L'Humanité* qui, dans un hors-série lancé en 2009, a confié à des personnalités le soin

de brosse le portrait de trente-six «grands noms» de la Révolution. Avec le recul, on est parfois surpris des résultats. Enfin deux articles sont regroupés sous le titre «L'autre mémoire de la Révolution française», celui de P. Chopelin et celui de J.-C. Martin. Ce dernier, fidèle à son idée que la Contre-Révolution fait couple avec la Révolution, étudie trois lieux fonctionnant sur ce modèle: le fameux Puy-du-Fou en Vendée, le musée Andreas Hofer à St Léonard-en-Passieria dans le Trentin qui célèbre la mémoire d'un aubergiste instigateur de soulèvements contre les Français, enfin Estrella, centre de ralliement des Carlistes en Navarre dans les années 1870. Chacun de ces lieux magnifie une mémoire d'insurrection destinée à construire un fort sentiment d'appartenance locale et donc une identité revendiquée. L'article de P. Chopelin, qui concerne ceux qui furent les victimes de la Révolution au nom de la religion, est particulièrement intéressant car il examine comment les imaginaires ont pu être transformés (en particulier par les manuels scolaires de l'enseignement privé ou certaines émissions de la chaîne de télévision KTO qui travestissent la vérité). Sous le titre «Médiations artistiques», la deuxième partie se subdivise en deux sous-parties. La première, sur les arts du récit et du spectacle, aborde bien sûr le cas Marie-Antoinette, reine du peuple pour M. Delon. G. Gengembre poursuit avec une communication détaillée sur les romans historiques des XIX^e et XX^e siècles qui contribuent au brouillage du sens même s'ils entretiennent une mémoire frémissante. Se déplaçant vers le roman policier anglais, I. Durand explique comment le roman d'Anne Perry, *À l'ombre de la guillotine* (publié en 2000) a créé un imaginaire apocalyptique, angoissant et angoissé de la Révolution française. Le travail de M. Poirson sur les pièces de théâtre consacrées à l'époque révolutionnaire corrobore ce traitement d'un sujet plus fréquemment vu comme un repoussoir que comme un moment de liberté. Nous restons dans les arts du divertissement avec les cinq communications de la seconde sous-section. Des figures mythiques de la Révolution française ont été transposées au cinéma: Robespierre étudié par A. De Baecque, la Marseillaise – ou plutôt les Marseillaises – par J.-C. Bonnet. La bande dessinée n'est pas absente, comme le montre P. Bourdin dans un article très original sur l'œuvre de Franck Giroud et Vincent Lacaf. Enfin, R. Buclon montre que la publicité commerciale n'a retenu de la figure de Napoléon que le geste de la main glissée dans le gilet, l'image de l'empereur à cheval et à la guerre. Après avoir passé brièvement en revue les jeux vidéo, J. Mak, dit Mack, en conclut que la Révolution en est absente (mais l'article a sans doute été écrit avant la parution d'*Assassin's Creed* en 2011).

La troisième et dernière partie, «Transferts internationaux et réinterprétations» compte sept articles, répartis en trois sous-parties. La première, passage obligé de nos jours pour qui étudie la Révolution française, s'intitule «Marie-Antoinette, icône pop». C. Seth revient sur le film de Sofia Coppola (2006) et tente un parallèle avec les épouses successives de Nicolas Sarkozy. D. Polanz examine les stéréotypes construits autour de la reine par les films et la foule d'objets qui font de Marie-Antoinette une icône marketing. Étude plus sémiologique: G. Spielman s'interroge «de quoi Marie-Antoinette est-elle le nom?» en explorant les thèmes habituels. La seconde sous-partie est consacrée à ses avatars. La contribution de N. Alzas, qui part de l'étude du peuple contre les élites depuis *Les deux orphelines* et *Le Mouron rouge*, est très intéressante. Elle conclut que la vision actuelle de la Révolution française, très négative, est le fruit du culte exagéré des victimes. C. Cave explique comment le cahier des charges de son film a contraint Jacques Demy à transformer le personnage de lady Oscar tandis que C. Triolaire, fin connaisseur des mangas, compare l'œuvre d'Ikêda (*La rose de Versailles*) et ses variantes à celle de Demy (*Lady Oscar*). Enfin,

dans la dernière sous-partie, P. Dupuy explore un champ méconnu car difficile à traiter : la musique. L'article de J. Douthwaite, consacré à un parallèle entre le Marat de David et une œuvre brésilienne de Vik Muniz, *Sebastianao*, lui permet de suggérer que la présence des immondices dans cette dernière œuvre serait un clin d'œil au sort de la dépouille de Marat, jetée à l'égout après avoir été extraite hors du Panthéon.

Comme souvent pour l'édition des actes de colloque, les articles ne sont pas tous de qualité égale, mais le livre est accompagné d'un appareil de notes nombreuses et précises, d'une bibliographie et d'un index des noms propres tout à fait nécessaires.

Annie DUPRAT

Université de Cergy-Pontoise

MICHEL AUSSSEL,

Le docteur Ange Guépin.

Nantes, du saint-simonisme à la République,

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016,

521 p., ISBN 978-2-7535-4887-9

Les divers socialismes du premier XIX^e siècle sont le plus souvent étudiés par école ou par courant : les saint-simoniens, les fouriéristes, les icariens, les owenistes... Le passage par la biographie permet d'envisager autrement ces mou-

vements réformateurs, de souligner ou de relativiser leurs différences théoriques et d'observer les collaborations qui s'effectuent concrètement dans l'action. Cela vaut en particulier pour Ange Guépin, qui découvre les idées de Robert Owen pendant ses études de médecine à Paris ; installé à Nantes à la fin de la Restauration, il se rallie au saint-simonisme et contribue à sa diffusion dans l'Ouest au début des années 1830. Puis il collabore au *Réformateur* de François-Vincent Raspail (1834-1835) ; il écrit dans la *Revue sociale* de Pierre Leroux, rédige ensuite en 1850 une série d'articles pour *Le Populaire*. Enfin, il s'intéresse au fouriérisme et correspond avec des membres de l'École sociétaire. Il présente en 1850 une *Philosophie du socialisme*. Ange Guépin a fait l'objet d'une thèse soutenue en 1964 par G. Frambourg. Michel Aussel bénéficie de l'apport de l'historiographie des cinquante dernières années et du dépouillement d'archives et de périodiques que n'avait pas consultés son prédécesseur. On voit ici très concrètement comment Internet a modifié les conditions de travail de l'historien en lui faisant connaître, grâce aux inventaires en ligne, des documents jusqu'alors non repérés et en lui facilitant la lecture de publications jusqu'alors difficilement accessibles. Le titre choisi par G. Frambourg indiquait *Un philanthrope et démocrate nantais*. L'étude de M. Aussel porte en sous-titre *Nantes, du saint-simonisme à la République*. La perspective est donc différente ; l'auteur examine les activités idéologiques et politiques de Guépin, socialiste préoccupé par la misère ouvrière, mais aussi élu au conseil municipal de Nantes et au conseil général de la Loire-Inférieure, brièvement commissaire de la République en 1848 et éphémère préfet en 1870. L'étude comprend deux parties : l'une intitulée «Le saint-simonisme plutôt que le républicanisme» et l'autre «Le socialisme plutôt que la République». La première s'arrête vers 1835, avec la fin de «l'aventure saint-simoniennne» (p. 144). Cependant, la seconde, bien qu'apparemment consacrée à la période suivante, revient parfois sur la première moitié des années 1830. Ainsi trouve-t-on, dans un chapitre intitulé «De la révolution de 1848 au coup d'État du 2 décembre» quelques paragraphes sur l'intérêt manifesté par le docteur Guépin dès le début des années 1830 pour la phrénologie, l'homéopathie et le magnétisme, intérêt qui n'est pas sans lien avec l'adhésion au saint-simonisme à la même époque (p. 260-271).

L'ouvrage aborde des questions importantes comme celle des rapports entre le projet de réorganisation de la société et la conquête du pouvoir politique, entre socialisme et République (Guépin est d'abord favorable à la monarchie de Juillet au début des années 1830). Il montre aussi les hésitations de Guépin envers le suffrage universel. Il apporte des éléments sur les modes d'intervention dans l'espace public (on y voit bien, chez le médecin nantais, le rôle de la presse et des sociétés savantes, ainsi que ses réticences envers la protestation de rue). Il ouvre également des perspectives sur les relations entre la capitale, où se situent une partie des journaux auxquels Guépin collabore et nombre de ses correspondants, et l'activité intellectuelle et politique menée en province, notamment pour faire émerger une « Réunion de l'Ouest » rassemblant les progressistes. Le travail de M. Aussel met bien en valeur ce qui unit nombre de socialistes, au-delà des différences de sensibilité : l'éducation du peuple, l'association comme moyen d'action et de changement social, la situation des femmes (Guépin est en relation épistolaire avec notamment Jeanne Deroin, Pauline Roland, puis André Léo), le combat pour la paix (il adhère à la Ligue de la paix et de la liberté).

D'autres dimensions du personnage sont moins approfondies, comme ses activités économiques (il participe à la création d'une entreprise de production d'engrais ; il possède plusieurs exploitations agricoles), sa situation matérielle (le livre offre peu d'informations sur ses biens, ses revenus, son logement, etc.) ou encore sa vie familiale et ses alliances matrimoniales (Guépin s'est marié trois fois), éléments qui auraient pu permettre une meilleure appréhension de sa situation au sein des capacités nantaises. M. Aussel, qui a déjà publié un livre sur le socialisme à Nantes au temps de la monarchie de Juillet, a surtout voulu insister sur le contexte politique local dans lequel se meut Ange Guépin et sur les relations qu'il entretient avec les écoles socialistes ainsi que, plus généralement, les groupes qui se réclament de l'idée de progrès. L'étude biographique est complétée par un volumineux dossier (plus de 130 pages) incluant trois documents, présentés et minutieusement annotés : le « journal de Guépin » de 1833 à 1839, sa correspondance avec Enfantin et un texte qu'il a publié à la veille de février 1848, *Les véritables intérêts de la bourgeoisie*, qui éclaire sa position sur la démocratie et le suffrage universel.

Bernard DESMARS
Université de Lorraine

MICHEL CORDILLOT,
Eugène Varlin, internationaliste et communard,
Paris, Spartacus, 2016, 229 p.,
ISBN 979-10-94106-16-7

Militant infatigable et organisateur efficace, Eugène Varlin est un ouvrier relieur de talent, mutualiste et coopérateur, organisateur de l'Internationale en France, fédérateur de la Garde nationale, financier intègre et intendant dévoué de la Commune. Il est mort le 28 mai 1871, à 31 ans, ayant défendu son idéal sur l'une des dernières barricades de la semaine sanglante, dénoncé par un prêtre et sommairement exécuté après avoir été lynché par une foule ingrate. Tels sont les termes de la légende. Aborder l'histoire du mouvement social par la biographie, et tout particulièrement par celle d'une de ses figures les plus emblématiques, comporte toujours un risque, celui de personnaliser une aventure collective et de participer à l'entretien d'un mythe.

Dans cette biographie, parue pour la première fois en 1991 et vite devenue une référence, Michel Cordillot relève le défi et s'efforce d'échapper à l'hagiographie en cherchant à comprendre l'unanimité qui s'est faite autour d'un homme apprécié de son vivant, héroïsé à sa mort. Au bout du compte, si l'admiration pour le personnage, « figure emblématique du militant pur, irréprochable, fidèle jusqu'à la mort à ses idées et à sa classe », est perceptible au fil des pages, leur relecture vingt-cinq ans après est passionnante car, alors qu'elles participaient, à une époque où le genre biographique n'avait pas bonne presse et où l'histoire ouvrière du XIX^e siècle engageait à peine sa rénovation, au renouvellement de l'une et l'autre, les apports récents de l'historiographie ont contribué à renforcer leurs grandes intuitions.

Le plaisir de la lecture tient plus largement au souci constant de replacer l'homme dans son temps et dans son monde, celui des ouvriers de métiers du milieu du siècle, au moment où l'histoire industrielle et l'organisation du mouvement social connaissent une mutation spectaculaire. Cette biographie nous parle donc d'un moment de passage, auquel des hommes sont confrontés avec intelligence, et de sa fécondité à long terme, malgré l'épreuve qui le clôt. Sans qu'il y ait de nécessité, il est possible de dire que tout se tient dans l'itinéraire de Varlin au sens où, autodidacte venu de la proche campagne, comme nombre d'ouvriers parisiens – M. Cordillot a par ailleurs dirigé un travail parallèle sur la figure de Zéphirin Camélinat –, il se préoccupe très jeune, dès 1857, à l'âge de 18 ans, et alors que régime y voit son intérêt, de la solidarité corporative des ouvriers relieurs, se rend à Londres en 1865, s'implique dans les grandes grèves des années 1860, comme celle des ouvriers bronziers de 1867, organise et réorganise l'Internationale à Paris et le paye de l'emprisonnement et de l'exil. Dans ce cadre, il participe aux grands débats du moment. M. Cordillot le tire du côté du fouriérisme – la réévaluation de sa place dans l'histoire des socialismes au XIX^e siècle est l'un des plus grands acquis de ces dernières décennies – se défiant des proudhoniens, s'interrogeant sur Marx, dénonçant l'activisme sans projet des blanquistes. Il inscrit finalement Varlin, indépendant d'esprit, dans une ligne « collectiviste non autoritaire » alors qu'il défend la grève, l'éducation, la formation professionnelle et le travail des femmes contre une partie de ses contemporains. Principal animateur de l'Internationale en France puis membre de la Commune, il ne renonce jamais au travail de proximité, fondant et animant des sociétés de crédit, de secours mutuel et des coopératives, dont la plus célèbre est la Marmite qui ouvre des restaurants populaires à partir de 1868 et joue un rôle décisif pendant le siège de l'hiver 1870-1871 et la Commune.

Entre l'associationnisme du milieu du siècle et l'organisation politique et syndicale de la fin, la pensée et la pratique de Varlin sont donc emblématiques d'un moment où coopération et mutualité ne sont pas jugées indignes, mais pensées à la fois comme des outils de solidarité et des lieux de sociabilité où se « forme » la classe ouvrière, même si, à titre personnel, il connaît une inflexion révolutionnaire après son emprisonnement de 1868. La description des cercles concentriques dans lesquels il évolue au quotidien constitue l'un des plus grands attraits du livre, même si les combats idéologiques préoccupent beaucoup M. Cordillot qui est devenu ensuite l'un des tout premiers spécialistes de la Première internationale (*Aux origines du socialisme moderne*, Paris 2010). Il suggérerait cependant déjà ici, dans ce qui s'apparente à une première présentation de l'AIT comme fait social, qu'elle était moins une organisation rigide où se fixaient des dogmes, même si les discussions étaient violentes, qu'un lieu de rencontre où les sociétés corporatives, les syndicats de métiers, les mutuelles et

les coopératives, c'est-à-dire les hommes, tissaient des liens dans la lutte, du niveau local au niveau international. Ce sont ces rencontres, auxquelles Varlin participa avec avidité, qui constituèrent le terreau des luttes et des organisations ultérieures.

Stéphane GACON

Centre Georges Chevrier, UMR 736 6 CNRS, Université de Bourgogne

JESSICA DOS SANTOS,
L'utopie en héritage.

Le Familistère de Guise (1888-1968),
Tours, Presses universitaires François Rabelais,
2016, 452 p., ISBN 978-2-86906-405-8

En ce début de XXI^e siècle, qui connaît encore le Familistère de Guise? Qui connaît Jean-Baptiste André Godin, l'homme qui réalisa son rêve d'apprenti serrurier: donner à l'ouvrier les «équivalents de la richesse»? Godin n'a que vingt-trois ans lorsqu'il se lance dans la fabrication d'appareils de chauffage en 1840. Six ans plus tard, il s'installe à Guise afin de poursuivre l'expansion de son activité. En 1880, c'est une entreprise prospère employant 1 500 salariés qu'il lègue à ses ouvriers. Godin n'est pas seulement un brillant chef d'entreprise. Imprégné d'une puissante conscience sociale, il a fait construire près de ses ateliers un «Palais social», vaste complexe architectural regroupant des logements, des équipements collectifs et un service complet d'éducation et de protection sociale. Comment les bénéficiaires ont-ils vécu et fait perdurer ce magnifique mais lourd héritage? C'est sur cette transmission et sa pérennité que s'est interrogée Jessica Dos Santos dans son ouvrage tiré de sa thèse soutenue en 2012 et plusieurs fois primée.

Si cette longévité a régulièrement été relevée, ce sont au premier chef les réalisations et la pensée de Godin qui ont été examinées. La filiation qui l'unit au théoricien Charles Fourier, dont il s'inspira dans la construction du Palais social, a été également abondamment commentée. Bien que, dans la foulée des travaux récents sur le socialisme utopique, l'expérience familistérienne ne soit plus envisagée comme un «projet illusoire» (p. 16), la Société du Familistère continue cependant d'occuper une position particulière dans l'histoire des entreprises. En effet, si celle-ci a été «pensée pour survivre à son fondateur» (p. 16), son devenir a suscité peu d'intérêt de la part des observateurs de l'époque, comme le rappelle très justement l'auteure. Il est vrai que depuis la thèse écrite par les économistes G. Delabre et J.-M. Gautier en 1978 (*La régénération de l'utopie socialiste. Godin et le Familistère de Guise*), la dissolution de la Société du Familistère a principalement été attribuée à une forme d'altération de l'esprit familistérien, l'égoïsme l'ayant emporté sur l'intérêt collectif. Cette interprétation, qui repose pour l'essentiel sur le témoignage de R. Rabaux, ancien gérant du Familistère de 1933 à 1954, a été prise pour argent comptant et n'a jamais été véritablement réévaluée. En mettant au centre de son étude la notion d'«héritage», à savoir l'appropriation de l'œuvre sociale et industrielle de Godin par ses successeurs, l'auteure n'en fait que mieux ressortir la pertinence de son approche et la nécessité de réexaminer les causes de l'échec final de la société. La démarche chronologique adoptée permet d'expliquer autour de trois dates charnières (1888, 1914 et 1938) l'évolution de la société jusqu'à sa dissolution en 1968. Dans cette perspective, J. Dos Santos découpe son étude en trois périodes: «Le temps du deuil (1888-1914)», «Un héritage à reconstruire (1914-1938)» et «Évoluer pour survivre (1938-1968)».

Si la première partie revient brièvement sur le parcours d'ouvrier du jeune Godin et son précoce désir d'apporter ses propres solutions à la question sociale, elle permet

à l'auteure de présenter, au travers du mode de gouvernance collectif instauré dans l'usine par l'industriel et des institutions sociales qu'il met en place, l'héritage à la fois matériel et idéologique qu'il lègue à ses ouvriers sous la forme d'une société en commandite simple, dénommée Société du Familistère ou Association coopérative du capital et du travail. Or, si l'auteure indique bien que l'appropriation de cette donation ne s'est pas effectuée sans difficulté, sans doute s'en serait-on mieux aperçu en précisant le contexte dans lequel celle-ci a été présentée aux familistériens. En effet, régulièrement confronté à l'incompréhension et à la méfiance de ses ouvriers, Godin reçoit un accueil plus que mitigé quand il expose son projet en 1878. Néanmoins, l'industriel persiste et lorsque les statuts de l'association sont signés en 1880, quelques centaines d'ouvriers expriment publiquement leurs désaccords. Ce n'est qu'à force d'explications et de conférences menées par Godin que la Société du Familistère accueille ses premiers adhérents. Nous savons par Marie Moret notamment, sa collaboratrice et seconde épouse, que l'association qu'il constitue est loin de représenter l'idéal rêvé par Godin. Mais les relations conflictuelles qu'il entretient avec son fils, Émile, convainquent l'industriel d'en activer la réalisation. Moins d'un an après la disparition de Godin, les statuts sont modifiés : en introduisant des principes égalitaires dans le calcul des retraites et en remplaçant le critère du mérite, ardemment défendu par Godin, par celui de l'ancienneté dans le mode de répartition des bénéfices, les héritiers font la démonstration de leurs divergences envers le donateur. La confrontation des discours et des positions adoptés par la gérance et certains associés met en évidence les conflits et les enjeux de pouvoir qui se jouent très tôt dans la gestion de l'association. Si la mémoire du fondateur continue à être régulièrement évoquée par les gérants et les ouvriers, chacun en propose sa propre lecture.

Les deux parties suivantes de l'ouvrage invitent le lecteur à découvrir les pratiques organisationnelles des gérances de la Société du Familistère. Alors que le décès soudain de Godin en 1888 a imposé aux familistériens la nécessité de se saisir de l'héritage afin de préserver la position de la société sur le marché et de maintenir les œuvres sociales, au sortir de la Grande Guerre il ne s'agit plus de perpétuer cette succession. Il faut reconstruire – ce à quoi s'attache la gérance de Colin à compter de 1918. En effet, le Familistère a souffert des bombardements, l'usine est en ruine et ses archives ont disparu. Se pose alors pour l'association également la question de son redressement économique. Bien que la société bénéficie des effets de la reprise de l'après-guerre, le maintien d'anciennes pratiques de production et de distribution et un manque de créativité des produits ralentissent son expansion dès les années 1930. Face à cette situation, la nouvelle gérance de Rabaux entreprend en 1933 une politique de rationalisation du travail et de renouvellement du matériel. Elle se tourne également vers ses concurrents afin de former une entente dans le but d'harmoniser le marché. La Seconde Guerre mondiale stoppe ces projets. Alors qu'elle n'a pas eu de véritables conséquences économiques sur l'association, les retards accumulés dans la modernisation du matériel, dans la rénovation du réseau de distribution devenu obsolète et dans la mise en place d'une stratégie commerciale adaptée aux nouveaux besoins des consommateurs creusent encore davantage l'écart avec les entreprises concurrentes. De même, le Palais social perd de son attractivité. Les logements n'offrent plus tous les avantages du confort moderne et le modèle social familistérien est dépassé par la mise en place d'une législation protectrice. En 1954, Anstell, le nouveau gérant, entreprend de moderniser les équipements et les ateliers de l'usine – en vain. L'usine ne peut plus faire face à la concurrence et l'association

périclité. Des suppressions d'emplois puis des licenciements s'imposent. Afin de sauvegarder les emplois restants, l'usine est reprise en 1968 par le Groupe Le Creuset et les appartements du Familistère sont vendus. Selon l'auteure, ce n'est donc pas l'absence « d'esprit d'association », mais bien des difficultés économiques qui ont progressivement conduit la Société du Familistère à sa dissolution.

J. Dos Santos nous livre avec brio l'histoire d'une entreprise hors norme, bénéficiaire d'un héritage inédit qui a survécu quatre-vingts ans à son testateur. L'analyse des sources riches et variées permet au lecteur d'entrer dans les mécanismes du fonctionnement de l'association et de comprendre les difficultés rencontrées par les successeurs de Godin. L'auteure nous éclaire également sur les pratiques entrepreneuriales des gérants, partagés entre efficacité économique, maintien des œuvres sociales et attachement à la mémoire du fondateur. Les graphiques et tableaux rendent la lecture de cet ouvrage foisonnant particulièrement intéressante.

Valérie BAROTEAUX
CRH-EHESS

NATHALIE MONTEL,

Écrire et publier des savoirs au XIX^e siècle.

Une revue en construction : les Annales des ponts et chaussées (1831-1866),

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015,
408 p., ISBN 978-2-7535-3533-6

Nathalie Montel inscrit l'étude des débuts d'une revue, les *Annales des ponts et chaussées*, à la croisée de l'histoire de l'édition, des techniques et de l'administration d'État (p. 12). Dans un même mouvement, elle envisage ainsi le périodique comme un objet matériel socialement construit et

comme un enjeu de pouvoirs, et en explore la fonction et les effets comme vecteur de circulation des savoirs. L'enquête tire profit du très riche fonds des procès-verbaux de la commission des *Annales* (conservé à l'École nationale des ponts et chaussées), qui donne accès aux conditions matérielles et intellectuelles de la production du périodique, et que viennent compléter d'autres archives, principalement la série F/14 des Archives nationales consacrée à l'administration des travaux publics. Il faut souligner ici qu'une telle richesse archivistique est très rare – pour de nombreuses revues savantes de la même époque, il ne reste aucune trace du travail éditorial, ni même de listes d'abonnés. C'est dire à quel point le travail de N. Montel est original et se révèle aussi passionnant qu'instructif pour quiconque s'intéresse à l'édition périodique savante du XIX^e siècle.

Le premier chapitre étudie les circonstances de la création des *Annales* au début de la monarchie de Juillet : il montre que celle-ci constitue à la fois une réponse aux critiques dont le corps des ponts et chaussées fait l'objet et une offensive pour prendre le contrôle du secteur des revues techniques alors naissant. En analysant les précédentes tentatives avortées, le second chapitre insiste sur les difficultés et les blocages qu'il a fallu surmonter. D'une part, en ouvrant la voie à une possible consécration individuelle des ingénieurs, la création d'une telle revue bouscule les règles tacites d'acquisition de réputation et menace la hiérarchie du corps ; d'autre part, le fait de publier des savoirs de l'ingénieur ne va pas de soi, en raison à la fois des habitudes du métier et de la prépondérance des planches et des dessins sur le texte écrit dans les productions comme dans la formation.

Le cœur du livre est consacré à l'analyse, depuis l'intérieur de la commission, du fonctionnement et de la fabrication de la revue. L'auteure s'intéresse d'abord aux débats

et compromis qui ont présidé à la mise en place du périodique en 1831, mettant ainsi au jour deux tensions qui règnent alors au sein du corps. L'une porte sur la nature même des savoirs de l'ingénieur : science appliquée intrinsèquement liée aux théories mathématiques et physiques pour la « poignée d'ingénieurs savants que compte le corps » (p. 138), savoirs empiriques pour le reste. L'autre a trait à la déontologie : dans un contexte de diversification des parcours professionnels et donc de distension des liens entre les membres du corps, la création du périodique sert aussi à rappeler à tous que la carrière d'un ingénieur des ponts et chaussées doit se faire essentiellement au service de l'État et non à celui d'entreprises privées. Le chapitre 4 aborde ensuite le travail éditorial proprement dit. Si les *Annales des ponts et chaussées*, en raison de leur lien avec l'administration des ponts et chaussées et de la tutelle politique, ne sont sans doute pas représentatives de l'édition périodique savante du début du XIX^e siècle, ce chapitre s'avère toutefois très riche en informations sur les problèmes pratiques que pose au jour le jour la fabrication d'une revue. Parvenir à réunir les membres de la commission, obtenir les évaluations, trouver des contenus lorsque la prochaine livraison n'est pas remplie, gérer les relations avec les tutelles, les auteurs mais aussi les imprimeurs et graveurs, ou encore procéder à l'édition scientifique sont autant de tâches que gère en grande partie le secrétaire de la commission et qui sont indispensables à la parution. En s'intéressant plus précisément aux évaluations, le chapitre 5 s'attache ensuite à l'équilibre que doit trouver la revue entre une logique savante d'élaboration des savoirs de l'ingénieur et une logique administrative qui implique de présenter le corps sous un jour favorable et de ne pas heurter les tutelles politiques – équilibre où il faut sans doute chercher l'une des raisons de la longévité de la revue (chapitre 6). Le chapitre 7 revient pour finir sur l'une des questions posées au départ, en montrant comment les *Annales* participent à la représentation du corps des ponts et chaussées dans l'espace public, notamment par le biais de la valorisation des travaux des ingénieurs et de la modération des controverses pour donner l'image d'un groupe soudé.

N. Montel pose, au travers du cas des *Annales des ponts et chaussées*, la question des « enjeux tant cognitifs que sociaux ou politiques associés à l'écriture et à la publication des savoirs » (p. 371). L'analyse minutieuse du fonctionnement de ce périodique présente sans conteste un grand intérêt du point de vue de l'histoire concrète de l'édition scientifique et des dispositifs matériels et organisationnels qui la sous-tendent. Elle montre en particulier comment la revue participe de la construction même des savoirs de l'ingénieur. Par exemple, l'examen des dispositifs matériels par lesquels les *Annales* se constituent en collection établit de manière très convaincante la façon dont la fabrication de la revue participe de l'organisation du champ des savoirs (p. 309-312). De même, l'analyse des normes relatives aux écrits publiables atteste que leur établissement est concomitant de la construction de la légitimité des savoirs qu'exposent de tels écrits. L'étude de la mise en place de la figure de l'ingénieur-auteur (p. 333-335), qui fait écho aux travaux sur les modes d'assignation d'un nom propre à un texte, révèle non seulement les difficultés et les choix liés à l'apposition d'une signature, mais aussi ses effets. Faisant de l'ingénieur, auteur du texte, le principal protagoniste d'un travail pourtant largement collectif, la revue joue de fait un rôle majeur dans la structuration du champ.

En choisissant d'aborder l'histoire de la revue par le biais de sa fabrication, l'auteur entend dépasser une approche où « les revues anciennes sont communément considérées comme des corpus se prêtant à l'écriture de l'histoire » (p. 371). Elle rejoint en cela des travaux qui ont contribué à renouveler l'histoire de l'édition scientifique depuis une dizaine d'années en abordant les revues savantes sous l'angle de la circulation des

savoirs et des publics visés, ou encore en posant la question de l'évolution des formes éditoriales (G. Cantor *et alii*, *Science in the Nineteenth-Century Periodical*, Cambridge 2004; V. Tesnière, éd., « Histoire et actualité de la revue », dossier de la *Revue de synthèse* 2014; et, pour l'époque moderne, J. Peiffer *et alii*, éd., *Les journaux savants dans l'Europe moderne*, Turnhout 2013). Cette approche conduit ici à laisser largement de côté les savoirs dont les *Annales* se font à la fois le support et la structure. Que publient-elles exactement? Le lecteur qui ne les a jamais feuilletées refermera sans doute l'ouvrage sans véritablement le savoir, alors même que le livre montre de manière pertinente que la mise en circulation des savoirs à laquelle procède la revue participe, elle aussi, de leur élaboration. Plus généralement, si l'ambition du livre est de mettre en valeur le rôle de la revue dans la construction des savoirs de l'ingénieur, il n'en reste pas moins qu'elle n'est pas seule à agir en ce domaine. Quelle est la place des *Annales* dans le champ des savoirs de l'ingénieur? Le tableau aurait sans doute gagné en épaisseur en prenant davantage en compte les études historiques disponibles sur les ponts et chaussées (Par exemple ceux de K. Chatzis, F. Graber, B. Grall). De la même manière, les *Annales des ponts et chaussées* ne sont pas totalement uniques en leur genre. N. Montel s'attarde certes sur les revues directement concurrentes (p. 269-295), mais elle ne confronte pas véritablement la ligne éditoriale et l'organisation des *Annales* avec celles d'autres revues techniques publiées durant la même période, et dont certaines au moins, telles les *Annales des Mines*, présentent des caractéristiques similaires (Patrice Bret *et alii* (éd.), *La presse et les périodiques techniques en Europe, 1750-1950*, Paris 2008). Malgré ces réserves, l'ouvrage de N. Montel apporte un éclairage inédit sur l'histoire du corps des ponts et chaussées au XIX^e siècle et offre une plongée stimulante dans les rouages d'une entreprise éditoriale. On ne peut qu'espérer qu'il inspirera des projets similaires portant sur d'autres journaux techniques ou savants.

Caroline EHRHARDT
Université Paris 8

CHRISTIAN TOPALOV,
Histoires d'enquêtes.

Londres, Paris, Chicago (1880-1930),
Paris, Classiques Garnier, 2015, 512 p.,
ISBN 978-2-8124-3014-5

Ce livre est centré sur les débuts de l'anthropologie urbaine au tournant du XX^e siècle. À Londres, Charles Booth publia un copieux rapport d'enquête, *Life and Labour of the People in London* (1889-1902), célèbre par ses cartes en couleur de la pauvreté urbaine. À Paris, Maurice

Halbwachs fit ses débuts de sociologue durkheimien avec une thèse originale sur les expropriations à Paris depuis Haussmann (1909), affirmant qu'elles étaient essentiellement liées aux mouvements de population et non à une intention politique. À Chicago, Robert E. Park et Ernest W. Burgess dirigèrent au sein de l'université un vaste mais éphémère programme d'étude sur l'organisation sociale de l'espace urbain. Leur livre phare de 1925, *The City*, avança la fameuse théorie des cercles concentriques de distribution de la population.

Se fondant sur une étude admirablement détaillée de l'environnement intellectuel, institutionnel et social de ces chercheurs si différents, Christian Topalov éclaire leurs méthodes de recherche d'un jour nouveau et fait un sort à quelques-unes des légendes qui courent sur leurs méthodes de travail. Mais bien loin de se complaire dans un révisionisme morose, il expose avec détachement et souvent avec humour les influences, les tensions et parfois les contradictions qui ont marqué ces travaux. L'ouvrage est organisé

en trois parties portant sur les « conversations », les « observations » et les « démonstrations » de ces milieux savants. Dans chaque partie, la mise en scène des différents chercheurs est combinée à une réflexion plus générale sur leurs outils conceptuels.

C. Booth (1840-1916) est peut-être l'enquêteur qui a suscité le plus de malentendus. Ce grand bourgeois armateur est parfois salué comme le père de la sociologie anglaise. Mais C. Topalov démontre (plus systématiquement que d'autres) la fragilité de ses méthodes d'enquête. Loin de faire un travail de terrain, Booth utilise les observations et les jugements d'une multitude d'acteurs, tels que les visiteurs scolaires, les fonctionnaires de l'assistance publique, les travailleurs sociaux bénévoles et les policiers locaux. Il ne prend guère en compte les revenus ni les métiers des habitants, mais les classe selon leur statut et leur mode de vie, souvent évalués de manière impressionniste et moralisante. L'élaboration des cartes de la pauvreté à Londres est aussi sujette à caution, car c'est souvent l'apparence de l'habitat qui conditionne la couleur choisie pour les rues plutôt que le niveau de vie. C. Topalov montre bien que les résultats des enquêtes de Booth mêlent le quantitatif au qualitatif, la statistique au récit, alors qu'il n'y a pas de véritable cohérence intellectuelle entre eux. L'usage des chiffres reste dans la tradition purement comptable des sociétés de statistique et des recensements officiels du début du XIX^e siècle. Les commentaires de Booth sont en réalité conditionnés par le public auquel il s'adresse en priorité. Son milieu, c'est celui des philanthropes pratiquant la charité prétendument « scientifique », et celui des critiques de l'assistance publique. Son ouvrage s'avère même en fin de compte prescriptif, puisqu'il recommande l'éloignement de Londres de la « classe B », constituée de « très pauvres, manœuvres intermittents, vivant au jour le jour dans une misère chronique » et censée prendre le travail des autres pauvres.

Bien différent fut l'univers du jeune M. Halbwachs (1877-1945) qui se situait dans une avant-garde intellectuelle et politique. Intégré à un groupe de normaliens socialistes et bientôt agrégé de philosophie, il contribua à installer la sociologie au sein de l'Université. Dans les facultés de droit il s'agissait de s'opposer aux économistes classiques, accusés de rester dans l'abstraction. La thèse de droit de Halbwachs sur *Les expropriations et le prix des terrains à Paris* (1909), qui mentionne à peine Haussmann, soutint que les changements urbanistiques avaient pour cause profonde d'irrésistibles mouvements de population, ce qu'il nomme « une morphologie sociale ». Il mobilisait les statistiques démographiques et économiques les plus sophistiquées. Un peu plus tard, il soutint une thèse de lettres, *La classe ouvrière et les niveaux de vie* (1912), toujours dirigée contre les trois « idoles de la tribu des historiens » qu'avait définies son condisciple le durkheimien François Simiand : l'idole individuelle, l'idole politique et l'idole chronologique. L'ouvrage sort aussi de l'oubli une brochure de propagande socialiste écrite par Halbwachs en 1908 sur « La politique foncière des municipalités ». C. Topalov y signale les tensions entre les politiques hygiénistes volontaristes que préconise ce texte et les positions théoriques du sociologue sur la « morphologie sociale » comme moteur du changement urbain. Il souligne aussi que malgré son intérêt pour la vie ouvrière Halbwachs resta un homme de cabinet, se contentant d'identifier des types humains, y compris dans ses voyages lointains. Sa curieuse théorie selon laquelle les ouvriers n'avaient pas de vie sociale s'accordait bien avec son tempérament. Lors de sa visite de travail à Chicago en 1930, loin d'être converti à l'enquête de terrain, il observa surtout la ville derrière les vitres d'une voiture.

L'organisation de la recherche en sociologie dans cette ville ne manqua pas de surprendre un chercheur comme Halbwachs, habitué au travail en bibliothèque plutôt qu'au travail de groupe et à la coopération avec les travailleurs sociaux et les

planificateurs urbains. L'un des principaux animateurs de cette recherche, R.E. Park (1864-1944), avait longtemps été journaliste et militant de la cause des noirs américains. Son cadet E.W. Burgess (1886-1966) avait au contraire fait toute sa carrière comme sociologue universitaire. Leur projet commun de recherche sur la ville se cristallisa en 1923 lorsque fut formé à l'université de Chicago un comité interdisciplinaire sur le sujet, immédiatement financé par une fondation privée, le Rockefeller Memorial Fund, qui permit l'emploi de dizaines d'assistants de recherche. Dans cette cité à la population mouvante, turbulente et hétérogène, la coexistence entre différentes minorités et l'existence de « zones de transition » offraient un terrain de recherche extraordinaire. Depuis longtemps, des fondations philanthropiques comme Hull House y pratiquaient l'enquête sociale. Mais Park et Burgess voulurent organiser de manière scientifique la collecte d'information. C. Topalov montre l'établissement de cartes des « aires naturelles » de la ville comme préalable à la recherche, et décrit les ambitions à demi réalisées de leurs projets. Il s'agissait d'une part de réaliser des monographies locales sur tel groupe social ou ethnique, notamment dans les « zones de transition » puis, pour couronner le tout, de rédiger des études complètes de telle ou telle « région » de la ville pour tester l'existence éventuelle de « communautés ». Seules 55% des monographies envisagées furent réalisées, et 4 sur 10 des études complètes (les plus connues étant *The Ghetto* de L. Wirth, Chicago 1928 et *The Gold Coast and the Slum* de H. Zorbaugh, Chicago 1929). C. Topalov montre que la fréquente attribution de l'invention de l'observation participante à l'école de Chicago n'est pas fondée, moins d'un tiers des « documents personnels » utilisés par l'équipe résultant d'observations directes des chercheurs. La majorité consiste en informations indirectes fournies par des travailleuses sociales, des enquêtes inédites, la police, la justice, la presse, sans parler de quelques récits de vie.

Une vigoureuse conclusion tente de synthétiser les réponses données dans les trois villes à des questions fondamentales de la sociologie comme « qu'est-ce qu'une question scientifique pertinente ? », « qu'est-ce qu'un fait ? », « qu'est-ce qu'une preuve ? ». Sans pour autant être déterministe, C. Topalov souligne qu'on a souvent ignoré l'environnement des chercheurs. Or les questions qu'ils posaient faisaient écho, sur le registre scientifique, à celles que se posaient leurs contemporains. Les « faits » et les « preuves » allégués étaient destinés à des interlocuteurs pour qui ils devaient faire sens. Ce passionnant ouvrage est complété par d'intéressantes annexes (notamment la liste des productions de l'équipe de Chicago), une bibliographie extrêmement détaillée de 47 pages et deux index.

Jacques CARRÉ
Université Paris-Sorbonne

NADIA VARGAFTIG,

Des empires en carton. Les expositions coloniales au Portugal et en Italie (1918-1940),
Madrid, Casa de Velázquez, 2016, 344 p.,
ISBN 978-84-9096-018-9

Dans la version publiée de sa thèse, Nadia Vargaftig compare le régime fasciste italien et la dictature portugaise de l'*Estado Novo*, d'une guerre mondiale à l'autre, à travers les nombreuses expositions et manifestations célébrant leurs empires coloniaux. Si la nature fasciste, ou non, de l'*Estado Novo* et du salazarisme n'a pas cessé d'alimenter les controverses historiographiques, il n'est pas contestable que les deux régimes partagent des affinités – autoritarisme et répression, corporatisme, anticommunisme, antilibéralisme, ultranationalisme – et fascinent les extrêmes droites, en Europe et au-delà. Les convergences sont nombreuses et

justifient une étude conjointe. Il s'agit de deux pays marginalisés sur la scène européenne, de deux nations prolétaires caractérisées par une forte tradition d'émigration. Leur histoire contemporaine est marquée par des frustrations et des humiliations multiples qui les poussent à actualiser un passé glorieux, lointain et impérial, la Rome antique pour l'Italie fasciste, les grandes découvertes pour le Portugal, à des fins de propagande à usage essentiellement intérieur.

Le livre, qui a relevé 54 événements où l'entreprise coloniale se donne à voir – section d'exposition générale, «foire coloniale», etc. – montre comment la participation aux manifestations de Séville (1929), Anvers (1930) et surtout Vincennes (1931) nourrit les expériences italiennes et portugaises des années 1930. Dans les deux dictatures, la propagande coloniale et les manifestations qui en découlent passent progressivement sous le contrôle de l'État, incorporant ou marginalisant les acteurs traditionnels du «parti colonial». La période s'achève sur deux expositions grandioses, *La Mostra Triennale Delle Terre Italiane d'Oltremare*, organisée à Naples, et *Exposição Histórica do Mundo Português* qui célèbre à Lisbonne, à l'occasion des commémorations de la fondation du royaume du Portugal (1140) et de la restauration de l'indépendance du pays par rapport à l'Espagne (1640), la vocation impériale du Portugal. N. Vargaftig consacre également un chapitre aux événements moins connus et moins étudiés que sont les «foires» et expositions organisées dans les territoires coloniaux. Le colonialisme fasciste se singularise en rendant permanente, en 1927, la foire de Tripoli, conçue comme une véritable machine de propagande dont les destinataires principaux sont, pour une fois, les colonisés.

Cette brève incursion dans les colonies est la seule dans cet ouvrage, qui relève en effet fort peu de l'histoire des empires et des colonisations et dont le double objet est clairement exposé dans l'introduction. La recherche, fondée sur un ensemble important de sources dispersées dans les deux pays, se concentre sur la propagande impériale et coloniale telle que la manifestent les seules expositions. On retire de la démonstration que ces événements visent à célébrer le génie colonial national, à légitimer ces empires sur la scène internationale et, principalement, sur le plan intérieur. L'éclat des pavillons, des parades, des attractions et la solennité des cérémonies contribuent à répandre dans les opinions une conscience impériale et à la sceller dans le nationalisme. C'est là l'obsession de tous les «partis coloniaux» et de toutes les puissances coloniales, indépendamment du régime politique, les dictatures ne faisant pas exception. L'exposition historique du monde portugais en 1940 est sans doute celle qui parvient le mieux à inclure la «vocation coloniale et/ou impériale» dans l'histoire nationale et à institutionnaliser symboliquement l'*Estado Novo*, sept ans après sa fondation. Sur les bords du Tage, la synthèse salazariste de l'histoire portugaise parachève l'édifice politique bâti depuis 1933 et donne à voir les ralliements : ceux de l'armée, de l'Église catholique qui vient de signer un concordat, de certains opposants qui communient, le temps de l'exposition, dans la ferveur impériale.

L'axe principal du livre, qui dialogue avec les travaux d'A. Coombes (1994), B. de l'Estoile (2007) ou le polémique ouvrage collectif consacré aux «zoos humains» (2004), demeure l'histoire des expositions et de la «narration de soi et des autres» qui n'est, au fond, qu'un discours sur soi adressé à soi. Le dernier chapitre, comme un aboutissement, est intitulé «le clou du spectacle» et minutieusement consacré aux diverses formes de la présence des sujets coloniaux – quelques dizaines tout au plus à chaque fois – dans ces grandes célébrations de la supériorité blanche, civilisée ou chrétienne. Ce genre d'approche bute toutefois sur le sempiternel problème

des sources, toutes produites par des instances métropolitaines, quand il s'agit de donner la parole aux participants colonisés. L'historienne voudrait dénicher des traces de leur « frustration, [de leur] colère et [de leur] sentiment d'humiliation » (p. 268) qu'elle est réduite à supputer mais qu'elle trouverait en abondance, outre-mer, dans les rapports sociaux induits par la domination coloniale. Les expositions coloniales, qui ne sont en rien des distillats des colonies comme sociétés, ne sont pas des observatoires des « situations coloniales ». Beaucoup de questions importantes et délicates, comme le racialisme et le racisme portugais, ne trouvent pas de réponses dans le barnum pseudo-scientifique des expositions, mais plutôt dans la politique migratoire qui s'amorce dans les années 1940 et les pratiques *in situ*.

Le double pari courageux de l'auteure – dimension comparative, propagande coloniale et « narration de soi » révélée par les expositions – déçoit *in fine*. La comparaison, qui a exigé un travail titanesque, tend à perdre en profondeur ce qu'elle gagne en amplitude. Le propos s'appuie ainsi sur l'historiographie italienne et portugaise existante plus qu'il ne contribue à la renouveler. Il tend également à accuser les parallélismes au détriment des particularités du fascisme et du salazarisme et, au-delà, de celles de l'impérialisme portugais, autrement plus considérable et durable que son homologue italien. Outre son audace et l'ampleur de sa documentation, ce travail a le grand mérite de mettre à la disposition du public francophone deux expériences majeures de l'impérialisme européen et de décloisonner un débat souvent restreint aux empires français et britannique.

Armelle ENDERS
Université Paris-Sorbonne

FREDERICK COOPER,

L'Afrique dans le monde.

Capitalisme, empire, État-nation,

Paris, Payot, 2015, 246 p., ISBN 978-2-228-91406-2

À intervalles réguliers, Frederick Cooper nous gratifie d'ouvrages, fruits d'un travail acharné et de l'accumulation de recherches, lectures et discussions sur plus de quarante ans de carrière.

Ce livre participe toutefois d'un genre spécifique et en présente les intérêts et les limites. Il reprend en effet un ensemble de conférences données à l'institut W.E.B. Du Bois de l'université de Harvard. Le point de départ en était la pensée de Du Bois (1868-1963), notamment développée dans *The World and Africa*, ouvrage publié en 1939 et remanié en 1946 dans le contexte de la faiblesse d'après-guerre des États colonisateurs. L'introduction précise ceci en replaçant Du Bois dans le cadre des publications des années 1930-1940 (C.L.R. James, E. Williams), montrant à quel point ces interrogations sont anciennes mais peu relayées alors hors d'un cercle limité. Or ces écrits nous interpellent par leur dimension novatrice et la pertinence qu'ils conservent aujourd'hui. Cette démarche de commande permet à F. Cooper de présenter, sous une forme qui s'adresse à un large public non forcément spécialiste, un ensemble de réflexions. Il propose en note des références bibliographiques fouillées et quelques pistes supplémentaires. Ces conférences sont organisées en trois amples chapitres qui peuvent se lire indépendamment : « L'Afrique et le capitalisme » ; « L'Afrique et l'empire » ; « L'Afrique et l'État-nation ».

Les réflexions développées se situent dans la prise de conscience, évidente mais étonnamment récente, de l'impossibilité de penser le continent africain hors de ses relations avec le reste du monde. Elles s'intègrent dans les nouveaux courants

historiographiques de l'histoire globale ou de la *world history* et font le point sur certains acquis de la recherche concernant les connexions transatlantiques, le renouveau des études sur l'esclavage et les traites, tout en englobant les préoccupations récentes de l'auteur. Celles-ci explorent les multiples voies qui s'offraient pour la décolonisation, mise à part celle de l'État-nation (*Français et Africains ? Être citoyen au temps de la décolonisation*, Paris 2014). Ces idées sont reprises dans le troisième chapitre qui insiste sur la complexité du processus des négociations aboutissant à l'indépendance des colonies françaises. La question du panafricanisme traverse l'ouvrage : cette idéologie offrait une autre forme de souveraineté mais son cadre spatial n'était pas bien déterminé face aux fédérations ou aux États.

Le constat du décalage économique ou technologique entre l'Afrique et l'Europe taraude les esprits, au-delà de la démonstration de l'intense capacité des habitants du continent à s'adapter à un environnement souvent hostile. F. Cooper replace cette thématique dans la lecture contemporaine des rythmes et des modalités de croissance, en s'inspirant notamment de K. Pomeranz. La question des traites, trafic auquel on associe d'emblée l'Afrique, est incontournable. S'appuyant sur le renouvellement des recherches, F. Cooper souligne l'importance qu'il y a à raisonner en fonction des structures politiques et économiques et non d'une dichotomie abstraite entre Africains (dont on jugerait la part de responsabilité dans le trafic négrier) et Européens. La réflexion porte ensuite sur les transformations dans le rapport au travail initiées sous la colonisation et la façon dont les travailleurs se sont emparés du salariat pour, peu à peu, formuler des revendications dans les années 1950, créant de fait un conflit avec les élites politiques. La crainte de ces revendications, alliée au fait que les ressources sont souvent liées à une position de pouvoir – et non à une capacité productive – explique bien des traits des régimes de l'indépendance.

Le chapitre concernant l'empire est structuré par la division opérée par Du Bois lui-même : les empires comme constructions politiques anciennes et les empires coloniaux. Prouver la capacité des Africains à s'organiser politiquement était un des objectifs de Du Bois, dans le contexte du racisme ambiant. Il rejoint ainsi d'autres penseurs, comme le Sierra Léonais J. Horton (1835-1883), auteur de *West African Countries and People* (1868) non cité mais qu'on peut aisément ajouter à la liste. Toutefois, alors que Du Bois et les premiers historiens afro-américains ne disposaient que d'informations historiques limitées, F. Cooper peut brosser à grands traits un tableau des États, dans le temps et dans l'espace : il parcourt ainsi les vastes structures politiques du Mali, Songhaï, etc., absentes d'*Empires. De la Chine ancienne à nos jours*, corédigé avec J. Burbank (Paris 2011). La nature des systèmes discriminatoires internes à ces États, à savoir la hiérarchisation sociale, les statuts de libre et non-libre ou les rapports aux allochtones, est au cœur de débats historiographiques. Rejoignant les analyses faites à propos de la notion d'ethnie, F. Cooper souhaite y voir des caractères fluides, conjoncturels et non un élément permanent des relations de pouvoir. À l'inverse, ce qui distinguerait les empires coloniaux serait d'être fondés sur une « politique de la race », trait inhérent à l'impérialisme occidental. D'où une autre question concernant la colonisation de l'Afrique, discutée de longue date : s'agit-il d'une période, d'une « parenthèse » (Marc Piaux), ou d'un élément fondamental, ce que la notion de postcolonial implique, qui conçoit tout en fonction de ce moment-pivot ? F. Cooper y répond en proposant une analyse synthétique du projet colonial, mettant en évidence ses paradoxes et changements de paradigmes radicaux. Ayant comme but initial un bouleversement total des sociétés en imposant

son mode d'organisation et ses valeurs, le colonialisme se mue en attitude pragmatique, en réponse aux résistances, à la faible présence administrative et économique européenne, et donc à l'obligation de passer par des courroies de pouvoir locales, que ceci soit théorisé ou improvisé. Des grands objectifs de la « mission civilisatrice », on passe à une rhétorique de sauvegarde des « traditions africaines », renforcée par l'anxiété que créent les transformations accélérées des sociétés dominées. Toutefois, les discours sont à chaque étape complexes, contradictoires et contestés. La politique dite de la « race » s'incarne en des pratiques de différenciation, dans lesquelles « des officiels inquiets patrouillaient le long de la frontière raciale », selon une expression heureuse renvoyant notamment au métissage (p. 120). La pensée raciale se trouve aussi d'emblée contestée par des penseurs africains comme Casely Hayford au Ghana. Cette réflexion éclaire autrement ce qui serait le fondement des empires coloniaux en montrant la complexité. Elle insiste sur les stratégies des individus, leur marge de manœuvre, leur capacité de négociation, sans pour autant accepter le concept fréquemment employé de « rencontre », euphémisme pour ce qui relève d'une relation de pouvoir et de hiérarchie.

La capacité de F. Cooper à balayer de vastes espaces conceptuels et géographiques n'est plus à démontrer, même si le fil conducteur est parfois détendu, tant il brasse large. Les réflexions conclusives insistent sur la nécessité de comprendre par le biais de l'histoire, donc du changement et de la complexité, sur l'importance de ne rien envisager comme inéluctable et écrit d'avance, mais au contraire de raisonner en termes de possibles pour saisir les bifurcations et les contraintes.

Odile GOERG
Université Paris Diderot, CESSMA

**NICOLAS BARREYRE, MICHAEL HEALE,
STEPHEN TUCK, CÉCILE VIDAL (ÉD.),
Historians Across Borders.**

Writing American History in a Global Age,
Berkeley, University of California Press, 2014,
308 p., ISBN 978-0-520-27929-2

Cet ouvrage collectif fort bien documenté vient compléter, quinze ans après, une première tentative de bilan (le rapport LaPietra, 2000) qu'historiens américains et européens avaient proposée de l'état de l'histoire des États-Unis en Europe et de l'émergence d'une préoccupation, de la part de certains

historiens américains, quant à la nécessité de décloisonnement, d'ouverture des fenêtres, et de « ventilation » (Bender) de la discipline.

Le volume s'organise en trois temps : après une mise en place historiographique un peu générale, la première partie s'intéresse au contexte dans lequel l'histoire des États-Unis s'écrit en Europe. La seconde aborde trois grands domaines dans lesquels l'effet de « pont » a été le plus fort et aussi le plus complexe dans ses modalités et ses effets : l'histoire comparée, l'histoire des relations internationales et l'histoire de l'Amérique coloniale et de l'espace atlantique. Ce dernier chapitre montre combien les questions de localisation des acteurs, de définitions et d'échelles sont importantes dans les échanges entre historiens américains et européens. On voit parfaitement dans cette partie la constitution fluctuante de l'objet par l'historiographie elle-même. La troisième partie, outre trois coups de projecteurs extra-européens (Australie, Japon et Russie) et le témoignage d'un historien américain établi en Europe (D. Nye), comporte deux « lectures » du projet, l'une par T. Bender, l'autre par F. Furstenberg. Le premier offre, dans une contribution riche et pertinente, une discussion très fine de

la notion d'exceptionnalisme en matière historique. Chaque chapitre est rédigé par au moins deux chercheurs (à l'exception de la dernière partie), et combine, souvent avec bonheur, des informations sur les différences entre les États européens et des perspectives plus théoriques sur les effets de positionnement induits. Les études sont précises, abondamment documentées et constituent donc, outre un travail de réflexion critique (d'ego-histoire), une base documentaire exceptionnelle sur le sujet.

L'une des forces de cet ouvrage, probablement due à la main ferme des directeurs, est qu'il ne forme pas une série de chapitres monographiques juxtaposés. De même, les chapitres à plusieurs mains ne souffrent jamais de la multiplicité des auteurs et chaque texte, ainsi que l'ensemble, a été pensé comme une réelle œuvre collective – un signe intéressant de collaboration fructueuse. Un plan-problématique solide charpente l'ensemble, et chaque chapitre répond bien aux questions de départ, à savoir non seulement faire l'état des lieux mais surtout expliciter l'impact de la *localisation* sur la recherche, ainsi que ce que les dynamiques apparues dans les vingt dernières années parmi les nouvelles générations de chercheurs peuvent produire en matière de complexification des questionnements. De ce point de vue, le livre montre bien que tous les sous-domaines ne réagissent pas de la même manière à ces deux déterminants (l'histoire des relations internationales et l'histoire atlantique en particulier y sont sensibles), au-delà de la constatation un peu plate que l'on n'écrit pas l'histoire d'un pays ou d'une zone de la même manière en fonction du lieu où l'on se trouve, et que la distance peut avoir un intérêt – ce que l'on savait déjà. Ici, les auteurs essaient d'aller plus loin en proposant, à la fois par des exemples précis et des réflexions épistémologiques habilement dosées, des pistes pour dépasser certaines catégorisations nouvelles qui pourraient n'être que des *liftings* superficiels. Enfin, les conditions de production de la recherche, des structures de reconnaissance (différentes d'un pays à l'autre) aux moyens matériels asymétriques entre Europe et États-Unis, ne sont pas négligées, bien au contraire.

Un premier regret est que l'ensemble se soit un peu trop concentré sur les historiens au sens strict (ou étroit) du terme. Or, l'histoire des États-Unis, en particulier à l'âge de la globalisation (ou de la néo-mondialisation devrait-on dire), est parfois écrite, singulièrement en Europe, par des chercheurs qui œuvrent en marge de la stricte discipline historique. Je pense en particulier aux travaux qui se sont intéressés à la culture américaine, aux histoires des images, des médias, voire des littératures, etc., qui sont souvent pionniers en matière de dépassement des catégories et des points de vue trop directement «américano-américains». L'autre regret est que trop peu soit dit des questions linguistiques, sauf peut-être dans le remarquable chapitre 4 (N. Barreyre, M. Berg et S. Middleton) qui pose directement la question de l'écriture au-delà même des sujets ou des méthodes. Enfin il aurait peut-être été utile de traiter autrement que par petites touches la question du nécessaire travail collectif qui seul peut apporter une réponse aux immenses défis des changements d'échelle, de la multiplicité des milieux et du plurilinguisme que plus aucun chercheur ne peut maîtriser seul. Cela aurait permis de pointer les lacunes de l'organisation européenne en matière de recherche sur les États-Unis. Car on peut aussi sortir un peu déprimé ou accablé de cet état des lieux critique qui, malgré la répétition parfois légèrement incantatoire de l'avantage de la marge et de la minorité, montre souvent que le rouleau compresseur économique de l'institution universitaire américaine (décrite sans détours par F. Furstenberg) laisse peu d'autre option que *going native* («se couler dans le moule américain»).

Toutefois, dans l'ensemble, ce volume pourra beaucoup apporter – outre aux étudiants qui cherchent à s'orienter dans le paysage historiographique (les notes à

elles seules sont une magnifique source) – aux historiens de l’interculturel et des transferts culturels qui trouveront ici à la fois de la ressource primaire et de stimulantes pistes pour leurs questionnements.

Jean KEMPF
Université Lumière-Lyon 2

SAMUEL MOYN, ANDREW SARTORI (ÉD.),
Global Intellectual History,
New York, Columbia University Press, 2013,
vii-342 p., ISBN 978-0-231-16048-3

Cet ouvrage rassemble les textes retravaillés d’une conférence tenue à New York en 2010 et se compose de treize contributions distribuées en trois parties inégales : l’une de réflexion générale des deux éditeurs sur la notion au centre du livre, la seconde de contributions à partir d’exemples tirés de tous les types d’histoire et de parties du monde permettant d’en illustrer les usages, la dernière de réflexions critiques sur les problèmes et les limites d’un tel projet. En effet la notion d’histoire globale étant encore largement débattue, son application à une question aussi controversée que l’histoire intellectuelle ne va pas de soi (la Société d’histoire moderne a consacré à ces questions deux rencontres publiées : «Regards sur l’histoire intellectuelle», *RHMC*, 59-4bis, 2012 ; «Histoire globale, histoires connectées, un changement d’échelle historiographique», *RHMC*, 54-4bis, 2007). Les deux co-éditeurs ne sont d’ailleurs pas eux-mêmes tout à fait sur la même position bien que leur partie initiale soit très œcuménique puisqu’elle accepte pour le terme de «global» plusieurs formules concurrentes : catégorie analytique générale construite par l’historien ; échelle d’analyse des processus historiques ; et enfin conception des acteurs historiques eux-mêmes, leur horizon d’attente non local en quelque sorte (p. 5). Le second problème est en effet de savoir si on ne peut faire de l’histoire globale que lorsque les processus de mondialisation sont à une échelle suffisante pour influencer le cours historique, soit la période moderne et contemporaine pour employer les terminologies occidentales, ou si l’on y peut assimiler, pour les siècles les plus éloignés, les processus de circulation d’idées à longue distance, ainsi par exemple l’expansion des courants religieux ou politiques continentaux ou intercontinentaux. On retrouve alors le débat si virulent entre historiens de «l’ouest» ou des pays anciennement impériaux et les historiens postcoloniaux ou issus des autres continents qui souhaitent renverser les représentations occidentalocentrées de l’historiographie la plus répandue. L’histoire globale ne serait alors qu’une nouvelle ruse de la raison impérialiste.

C’est sans doute cet aspect dialogué et critique de l’ouvrage qui en fait tout l’intérêt car les contributions de la partie centrale, par ailleurs chargées d’érudition, demanderaient pour être évaluées réellement une équipe de spécialistes variés – ce qu’un recenseur isolé ne saurait prétendre être – pour porter des jugements de fond sur ce qu’elles apportent au-delà de la découverte de sujets très divers et parfois surprenants. Citons pour mémoire afin de donner une idée de la variété géographique et chronologique ici présente : la comparaison, faite par S. Stuurman, des représentations proposées par trois historiens anciens (Hérodote, Sima Qian et Ibn Khaldoun) de la séparation entre peuples nomades et sédentaires dans leurs œuvres historiques ou géographiques, l’analyse, par S. Pollock, de la diffusion des textes sanscrits en Asie du Sud bien au-delà de leur berceau initial, l’histoire plus limitée, relatée par V. Smith, des relations entre Joseph Banks, botaniste, explorateur et futur président de la Royal Society, et Tupaia, un informateur polynésien issu des milieux religieux traditionnels qui se rend à son tour en Angleterre,

la proposition par A. Sartori d'une explication néomarxiste de la diffusion des concepts « modernes » d'économie politique au-delà de leur berceau ouest-européen en Asie et surtout au Japon à travers un processus d'adaptation aux nouvelles règles d'échange nées du capitalisme mondialisé à partir du XIX^e siècle. Lui répondent, de manière en partie critique, l'analyse par le coéditeur S. Moyn de la non-globalisation inverse du thème pourtant en principe universel des droits de l'homme et des difficultés rencontrées tant par les intellectuels noirs des deux rives de l'Atlantique fin XIX^e-début XX^e siècle (Mamadou Diouf et Jinny Prais) que par les intellectuels musulmans (Cemil Aydin). Pour les premiers, il s'agit d'élaborer une autre vision de l'histoire africaine échappant aux négations du « continent sans histoire » et primitif, *doxa* imposée par l'historiographie raciste euroaméricaine de l'époque. Pour les seconds, il s'agit de remettre en œuvre l'idée globale de monde musulman après la perte par celui-ci de son autonomie face aux puissances étrangères. Les deux dernières contributions de cette partie auraient pu aussi bien se situer dans la partie réflexive en dépit de leur caractère monographique. Il s'agit de l'étude par J. Bakhle d'un intellectuel nationaliste hindou, Vinayak Damodar Savarkar (1883-1966), l'une des références de l'actuel BJP, le parti nationaliste hindou au pouvoir en Inde aujourd'hui, longtemps appréhendé rétrospectivement à partir de concepts politiques ou idéologiques issus des catégorisations politiques européennes – largement inadéquates, selon l'auteur du chapitre, pour comprendre ses projets et son action politique dans la période de lutte pour l'indépendance – et victime au surplus de son effacement au profit des figures charismatiques de Gandhi et Nehru. De même, D. Bell, en s'appuyant sur les propositions conceptuelles de N. Goodman (*Manières de faire des mondes* [1978], Nîmes 1992), souligne la relativité de la notion de globalisation pour inventorier l'histoire. Chaque époque, chaque groupe, chaque espace construit et déconstruit sa conception d'un monde global sans qu'il faille décider laquelle est la vraie et à partir de quand ce global est adéquat au moment historique. Bell expose le rêve idéologique conçu dans la deuxième moitié du XIX^e siècle par les théoriciens anglophones (comme J.-R. Seeley) d'un empire global « anglo-saxon » qui réunirait, évidemment pour le bien de l'humanité, les deux nations « élues », les États-Unis et le monde impérial britannique – projet né, outre la vision raciste social-darwinienne qui affirme la « supériorité » de ces peuples, de l'accélération des communications permettant de concevoir désormais des empires fédéraux à l'échelle planétaire.

La dernière partie réunit un texte assez sceptique sur le projet d'histoire intellectuelle globale de F. Cooper et un autre, plus constructif, de S. Kaviraj montrant, à partir d'une relecture de toutes les contributions du volume, la diversité des façons de faire et de concevoir une telle histoire. F. Cooper se demande en particulier si la notion de « global » ne devrait pas être remplacée de manière efficace par celle plus souple et partielle d'empire culturel (ce qui revient à la proposition relativiste sur la construction permanente de « mondes » spécifiques selon les stades de l'histoire et les possibilités inégales de communication des idées). La plupart des circulations évoquées ne concernent en fait que des espaces préalablement interconnectés par des relations de type dominant/dominé ou la mise en place de canaux (linguistiques, religieux, économiques, culturels, etc.) homogènes facilitant des circulations d'idées entre différentes parties du monde mais aussi les isolant d'autres. Ces empires de tout type fragmentent donc le monde des idées autant qu'ils l'unifient partiellement et on ne peut alors identifier globalisation et période moderne ou contemporaine comme le suggèrent un grand nombre des contributions. Quant aux études concernant les périodes anciennes, elles ne se situent pas à une véritable échelle globale mais

seulement continentale ou subcontinentale et relèvent donc soit du comparatisme, soit de l'histoire des transferts ou des circulations à moyen rayon d'action.

Comme on le sait en histoire, les meilleures réflexions théoriques n'ont d'intérêt que si elles produisent des pistes et des travaux nouveaux. Pour l'instant, les types d'exemples proposés dans l'ouvrage, si l'on met de côté leur diversité et leur exotisme relatif, sont d'un grand classicisme méthodologique et relèvent de procédures d'analyses textuelles traditionnelles, de biographies intellectuelles, de confrontations entre les versions diverses d'un même courant idéologique traduit, retraduit, réadapté à d'autres contextes ou d'autres époques, soit ce qu'en France on désigne plutôt par « transferts culturels », histoire transnationale, histoire comparée, histoire des réseaux intellectuels, etc. (on regrettera comme toujours que les bibliographies des auteurs ignorent superbement tous ces travaux même quand ils ont été traduits en anglais. Seul échappe à l'oubli grâce à sa notoriété Pierre Bourdieu. L'histoire globale, intellectuelle ou pas, n'existera que si les contributions scientifiques « citables » ne se réduisent pas à celles disponibles en anglais et aux travaux présents dans les bibliothèques américaines, si riches soient-elles). La multiplicité même des modes d'exposition et l'œcuménisme des significations attachées à « global » par les éditeurs et la plupart des auteurs rendent donc sceptique sur l'utilité d'isoler comme « histoire intellectuelle globale » une nouvelle branche historiographique qui ne fait que recouvrir des contenus variés au point d'introduire plutôt de l'ambiguïté ou des confusions supplémentaires sans mieux construire les objets envisageables dans cette perspective.

Christophe CHARLE
IHMC, Université Paris 1

MINO GABRIELE,

La Porta Magica di Roma simbolo dell'alchimia occidentale,

Florence, Olschki, 2015, 220 p.,

ISBN 978-88-222-6428-2

La *Porta magica* a été édifée en 1680 dans le parc du palais du marquis Massimiliano Palombara sur l'Esquilin à Rome. Transférée en 1992 dans un jardin public de la Piazza Vittorio Emanuele II, elle est considérée comme un des rares vestiges architecturaux de la pratique de l'alchimie à la fin du XVII^e siècle. L'étude du décor et des inscriptions de ce monument, par Mino Gabriele, qui enseigne l'iconologie à l'université d'Udine, s'inscrit dans le prolongement des recherches qu'il a consacrées, depuis une trentaine d'années, à la littérature et à l'iconographie de cette science occulte.

Le marquis de Palombara (1614-1685) a fréquenté l'académie fondée à Rome par Christine de Suède. Homme de lettres très cultivé, adepte du Grand Œuvre et disposant d'un laboratoire où il réalisait ses propres expériences, cet aristocrate avait toute sa place dans les cercles qui entouraient la reine, elle-même passionnée d'alchimie. Tout en précisant qu'il est difficile d'établir la nature exacte des relations du marquis avec les alchimistes proches de Christine, M. Gabriele commence par en présenter les principales figures: Athanasius Kircher, sans doute le plus éminent représentant de la science jésuite romaine du temps, mais aussi très préoccupé de retrouver le sens caché des hiéroglyphes; Francesco Giuseppe Borri, aventurier à la réputation de charlatanisme, interné un temps au château Saint-Ange, qui s'est trouvé assimilé (sans fondement rappelle l'auteur) à un mystérieux pèlerin, hébergé par Palombara, et qui aurait réussi à transmuier de l'herbe en or avant de disparaître; enfin, Francesco Maria Santinelli et Federico Gualdi, tous deux liés aux rose-croix. Palombara a-t-il

été lui-même rosicrucien? Il semble que non, mais la question mérite d'autant plus d'être posée que les fragments épigraphiques conservés de son palais, ainsi que l'œuvre poétique et les textes qu'il a laissés, comme le poème *La Bugia (Le Bougeoir)*, montrent qu'il a subi une forte influence de la secte. Plusieurs chapitres du livre traitent de ces questions. Présentant de manière à la fois large et détaillée le contexte intellectuel ésotérique dans lequel le marquis a baigné, ils permettent de comprendre la portée symbolique du message que délivre la *Porta Magica*.

M. Gabriele montre que si cette dernière est un lieu de passage, elle n'avait, en apparence, pas de fonction pratique. Située au cœur du jardin, à l'écart de la vue du public, elle ne délimitait aucun espace visible. De plus, l'absence de traces de gonds ou de charnières, sur l'encadrement en pierre qui subsiste, révèle qu'elle ne possédait pas de battant en bois, mais seulement une ouverture béante. Cette porte si inutile pour le profane revêtait pourtant une importance majeure pour l'initié. On est là au cœur d'un des caractères de toute science occulte : elle n'est accessible qu'à une minorité qui sait en pénétrer les arcanes. M. Gabriele, fort d'une grande connaissance des traités hermétiques, est du nombre. Gravure après gravure, signe cabalistique après signe cabalistique, hiéroglyphe après hiéroglyphe, il décrypte pour son lecteur leur signification et les rattache aux sources où Palombara les a puisés. Il en résulte une « scénographie » complexe et ambivalente qui se lit depuis le fronton jusqu'à la base des piliers : celle, en premier lieu, d'un *theatrum alchemicum* qui emprunte beaucoup à la tradition rosicrucienne mais qui, à l'exemple de ce que le marquis a fait dans sa poésie, en retravaille de manière personnelle les éléments et les symboles ; celle, plus largement, d'une inspiration « magico-astrale » qui se marie, par le jeu des similitudes entre macrocosme et microcosme, avec le discours chimique et qui guide, par étapes, le sage dans sa quête de la chrysope.

Au-delà de son objet propre, le livre est une invitation à explorer l'univers de l'hermétisme, ce fonds bien oublié de la culture occidentale, qui, après avoir irrigué la pensée philosophique et scientifique à la Renaissance, s'est trouvé mis en cause par les avancées de la science moderne à partir des années 1620-1630, pour être en passe de devenir une curiosité marginale au temps de Palombara. Qu'il n'en subsiste que quelques traces et que celles-ci soient aujourd'hui quasiment inintelligibles, ne rend que plus précieuse l'étude érudite et rigoureuse de M. Gabriele. D'autant que le propos est accompagné d'une riche iconographie qui rappelle que les représentations figurées illustrant les grimoires des adeptes de l'Art étaient, tout autant que leurs textes, des parties intégrantes de leur discours.

Didier FOUCAULT
Université Toulouse Jean Jaurès

DOMINIQUE PESTRE (ÉD.),

Histoire des sciences et des savoirs,

STÉPHANE VAN DAMME (ÉD.),

tome 1, *De la Renaissance aux Lumières,*

Paris, Seuil, 2015, 516 p., ISBN 978-2-02-107676-9

En trois volumes, cet ambitieux projet orchestré par Dominique Pestre entend enregistrer les acquis historiographiques de plusieurs décennies de *science studies*, mais aussi les percées plus récentes de l'histoire globale. Le premier volume, sous la direction de Stéphane Van Damme, adopte un terminus *ad quem* inhabituel en proposant la décennie 1770 pour clôturer un « ancien régime des sciences et des savoirs ». Le lecteur n'y trouvera pas une classique synthèse d'histoire des

sciences à la période moderne ou un résumé commode de la révolution scientifique, notion largement fragilisée ces dernières décennies. Le volume la bouscule encore davantage grâce à deux décentrement dont rendent compte les propos liminaires de D. Pestre et S. Van Damme. Le maître d'œuvre de l'entreprise rappelle d'abord qu'il s'agit d'une histoire des savoirs plus que d'une histoire des sciences : les disciplines scientifiques consacrées y voisinent avec des savoirs multiples et diffus, populaires et savants, amateurs et professionnels. Comme l'indique S. Van Damme, le récit ne porte plus tant sur la genèse des champs disciplinaires et leur consolidation épistémologique que sur des pratiques transversales aux savoirs, des « technologies intellectuelles » comme par exemple la liste ou le catalogue qu'abordent effectivement plusieurs contributions. Cette histoire s'assume donc comme désenclavée au plan thématique et envisage les savoirs « en société, en économie, en culture, en politique ». La contribution de J.-B. Shank consacrée aux figures du savant répond à cette mission, dès le début du volume, en abordant l'histoire des identités culturelles savantes, à l'interface des lieux traditionnels du savoir, des publics et des autorités. Le deuxième décentrement concerne la spatialité des processus : l'histoire des savoirs proposée est délibérément ouverte sur l'histoire globale, faisant sienne une vision multipolaire qui s'efforce de n'être ni eurocentrée ni focalisée sur les « rituels de la rencontre » entre l'occident et les autres cultures. Le défi, on le mesure, est considérable : en deux propos introductifs et vingt contributions thématiques, il s'agit à la fois de proposer des études de cas dont les *sciences studies* ont fait leur miel et d'affronter le « temps long et les espaces géographiques larges ». À cette fin, S. Van Damme et D. Pestre se sont adjoint le concours des meilleurs spécialistes du domaine, reflétant bien le dynamisme, la diversité et le caractère international de ce champ de recherche. Le lecteur y trouvera un salutaire dépaysement historiographique, dont témoigne par exemple l'étude de N. Dew sur la réalité d'un « colbertisme scientifique ». L'auteur y nuance fortement la rupture opérée par le ministre, dont l'ambition de maîtrise totale de l'information est en permanence contrariée par les négociations et les accommodements.

L'ouvrage s'ordonne en quatre grandes parties (« sciences, cultures, sociétés », « champs de sciences », « mondialisation des sciences et des savoirs », « les sciences et le gouvernement du monde »), découpage qui ne se réfère cependant que marginalement au contenu des contributions, les questions des circulations globales, de la matérialité des pratiques ou des porteurs de savoirs irriguant l'ensemble du volume. Le tout ne prétend pas à l'exhaustivité, mais vise surtout à dégager des logiques spécifiques à la période en s'attachant au « plus significatif du moment dont il devait rendre compte ». Ouverts par des illustrations soigneusement choisies, les chapitres s'apparentent davantage à des essais qu'à des synthèses factuelles. Parfois très problématisés, les textes présupposent du lecteur une connaissance minimale des grands repères historiques. D'efficaces encadrés, pour la plupart dus à S. Van Damme, fournissent des mises au point et compléments qui font écho au texte principal.

Certains textes constituent de très utiles synthèses. Les contributions de L. Daston et de P. Dear, respectivement consacrées à la philosophie naturelle et aux cultures expérimentales forment de remarquables introductions à ces vastes questions, qui offrent de surcroît l'occasion de lire en langue française deux représentants majeurs de l'historiographie anglo-saxonne. Certains chapitres reviennent à nouveaux frais sur des champs déjà bien labourés : il en va ainsi des pages que consacre M.P. Donato

aux « académies dans l'ancien régime des sciences », informées tant par l'histoire des sociabilités que par le tournant pratique. Après un récit de l'émergence des académies expérimentales, le texte souligne que les académies, par-delà un consensus expérimental *a minima* et en dépit de la variété de leurs formes institutionnelles, témoignent du but, « identitaire et idéologique », de « faire corps » et contribuent ainsi à la solidification d'un ethos scientifique. D'autres chapitres sont de précieuses mises au point sur des sujets relativement neufs en langue française : il en va ainsi de celui de J.-F. Schaub et S. Sebastiani sur l'émergence des questions de race, à la croisée des discours religieux, médicaux, juridiques et administratifs, ou de la contribution de L. Hilaire-Pérez sur les rapports entre l'État, la science et l'entreprise dans l'Europe moderne, textes qui attestent par ailleurs du décroisement thématique annoncé par l'introduction.

L'insistance sur les pratiques et sur les savoirs en situation constitue le dénominateur commun de plusieurs contributions. Les savoirs naturalistes, dans le texte de M.-N. Bourguet et P.-Y. Lacour, sont abordés sous l'angle de l'évolution des gestes savants (observation, collecte et collection, description, identification...) et de leurs supports matériels. Les mathématiques ne sont pas absentes du volume, mais sont présentées dans leurs rapports avec la guerre et les savoirs martiaux : P. Briost explique ce que la mise en bataille, les schémas tactiques et l'artillerie doivent à l'arithmétique et à l'algèbre, qu'elles soient portées par des objets (tables numériques, compas de proportion...) ou par des hommes de l'art. La guerre est l'un de ces lieux où s'opèrent la convergence entre théorie et pratique et les reconfigurations sociales et épistémologiques qui l'accompagnent. Les pages consacrées par N. Safier aux « livres et cultures écrites des sciences » ouvrent de multiples et fascinantes perspectives sur les rapports entre cultures manuscrite et imprimée, sur les modes de gestion de l'information, sur les « épistémologies alternatives de communication » portées par les cultures non-européennes. Le lecteur n'y trouvera cependant pas la synthèse sur le livre de science que le titre semble suggérer.

La troisième partie, « mondialisation des sciences et des savoirs », est la plus cohérente. Le texte de R. Bertrand sur les « savoirs du commerce », truffé d'exemples méconnus, est emblématique des partis pris de l'ouvrage par son souci de mettre en exergue les médiateurs des savoirs (marchands, libraires-imprimeurs, bibliothécaires), de privilégier le terrain sur le cabinet, de prendre au sérieux une approche symétrique des rapports entre Asie et Europe sans pour autant minorer l'entreprise de domination et de contrôle des savoirs indigènes. A. Romano, s'intéressant aux « savoirs de la mission », rappelle de façon opportune que les missionnaires ont été des acteurs de premier plan des productions et des circulations savantes à l'échelle du globe ; ce faisant, elle souligne que les monarchies ibériques, loin de constituer des périphéries négligeables de la fabrique des savoirs, se sont situées au cœur de la globalisation savante. N. Muchnik entreprend quant à elle de souligner, avec nuance, le rôle des diasporas (à dominante religieuse ou commerciale) dans les transferts de savoirs et savoir-faire, un phénomène spatialement très sélectif qui a rapidement un effet cumulatif, les sociétés d'accueil comme les groupes diasporés eux-mêmes entretenant une identité diasporique liée à l'expertise scientifique ou technique. Le texte de J. Waley-Cohen portant sur « savoirs historiques et empire dans la Chine des Qing au XVIII^e siècle » a le mérite de proposer un exposé très clair et informé d'un terrain peu familier au lecteur français, mais s'inscrit assez mal dans le projet général de l'ouvrage.

S'il faut en trouver, c'est l'une des limites de l'ouvrage : renonçant aux grands récits matriciels, les auteurs livrent un tableau foisonnant, ouvert aux acquis les plus récents de la recherche, mais où la disparité des approches et des terrains peut sembler dissoudre l'objet étudié. Encore s'agit-il d'une conséquence étroitement liée à la dynamique actuelle du champ de l'histoire des savoirs, soucieux de ne s'enfermer dans aucune province factice et de montrer l'étendue des possibles, à une époque où la « science moderne » n'existe pas.

Aurélien RUELLET
CERHIO UMR CNRS 6258

JAMES BEATTIE, EDWARD MELILLO,

EMILY O'GORMAN (ÉD.),

Eco-cultural Networks and the British Empire.

New Views on Environmental History,

Londres, Bloomsbury, 2015, 323 p.,

ISBN 978-1-4411-0983-5

L'histoire environnementale a renouvelé l'histoire impériale, particulièrement celle de l'empire britannique – que l'on pense aux travaux de J. MacKenzie, qui préface cet ouvrage, ou à la synthèse proposée par W. Beinart et L. Hughes (*Environment and Empire*, Oxford 2007).

C'est dans la lignée de ces recherches que se situe ce recueil d'articles, autour d'un concept nouveau, celui de « réseaux éco-culturels ». « Réseaux », car il s'agit, là encore en résonance avec des recherches entamées depuis une quinzaine d'années, d'échapper au modèle centre/périphérie pour analyser les évolutions de l'empire britannique et les échanges de biens, d'hommes, d'idées et d'organismes non-humains (plantes ou animaux, mais on pourrait penser aussi aux microbes) qui y prennent place. « Éco-culturel », par la prise en compte des échanges écologiques provoqués par les hommes entre différents lieux de l'empire, et l'attention portée aux représentations diverses et changeantes des environnements. L'ambition est vaste, qui vise ainsi à combiner une perspective matérielle – les changements concrets des environnements impériaux, et leurs conséquences sur les sociétés coloniales – et une perspective culturelle – la manière dont cette nature est perçue et comprise. C'est bien là l'aspect novateur de cette approche. Comme les directeurs de l'ouvrage le reconnaissent, l'appliquer à l'empire britannique, avec une telle hétérogénéité d'environnements et d'acteurs, rend impossible toute tentative de synthèse ; tout au plus se proposent-ils de réunir ici des contributions illustrant l'intérêt du concept. Si la plupart des chapitres sont de haute tenue, offrant de belles études d'histoire environnementale, tous pourtant ne font pas un usage central de la notion de « réseaux éco-culturels » – l'étude de S. Kheraj sur les animaux domestiques à Winnipeg au XIX^e siècle, au demeurant fort intéressante, ne l'évoque même pas. À ce titre, ce sont souvent les textes des directeurs de l'ouvrage qui emploient avec le plus de pertinence le concept qu'ils ont forgé. L'organisation générale, qui veut distinguer les réseaux régionaux (première partie) et les réseaux locaux (seconde partie) est assez peu convaincante, et bien inutile. Nous ne la suivrons pas ici.

Deux chapitres font usage de la notion de réseaux éco-culturels pour proposer une trame globale et un programme de recherche davantage que pour offrir une étude de cas détaillée. Celui de G. Endfield et S. Randalls traite de la façon dont les différentes visions des climats coloniaux influent sur la conquête et la gestion des territoires de l'empire, insistant avec raison sur le fait que le climat est un fait matériel autant qu'un concept philosophique. N. Jacobs présente la compréhension

changeante des migrations d'oiseaux entre l'Europe et l'Afrique, du XVI^e siècle à nos jours, et l'insertion de ces réseaux migratoires et de leur étude dans le cadre particulier de la colonisation britannique de l'Afrique.

L'importance des réseaux commerciaux et de la marchandisation («*commodification*») de la nature est une des thématiques qui reviennent le plus souvent, tant elle est centrale pour l'expansion impériale et les modifications environnementales. Dans un chapitre passionnant, E. Melillo analyse les bouleversements apportés à l'environnement de Ceylan par la culture intensive du thé, en mettant en avant le rôle de Sir Thomas Lipton: un fossé se creuse entre une réalité environnementale et humaine assez tragique et la vision édenique propagée par les campagnes publicitaires de l'entrepreneur. Un complément intéressant à ce chapitre est offert par l'étude d'E. Herbert sur le jardin botanique de Peradeniya, lieu de délasserment, de connaissance, d'acclimatation, très bien inséré dans le réseau impérial établi par les jardins de Kew, à Londres, et qui contribue, à Ceylan, aux cultures intensives, notamment de thé. Tout au plus peut-on regretter qu'ici la dimension proprement culturelle soit un peu trop délaissée.

Le même questionnement sur le rôle du marché et des échanges commerciaux se retrouve dans l'étude de K. Hunter sur les cultures coloniales de la chasse: on ne pratique pas et surtout on ne perçoit pas la chasse de la même manière selon les lieux de l'empire, et la conquête coloniale peut être très dépendante des conditions cynégétiques locales. Par ailleurs, comme le montre R. Peckham dans une étude très fine sur la chasse dans les ports francs chinois entre 1870 et 1940 (une étude qui n'a pas besoin de s'appuyer sur le concept central de l'ouvrage, d'ailleurs) la chasse était aussi un rituel social important, convoquant des notions de masculinité et de solidarité raciale et sociale.

Comme le souligne le chapitre introductif, l'un des apports majeurs de l'ouvrage par rapport à l'historiographie environnementale et impériale est de démontrer qu'on ne peut analyser l'empire britannique, si vaste soit-il, comme un vase clos, et qu'il importe de retracer ses interactions avec d'autres territoires. C'est ce que font deux des contributions en présentant les rapports entretenus avec la Chine. J. Lawson étudie les liens développés par l'État chinois entre 1880 et 1949 avec le Japon, la Russie ou l'empire britannique pour développer et transformer son agriculture, en mêlant savoirs traditionnels et enseignements étrangers. J. Beattie révèle comment, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, des immigrés chinois introduisent en Nouvelle-Zélande de nouvelles plantes et pratiques agricoles, modifient l'environnement local, et mettent donc en place, avec les colons britanniques, les populations locales, voire leurs familles restées en Chine méridionale, des réseaux éco-culturels – ici, le concept prend tout son sens et révèle son utilité. Enfin, E. O'Gorman montre comment le spectaculaire développement de la culture rizicole dans le sud-est de l'Australie doit beaucoup, d'un point de vue matériel autant que culturel, aux réseaux locaux mais aussi internationaux, notamment avec le Japon et la Californie.

En somme, voici un bel ouvrage, utile – les chapitres se terminent tous par une bibliographie succincte mais pertinente et à jour –, proposant des pistes de réflexion, des études de cas souvent passionnantes et un concept novateur, sans doute fécond.

Charles-François MATHIS
Université Bordeaux Montaigne

CHRISTOPH BERNHARDT,

*Im Spiegel des Wassers. Eine transnationale
Umweltgeschichte des Oberrheins (1800-2000),*

Cologne, Böhlau, 2016, 569 p.,

ISBN 978-3-412-22155-3

Écrire l'histoire du Rhin est une entreprise ambitieuse et difficile, d'autant que les histoires sur ce fleuve sont abondantes. Nombreux sont les auteurs qui ont cherché à apporter leur pierre à l'édifice, évoquant sans cesse la

frontière naturelle et politique que symbolisait le « vieux père Rhin » – *Vater Rhein* – pendant des siècles, et qui s'accompagna souvent d'une démarcation culturelle, exprimée dans un langage nationaliste par « l'outre-Rhin » pour les Français et le « *jenseits des Rheins* » pour les Allemands. Au XIX^e siècle, la rivalité franco-allemande est en grande partie nourrie par cette image du fleuve frontalier, faisant monter les tensions entre les deux pays. L'instrumentalisation atteint son apogée avec la guerre de 1870-1871 qui attisa la flamme nationaliste allemande. La construction du monument de guerre de la « Germania » à Rüdelsheim en 1882 fait du Rhin un symbole de la victoire contre la France, mais contribue également à l'invention d'une identité nationale allemande. Juchée sur son socle qui commémore l'unification de 1871, « Germania » pose son regard sur un tronçon du Rhin qui, ironie de l'histoire, ne marque la frontière ni naturelle ni politique entre les deux pays. Le monument rend plutôt compte de la politisation du paysage véhiculant ainsi l'imaginaire national à travers son espace et ses traditions inventées.

Dans son dernier livre, Christoph Bernhardt, membre du Leibniz-Institut für Raumbezogene Sozialforschung, remet en question la lecture nationaliste du paysage rhénan. En effet, son approche thématique de l'histoire du Rhin ne s'inscrit pas dans une analyse historico-politique axée sur la rivalité franco-allemande. Issu de son projet d'habilitation (2007), l'ouvrage remet le Rhin et son environnement au centre de l'historiographie rhénane. Sa dimension transnationale reprend l'idée du Rhin « européen » de Lucien Febvre et y ajoute une variante méconnue dans l'histoire du fleuve. Il s'agit là d'un choix méthodique et théorique, s'appuyant sur l'École des Annales et son rejet des positions géodéterministes (p. 23-24). C. Bernhardt se prononce pour une histoire environnementale *transnationale* (« transnationale Umweltgeschichte », p. 27) qui éloigne cette sous-discipline des études descriptives et révèle ainsi son vrai potentiel innovant, et qu'il décrit comme « une analyse d'histoire sociale et institutionnelle portant sur les mutations d'un écosystème aqua-terrestre et sur leurs répercussions sur la société et l'État deux siècles durant ». Cette perspective socio-institutionnelle se fonde sur des sources plutôt « traditionnelles » : l'examen détaillé des cartes et plans d'aménagement permet une exacte reconstruction des projets réalisés (ou non) et s'exprime dans les nombreuses illustrations de l'ouvrage.

C. Bernhardt choisit comme champ d'étude le « Haut-Rhin » entre Bâle et Mannheim, une région qui a connu une forte dynamique d'urbanisation et d'industrialisation entre le XVIII^e siècle et aujourd'hui et qui, en raison des projets d'aménagements fluviaux, peut être décrite comme « un des territoires les plus intéressants de l'histoire environnementale contemporaine » (p. 36). L'auteur propose un plan chronologique centré sur les projets de « modification » fluviale (*Flusskorrektur*) badois et français, entre 1800 et 2000. Il met en valeur trois éléments clés qui ont forgé le paysage rhénan : l'eau, le travail et les institutions. La peur des crues récurrentes aux XVIII^e et XIX^e siècles était un « point de référence » (p. 15) et un lien pour les relations franco-allemandes et pour les administrations : elle domine une transformation institutionnelle censée mettre fin aux dangers exceptionnels

et quotidiens du fleuve. Le démarrage des grands travaux au début du XIX^e siècle (avant tout le « percement » du fleuve, c'est-à-dire la rectification des méandres naturels) s'accompagna souvent de ruptures dans la société, la politique et le régime de propriété des villages au bord du Rhin. En effet, les projets d'aménagements imposèrent une nouvelle vision institutionnelle d'un espace fluvial encore marqué par la mobilité rurale et locale (p. 65). L'emprise croissante de l'État alla de pair avec le recul d'un « savoir d'expérience » (*Erfahrungswissen*) et avec la scientification du savoir. Dans les écoles d'ingénieurs et d'arpenteurs, on apprenait de nouvelles solutions techniques au problème des crues, qui furent également des instruments pour « l'intégration de l'État » (p. 70) dès lors que la Bade instaura au début du XIX^e siècle une administration de l'eau. Les projets de correction du cours du Rhin firent basculer l'ancien ordre féodal; ils marquèrent également le point de départ d'une coopération franco-badoise centrée sur cet objectif. La collaboration transfrontalière et la nouvelle administration de l'eau contribuèrent à une « mutation institutionnelle avant l'industrialisation » (p. 79) au moment de la paix de Lunéville (1801), lorsque les premières ébauches de projets d'aménagements communs furent effectuées. À la fin de chaque chapitre, C. Bernhard revient sur le mythe de « Tulla » et son évolution. Tulla, un ingénieur au service de l'État badois, est devenu *la* figure emblématique des projets d'aménagement du Rhin. L'auteur remet en question le rôle précurseur, vanté par l'historiographie, d'un personnage historique qui n'est en fait ni le premier ni le seul à avoir fait progresser la correction du fleuve.

Avec l'industrialisation, la gestion des eaux du Rhin dut faire face à de nouveaux défis: l'importance de la navigation et du commerce fluvial entraînaient l'émancipation des activités humaines de l'espace et des limites naturels. L'échange régulier entre États riverains sur l'état de l'eau et des voies navigables était devenu nécessaire, créant ainsi un « discours transnational » sur le Rhin et sa population. Les liens transfrontaliers et les projets d'aménagement communs se sont tellement renforcés que C. Bernhard n'hésite pas à parler d'un « avènement d'une politique de l'environnement » dans la région du Haut-Rhin entre 1930 et 1955 (p. 397). Il remet ainsi en question l'idée d'une rupture, concernant la protection de l'environnement, entre le régime national-socialiste et la République fédérale d'Allemagne à partir de 1945. Au contraire, les problèmes environnementaux du Rhin (baisse de la nappe phréatique, érosion, sédimentation, crues, etc.) étaient présents et connus depuis longtemps. Il s'agit de la thèse la plus importante de C. Bernhardt: l'histoire environnementale du Haut-Rhin n'a pas connu la rupture du paradigme écologique des années 1970 car l'environnement y jouait un rôle important depuis le XVIII^e siècle. L'auteur souligne plutôt des « lignes de continuité » conceptuelles et institutionnelles dans les politiques environnementales transfrontalières depuis les années 1920. La période 1933-1945, pleine de contradictions environnementales, mit en suspens certains projets mais en poursuivit d'autres. En 1945, la majorité des projets d'aménagement et de protection du Rhin ont continué, bénéficiant de l'expérience environnementale de plusieurs siècles.

**CÉLINE PESSIS, SEZIN TOPÇU,
CHRISTOPHE BONNEUIL (ÉD.),**

*Une autre histoire des « Trente Glorieuses »
Modernisation, contestations
et pollutions dans la France d'après-guerre,*
Paris, La Découverte, 2013, 309 p.,
ISBN 978-2-7071-7547-2

Cet ouvrage est devenu un contrepoint commode aux descriptions de la croissance « héroïque » de la France après la Seconde Guerre. La notion de « Trente Glorieuses » est certes contestable car elle renvoie à une singularité française et occulte les évolutions économiques et sociales similaires en Allemagne ou en Italie, mais elle souligne

le caractère exceptionnel de la période. On concédera que les majuscules ne sont pas indispensables. Le livre comporte un effet de prisme car on en oublierait en le lisant que la France a connu pendant cette période le plein-emploi et des augmentations inédites des gains de productivité et du pouvoir d'achat, une réduction sensible des écarts sociaux. On en oublierait que ce pays de taille moyenne avait retrouvé la confiance en lui-même au point de jouer un rôle important sur la scène internationale. L'idée d'un monde ouvrier domestiqué par la société de consommation ne correspond pas aux récits des forteresses ouvrières et des engagements multiformes des organisations syndicales. L'introduction se présente comme un manifeste « pour en finir avec les Trente Glorieuses ». Il n'y a pas de conclusion et on peut imaginer qu'elle serait difficile à rédiger tant les pistes de recherche sont nombreuses, parfois divergentes. Le livre comporte deux parties : les formes, les acteurs et les outils de la croissance (7 chapitres), puis les contestations de cette croissance (6 chapitres). L'ouvrage réunit des « signaux faibles » de la contestation mais faut-il faire des militants du « pas dans mon jardin » des héros des temps modernes ?

Certains auteurs se tiennent aux marges de la période et de la démarche de l'ouvrage. Le chapitre sur les situationnistes (P. Marcolini) évoque leur opposition connue aux politiques urbaines de Le Corbusier et les limites de l'audience de ce groupe qui critique le communisme à l'Est et le PCF à l'ouest en se distinguant du trotskisme. Avec raison, l'auteur écrit : « Il n'est guère étonnant que les historiens professionnels aient considéré le mouvement situationniste comme une variante mineure et folklorique du gauchisme ». Le but de la démonstration serait de montrer que « mai 1968 n'est pas une parenthèse un peu folle », ce qu'aucun historien n'affirme à notre connaissance. Le chapitre sur les syndicats (R. Bécot) confirme que la CFDT a eu plus tôt que la CGT une sensibilité aux questions environnementales. G. Hecht aborde l'aspect « technopolitique » du nucléaire français, élément de la grandeur nationale. Elle nous conduit à Madagascar ou au Gabon pour observer en longue durée les effets nocifs de l'exploitation pour les ouvriers africains et malgaches. Cette histoire pourrait être comparée à celle de l'amiante en France qui, curieusement, n'est pas abordée alors qu'elle correspond plus à la période des trente glorieuses que l'uranium dont l'essor et les méfaits sont ultérieurs. Le chapitre consacré à Jean Fourastié (R. Boulat) est d'une belle précision érudite, mais ne s'inscrit pas dans le projet du livre car si J. Fourastié est un acteur incontournable de la modernisation, R. Boulat ne participe pas à l'hallali de la croissance. S. Topçu traite de la contestation antinucléaire avant 1968. À l'instar de celle de Camus, ces contestations sont multiformes, celle du PCF est à géométrie variable, selon que l'arme nucléaire est américaine ou soviétique. Elle rencontre celle de J. Moch (« un des leaders du PS », *sic*) contre la dissuasion du général de Gaulle. L'auteur exhume les contestations ignorées et parfois très contestables. Elle indique (p. 197) : « Quelques jours après

l'expérience (nucléaire dans le Sahara), une partie de la presse africaine affirma que l'explosion française avait causé des milliers de morts – sans formuler aucun commentaire. Mais quand on se reporte à l'article cité du *Monde* (18 février 1960) on peut lire que « l'imagination du journal ghanéen ne s'arrête pas là [...]. Les victimes seraient les combattants de la liberté africaine enchaînés à des poteaux pour mesurer la radioactivité ».

Le point fort de l'ouvrage est de souligner la sous-estimation des dégâts environnementaux de la grande croissance dans beaucoup d'ouvrages antérieurs sur la période. Mais les pollutions industrielles et leurs contestations n'ont pas commencé avec les Trente Glorieuses. Les apports historiographiques considérables des associations sectorielles (électricité, chemins de fer, aluminium) ne peuvent être réduits à la louange du productivisme. L'aluminium a pollué – cela n'a pas échappé aux chercheurs de l'Institut pour l'histoire de l'aluminium (Morel, 1991). Il en est de même pour le zinc, le plomb et bien d'autres industries à commencer par le charbon. On peut se demander si ces « petits enfants des trente glorieuses » ne vont pas parfois trop loin. C'est le cas du chapitre 2 (J.-B. Fressoz et F. Jarrige). Certains passages interpellent – au-delà des historiens de la croissance et des entreprises – l'histoire économique et sociale, l'École des Annales et les historiens de l'après-guerre pour complexité de productivisme. D'un côté, pêle-mêle, E. Labrousse, M. Lévy-Leboyer, J.-P. Rioux, D. Landes, M. Daumas, F. Caron et J. Bouvier; de l'autre J. Ellul? Il faut prendre en compte certaines interpellations de cet ouvrage, non pour en finir avec les « trente glorieuses », mais pour développer une histoire économique, sociale et environnementale.

Philippe MIOCHE
Université d'Aix-Marseille

DOMINIQUE PESTRE (ÉD.),

Le gouvernement des technosciences.

Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945,

Paris, La Découverte, 2014, 321 p.,

ISBN 978-2-7071-7504-5

Les transformations récentes des modes d'organisation, de contrôle, de gestion et d'administration des pratiques scientifiques et techniques font l'objet de révisions historiographiques nombreuses (C. Bonneuil, P.-B. Joly, *Sciences, techniques et société*, Paris 2013; C. Pessus et alii éd., *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, Paris 2013, compte rendu dans la présente livraison de la *RHMC*). Cet ouvrage se situe dans la lignée de ces synthèses. En ouverture, Dominique Pestre élabore un *aggiornamento* des *Science & Technology Studies* (STS) qui, depuis les années 1970, ont proposé des renouvellements épistémologiques dans la manière d'aborder les sciences et les techniques. Si l'hybridité et l'agentivité en ont constitué les leitmotivs depuis trente ans, D. Pestre rappelle très justement que les effets structurels ont été souvent ignorés, minant ainsi par avance la portée politique de certaines recherches: « rien n'autorise à oublier le poids central des formes verticales, des “conventions” héritées ou de la pensée stratégique du contrôle » (p. 11). Cette inflexion historiographique bienvenue réorganise l'horizon d'attente des recherches proposées dans le livre; ce sont en effet les « temporalités et [...] leur variation historique » (p. 13) qui occupent la plupart des analyses. Les tentatives pour éprouver, théoriquement et empiriquement, le concept de « gouvernement » sont moins convaincantes. Certes, il est important de

rappeler que « le gouvernement des technosciences » ne commence pas « au moment de la régulation *publique* » (p. 20). Mais les trois « objets » sur lesquels porte prioritairement ce gouvernement contemporain (la légitimité des savoirs, les modalités de régulation et le rapport à la nature) semblent a priori disjoints (même si dans les faits ils ne le sont pas). Le soubassement ontologique sur lequel ils reposent (et qui les constituent dans leur dynamique historique commune) reste un point aveugle de l'analyse. Dans la biopolitique foucauldienne, le passage à la gestion des populations en tant qu'entité biologique cohérente se doublait d'une transformation radicale du sens même du gouvernement. Ici, cette ontologie politico-scientifique reste encore à caractériser. Cela n'enlève rien à la grande qualité des enquêtes restituées avec beaucoup de détails et une attention particulière aux temporalités.

N. Jas, dans le chapitre qu'elle consacre au gouvernement des substances chimiques dangereuses, met en exergue la production gigantesque de dispositifs qui caractérise cette manière de gérer le risque (p. 32). Trois dynamiques, partiellement concomitantes, ont produit cette stratégie de stratification des dispositifs : la constitution de marchés à l'échelle globale, la prise en compte des préoccupations environnementales et l'intégration de questions morales. À chaque fois, les dispositifs créés se sont ajoutés aux précédents, organisant l'opacité et l'ignorance. Le « gouvernement international » des substances chimiques dangereuses produit donc une limitation des « niveaux de protection de l'environnement et [de] la santé publique » (p. 57) ainsi qu'une « interrégulation » inextricable qui profite aux mésusages. Le passage d'une « santé publique internationale » à une « santé globale » est analysé par J.-P. Gaudillière par le prisme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de la Banque mondiale. Cette mutation n'est ni linéaire ni totale – et c'est l'un des intérêts de ce chapitre que de rappeler la subduction continue des réglementations et des politiques. Mais elle organise une configuration assez discernable autour du marché des médicaments, de la « marginalisation (relative) du système onusien » (p. 67), de la prégnance du risque comme point central des analyses, des transitions nord/sud ratées, de la « redéfinition des liens entre développement et santé » (p. 68). Les modes de recherche des années 1960 ont produit une crise qui s'est traduite par une attention plus soutenue aux questions de propriété intellectuelle. C'est dans ce contexte que l'OMS a réorienté sa politique vers la santé (et non plus les maladies) et la prise en compte de nombreux facteurs (éducatifs, environnementaux). Les problèmes sanitaires sont traités selon des modes de calculs qui indexent finalement le vivant sur l'économique. La question sanitaire partage avec l'environnement son immédiate globalité : les frontières sont, en la matière, des artefacts. Dans le chapitre que S.C. Aykut et A. Dahan consacrent au « gouvernement du changement climatique », c'est le hiatus fondamental entre « un processus de gouvernance mondiale censé se déployer pour contenir le risque climatique et une réalité du monde complexe et multiforme qui lui échappe en très grande partie » (p. 98) qui est ausculté. Le « régime climatique » a parfois tenté « d'intervenir directement dans le marché international, la souveraineté des États ou la régulation du régime des énergies fossiles » (p. 99), ce qui a exacerbé le hiatus. Les auteurs distinguent quatre grandes périodes pour caractériser cette rupture entre le réchauffement climatique et sa perception générale. Des années 1960 aux années 1990, c'est la lente montée en puissance du climat comme catégorie du global : effet de serre, atteinte à l'environnement, alerte sur la croissance et premières indications sur l'augmentation de la température mondiale caractérisent cette époque. De 1992 à 2001, l'idéal d'un gouvernement global du régime climatique

s'est fracturé. La conférence de Rio en 1992 ainsi que l'affinement des modèles climatiques solidifient les ressources disponibles pour agir. Mais l'inflexibilité des puissances économiques et la persistance d'un horizon du carbone (avec la guerre en Irak notamment) maintiennent le hiatus. De 2002 à 2009, c'est « la question de l'adaptation à des changements climatiques, vus désormais comme inéluctables » qui structure l'agenda politique (p. 117). Les États-Unis sont en retrait et l'Europe est contrainte de « faire des compromis » (p. 118). Depuis 2009 – et la conférence de Copenhague qui a produit l'écart le plus grand entre « la réalité du monde et la sphère de la gouvernance climatique » (p. 121) – le régime climatique est travaillé par des surgissements locaux ou régionaux (comme la relance carbonée aux États-Unis) qui éclatent encore davantage les points d'appuis politiques. Dans ce panorama des modes de gouvernement des pratiques technoscientifiques, la place des ressources naturelles est cruciale. S. Fernandez analyse ainsi la façon dont les eaux ont été gouvernées depuis 1945 en régime de globalisation. L'imbrication de la question hydrique avec le marché caractérise la tri-périodisation choisie. De 1945 à 1970, le Nord impose un gouvernement de « l'eau par la grande hydraulique » (p. 205) : la technique doit permettre d'apporter l'eau là où elle est économiquement nécessaire. Ce modèle (construit aux États-Unis) devient le standard gestionnaire des ressources hydriques. Mais toutes les dynamiques politiques autour de la question de l'eau ne s'organisent pas à partir de cette conception. L'aridité, par exemple, impose d'autres contraintes. De 1970 à 1990, le gouvernement de l'eau reste fondé sur l'architecture des grands équipements, mais la montée en puissance des problématiques environnementales change la donne. Depuis les années 1990, la privatisation des réseaux de distribution est devenue prégnante. En conclusion, S. Fernandez souligne très justement que l'eau n'est pas prise dans un marché de distribution mondiale comme le pétrole : les ressources et les arrangements techniques pour les faire circuler sont locaux. En revanche, les fruits financiers de ces activités, eux, ont été inscrits dans des réseaux globaux. De fait, l'ouvrage tient compte de toutes les formes de globalisation des savoirs. Ainsi les « instruments économiques » sont-ils examinés, par S. Boudia, à l'aune de leur inscription dans l'action publique. L'« analyse coût-bénéfice », qui s'est imposée comme le point de ralliement des politiques économiques d'ajustement depuis le tournant néolibéral de la fin des années 1970, constitue un dispositif particulièrement intéressant : alors que son efficacité n'a jamais été formellement démontrée, elle reste mobilisée à toutes les échelles de décision économique. Les tentatives pour réduire cet écart entre une méthodologie douteuse et une revendication exponentielle passent par l'intégration des « expériences effectives » (p. 253).

En conclusion de l'ouvrage, D. Pestre propose un « essai de lecture globale » du gouvernement des technosciences (p. 285). La périodisation choisie confirme globalement les tendances esquissées par les études de cas. La prégnance de l'État jusqu'aux années 1960 est manifeste, même en régime d'économie libérale. Des années 1960 aux années 1970, la critique des modes anciens de gouvernement est rapidement réabsorbée dans un libéralisme économique radical. À partir des années 1980, les institutions financières mondiales participent de la structuration des conduites de gouvernement pour tous les pays. Parallèlement, la montée en puissance de la question climatique et environnementale impose de nouvelles pierres de touche politiques. Depuis les années 1990, les transformations technologiques (peut-être davantage que scientifiques) se sont accrues et le régime politique néoconservateur (fondé sur une attente de la guerre) domine. Les études de cas réunis dans cet ouvrage permettent

donc de documenter les transformations récentes dans les façons de gouverner les pratiques scientifiques et techniques. Rompant avec les analyses qui ne ciblaient que les micro-arrangements locaux ou les résolutions limitées de controverses, les auteurs saisissent concrètement des problématiques globales et leur inscription dans des formats d'action politique. La qualification et la spécification plus précise du régime ontologique émergent reste encore à mener ; ce livre offre toutes les saillances documentaires pour y travailler.

Jérôme LAMY
CERTOP UMR 5044/Université Toulouse Jean-Jaurès

DENIS WORONOFF,

*Histoire de l'emballage en France,
du XVIII^e siècle à nos jours,*
Valenciennes, Presses universitaires
de Valenciennes, 2015, 223 p.,
ISBN 978-2-36424-026-1

Protéger, identifier, valoriser l'objet sont autant de rôles tenus par l'emballage, tour à tour simple enveloppe protectrice destinée au seul transport ou faire-valoir de première importance lors de la vente du produit. En lui consacrant cette étude exemplaire, Denis Woronoff comble un manque historiographique important, tout en invitant

l'historien à prendre le temps de se plonger dans une histoire du détail, avec humilité et patience.

Témoin discret de mutations profondes, touchant tant les formes du commerce ou les techniques de l'industrie que les modes de consommation et de vie, l'emballage demeure un objet dont la vocation est de s'effacer au profit du produit qu'il a protégé et valorisé. En retracer l'histoire par nature éphémère recèle ainsi de nombreuses difficultés. Le sujet pose par ailleurs la question des limites de sa définition : si la cagette de bois fait bien figure d'emballage, paille, clous, ficelle, colle et bouchons servent le même propos, avec plus de discrétion encore. Devant l'évidence d'un matériau ou d'un dispositif, la source matérielle se fait parfois rare. Pour toutes ces raisons, D. Woronoff désigne l'emballage comme « le point aveugle de l'histoire des entreprises et du commerce ».

L'humilité de l'objet recouvre pourtant de vastes problématiques, fondamentales pour l'histoire culturelle de l'industrie et du commerce. La trajectoire de nouveaux matériaux comme le fer-blanc et le plastique, et la façon dont ils remplacent ou non le bois, le carton ou le verre, servent une histoire de l'innovation. L'émergence de marques ou la naissance de la publicité sur les emballages sont autant d'indices de l'avènement d'une société de consommation. Du peuplier des cageots au sapin et au chêne des plus belles caisses, du papier-goudron à la feuille de papier bleu qui enveloppe les pains de sucre pour mettre en valeur leur blancheur, de la bouteille ordinaire au flacon de prix, l'étendue des gammes et des qualités dénote les subtilités du positionnement commercial des produits, pour mieux séduire chaque consommateur. L'histoire de l'emballage porte enfin en creux celle de la signalétique et de la logistique. D'un objet invisible, D. Woronoff fait ainsi le prisme à travers lequel réévaluer l'histoire industrielle comme celle des consommations.

L'histoire moderne de l'emballage naît dans l'Europe du XVIII^e siècle, avec le développement d'une économie marchande devenue le mode dominant de la production et de l'échange, lorsque la circulation des biens de consommation transforme en enjeu majeur la protection des objets pendant leur transport. À cette époque, la pratique de l'emballage se divise entre le transport au loin, souvent par mer, plein

de risques et d'incertitudes, et le déplacement de proximité, plus difficile à cerner, où se pose parfois la question de la nécessité de l'emballage, et où une plus grande fragilité des matériaux a souvent entraîné leur disparition. Les années 1830 marquent une autre rupture, avec l'apparition du chemin de fer et du grand magasin, deux vecteurs nouveaux de l'échange des produits, mais aussi l'industrialisation de la production des emballages. Le fer blanc tient alors une place considérable, que lui confère notamment l'invention de la conserve. Les années 1950 enfin ouvrent l'ère de l'emballage de masse, dans un monde où les modes de consommation et de distribution changent totalement d'échelle et où, à la suite du plastique, de multiples innovations dans le secteur des matériaux contribuent à métamorphoser les produits dans leurs apparences, pour mieux les faire voir et valoir. L'ouvrage, en faisant toute sa place à l'image comme source de l'histoire, donne les moyens de suivre pas à pas la démarche de l'auteur. Commenté pour porter l'œil du lecteur au point précis où se niche le sens historique, l'appareil iconographique remarquable révèle la saveur de détails redécouverts dans toute leur portée et leur éloquence.

Dans une perspective historiographique, le cas de l'emballage étudié par D. Woronoff apporte ainsi une illustration neuve aux révolutions de la consommation intervenues en Occident depuis le XVIII^e siècle. Nourri par une bibliographie dense et interdisciplinaire, cet ouvrage éclairant tant pour les historiens que pour les chercheurs en sciences de gestion fait figure de jalon de l'histoire sociale de l'industrie, abordée sous l'angle fécond de la culture matérielle. À l'heure où l'emballage est plus que jamais au centre de nombreux enjeux et débats de société, indispensable moteur du désir de consommation, mais aussi responsable d'un surplus notable de déchets, l'ouvrage de D. Woronoff est un précieux instrument de réflexion : il nous invite à prendre le recul de la longue durée pour reconsidérer la valeur à l'aune de l'usage, et chercher dans les solutions du passé quelques pistes pour notre avenir.

Eugénie BRIOT
Université Paris-Est Marne-la-Vallée

EVELYNE SANCHEZ,

Las élites empresariales y la independencia económica de México. Estevan de Antuñano o las vicisitudes del fundador de la industria textil moderna, 1792-1847,

Puebla et Mexico, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla et Fundación Miguel Alemán, Plaza y Valdés, 2013, 363 p., ISBN 978-607-402-617-7

le XIX^e siècle mexicain (1821-1910) est une période méconnue de l'historiographie. Elle a surtout été abordée sous le prisme de l'histoire politique. En France, les travaux de F.-X. Guerra puis d'A. Lempérière ont ouvert de très belles pistes d'analyse dans le domaine des cultures politiques. Mais l'histoire économique restait un champ peu exploré, y compris au Mexique, exception faite des travaux de L. Gamboa sur les ouvriers du textile de la région d'Atlixco. Comme dans d'autres domaines, l'historiographie pâtissait de la coupure politique entre la période coloniale et celle dite du «Mexique indépendant», ce qui venait oblitérer les éléments

de continuité pourtant nombreux. Surtout, elle se concentrait sur la période du Porfiriato (1867-1911), moment « véritable » du décollage industriel du Mexique. Evelyne Sanchez vient combler ces lacunes en nous livrant la biographie d'un entrepreneur ayant vécu à la charnière entre le XVIII^e siècle et le XIX^e. La couverture de l'ouvrage est austère : le portrait d'un homme en gabardine noire sur fond sombre. Estevan de Antuñano (1792-1847) est inconnu en France mais appartient au panthéon des hommes illustres du Mexique. À Puebla de los Angeles, actuelle deuxième ville du Mexique et siège de nombreuses firmes industrielles dont Volkswagen, une statue lui a été érigée, une avenue porte son nom et son portrait a été imprimé sur des billets de banque. Il est en effet célébré comme le fondateur de l'industrie textile moderne au Mexique et comme le modèle de l'entrepreneur qui œuvra pour le bienfait de la nation naissante. Après une carrière classique de négociant grossiste et un avantageux mariage, il a fondé dans les années 1830 la première usine textile mécanisée, la *Constancia mexicana*, malgré bien des déboires et des entraves, et grâce à un important emprunt réalisé auprès de la première banque d'investissement fondée par Miguel Aleman alors ministre des Affaires étrangères, en reconvertissant un moulin à grains en fabrique moderne à énergie hydraulique équipée de machines à carder (le coton) importées des États-Unis, modèle de développement économique aux yeux d'Antuñano. Dans l'imaginaire collectif mexicain, ce personnage symbolise ainsi la rupture avec le modèle social et économique d'Ancien Régime fondé sur les liens de fidélité à la métropole et sur le commerce. Il incarne l'indépendance économique du pays même si son entreprise fit faillite au début des années 1840 en raison d'une pénurie de coton et d'une concurrence sauvage des toiles anglaises.

L'un des premiers mérites de l'ouvrage d'E. Sanchez est de dresser un portrait iconoclaste en retraçant la promotion d'Antuñano au rang de grand personnage de la nation. Pratiquant une histoire régressive subtilement calibrée, l'auteure déconstruit dans le premier chapitre le mythe du *self-made-man*. La commémoration du grand homme, montre-t-elle, est d'abord une œuvre promue par Estevan de Antuñano lui-même qui écrivait abondamment dans la presse locale et publiait des opuscules sur les mérites de l'industrie naissante. Il se fait peindre et photographier. Il se compare à un « Galilée de l'économie moderne » et va jusqu'à faire éditer une allégorie de son usine pour promouvoir son entreprise au Congrès mexicain. Le culte de sa mémoire a surtout été, nous explique E. Sanchez, une manière pour les élites de Puebla de trouver un faire-valoir à une cité connue pour faire partie des plus conservatrices du Mexique. Pourtant, l'étude de son patrimoine immatériel, de son parcours et de ses réseaux témoigne qu'Antuñano n'a rien d'un homme extraordinaire : il est issu du monde des « élites secondes », né à Veracruz, mais de parents péninsulaires, il apprend le commerce sur le tas avec son père, il exerce des charges municipales, se marie avec la fille d'un grand *hacendado* et devient capitaine d'une milice. Il a surtout su s'appuyer sur un dense réseau de relations qu'E. Sanchez décrypte grâce à une étude méticuleuse et méthodique de sa correspondance retrouvée dans les archives familiales. C'est là, me semble-t-il, le deuxième point fort de sa démonstration. Cette correspondance, constituée de 300 lettres écrites à plus d'une cinquantaine de destinataires différents, vient utilement compléter les archives notariales de la ville de Puebla. L'auteure montre que ce réseau s'étend des petits cultivateurs du Veracruz au général Santa Anna en passant par M. Alemán. L'analyse syntaxique et celle des formules utilisées mettent en lumière la nature des liens qui unissent l'industriel à

sa clientèle. Plus que le personnage lui-même, c'est finalement l'analyse des usages faits par Estevan de Antuñano de son espace social qui est exposée. En appliquant une sociologie des réseaux et des stratégies des acteurs, E. Sanchez montre comment Antuñano a si bien su se fondre dans les mœurs des élites locales. Réseaux familiaux, commerciaux, politiques (conservateurs ou libéraux) sont mobilisés selon les opportunités et les besoins du moment. L'évolution de son réseau et la construction de son patrimoine viennent nuancer l'idée généralement surestimée d'un individualisme naissant au sein de la société mexicaine au cours du premier XIX^e siècle.

Si, à la lecture, on peut parfois regretter la pesanteur de certaines considérations théoriques (dont plusieurs paraîtront datées), cela s'explique par le fait que ce travail est encore très empreint des caractères d'une thèse dont il est issu – thèse dirigée par M. Bertrand dont on reconnaît le terrain de prédilection et la méthode, et soutenue en 2000. Treize années se sont écoulées jusqu'à la publication du présent ouvrage. C'est dire le temps que nécessitent une recherche approfondie et une publication de qualité que l'auteur a préféré rédiger en espagnol, ce qui constitue un juste retour des choses. C'est dire également ce que signifie travailler sur un terrain lointain dans des conditions matérielles difficiles. E. Sanchez est actuellement chercheuse au CNRS où elle développe un ambitieux programme de recherche sur les haciendas entre période coloniale et révolutionnaire. Nous sommes impatients de lire les prochains travaux de cette historienne en castillan et en français.

Arnaud EXBALIN
Université Paris Nanterre

JEAN-CHRISTIAN VINEL,

The Employee: a Political History,

Philadelphia, University of Pennsylvania Press,
2013, 304 p., ISBN 978-0-8122-4524-0

L'ouvrage de Jean-Christian Vinel est à la hauteur des promesses portées par son titre. Dans ce livre riche et dense, aussi érudit que solidement problématisé, l'auteur historicise cette catégorie centrale du droit du travail américain qu'est *l'employee*, catégorie qui depuis la loi Wagner donne accès au droit syndical et à la négociation collective des conditions de travail. C'est à une lecture politique des évolutions restrictives du champ d'application de cette catégorie que l'auteur se livre ici. Tout en réinscrivant, avec une précision toute sociologique, ces évolutions dans les transformations structurelles du travail et de son organisation, l'ouvrage souligne qu'on ne peut simplement déduire celles-là de celles-ci. Il montre au contraire que le périmètre de définition des *employees* a été, tout au long du XX^e siècle, délimité par de véritables luttes de définition, des batailles juridiques et politiques pour ouvrir ou interdire le droit à la syndicalisation et à la négociation collective à de nouveaux travailleurs. Depuis les années 1930, la question «Who is an employee?» n'a ainsi cessé d'être débattue et d'opposer les syndicats et les chefs d'entreprise, le National Labor Relation Board (NLRB) en charge de l'application de la loi Wagner, les cours fédérales et la Cour suprême. Fruit des rapports de force qui structurent la société américaine et traversent ses institutions, la réponse à cette question a progressivement conduit à exclure des millions de travailleurs des droits salariaux fondamentaux. Cette exclusion s'est faite au nom d'une doctrine de la loyauté qui rendrait incompatible l'exercice de la responsabilité à l'égard de l'employeur et l'allégeance à un syndicat. «No man can serve two masters» n'ont ainsi eu de cesse de répéter les

chefs d'entreprise américains pour s'opposer à l'octroi d'un droit à la syndicalisation d'abord aux contremaîtres (*foremen*), puis aux superviseurs (*supervisors*) et plus récemment encore aux travailleurs intellectuels (*knowledge workers*).

J.-C. Vinel ne se propose pas uniquement dans cet ouvrage de mettre en exergue les ressorts idéologiques et les moments clés de cette offensive conservatrice. Le projet de l'auteur est aussi, et peut-être avant tout, de braquer le projecteur sur ceux qui ont, à ses yeux, représenté la seule alternative possible à cette doctrine de la loyauté : les tenants du pluralisme industriel qui lui ont opposé le langage de l'harmonie sociale et le droit à la syndicalisation pour tous. Vinel se propose ainsi « de mettre en lumière l'autre face du pluralisme industriel », non pas celle dénoncée par Nelson Lichtenstein ou Christopher Tomlins, qui prônait la négociation collective comme moyen d'affaiblir la combativité ouvrière, mais celle qui, des années 1930 aux années 1970, sous-tend les batailles des experts du NLRB pour élargir la définition des *employees* et les droits afférents au plus grand nombre de travailleurs. Ce sont ces batailles perdues que J.-C. Vinel cherche ici à réhabiliter en soulignant le potentiel émancipateur qu'elles ont, malgré leur échec, pu incarner. En proposant une histoire des « chemins qui n'ont pas été pris », l'ouvrage dessine également en miroir une conception du syndicalisme autour de laquelle syndicats, progressistes et libéraux américains n'ont jamais réussi à s'unir et qu'ils n'ont pas su imposer.

Cette histoire politique de la catégorie *employee* qui remonte à la fin du XIX^e siècle est présentée en deux temps. Dans la première partie de l'ouvrage est proposée une « généalogie politique de la Loi Wagner ». Elle retrace les tout premiers usages du terme *employee* – emprunté au français « employé » – et montre comment la défense de l'harmonie sociale et de la collaboration possible entre *employers* et *employees* est au cœur de la conception des relations professionnelles qui se construit à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, s'opposant à l'antagonisme de classe au fondement de la lecture marxiste des relations salariales. Nourri des enseignements de Commons, les progressistes à l'origine de la loi Wagner ont ainsi élaboré un texte qu'ils pensaient porteur de paix sociale, mais « qui rendit possible la protection de la liberté d'association de uns en la niant à d'autres », souligne l'auteur. Inscrit dans la loi, l'« écart définitif » entre le travailleur et la définition légale de celui-ci, l'*employee*, devient alors le pivot juridique central autour duquel les relations professionnelles vont désormais tourner. La deuxième partie de l'ouvrage montre comment, dès les débuts de la loi Wagner jusqu'à la période contemporaine, le paradigme de l'harmonie, un temps fédérateur, est systématiquement battu en brèche par les conservateurs et leurs alliés. La pression exercée par les entreprises américaines et le manque de soutien des organisations syndicales ouvrières ont ainsi eu raison de l'appui apporté par le NLRB aux revendications de syndicalisation des contremaîtres dans les années 1930 et 1940. À nouveau, dans les années 1960 et le début des années 1970, les experts du NLRB ont tenté d'ouvrir la définition légale du travailleur en contestant l'interdiction faite aux personnels de direction (*management*) de se syndiquer. Malgré le soutien apporté, cette fois, par les syndicats affiliés à la CIO à la syndicalisation des *supervisors*, une coalition de juges conservateurs et *liberals* a réaffirmé les principes de « loyauté » inscrits dans la loi Taft-Hartley. À partir des années 1980, les juges du NLRB renoncent progressivement à leur ambition réformatrice, la méthode du textualisme mise en œuvre par la Cour suprême illustrant l'hégémonie conservatrice qui gouverne désormais la catégorisation des travailleurs. L'exemple de la syndicalisation des infirmières, étudié par Vinel dans le dernier chapitre, montre que la bataille pour

la loyauté se joue aujourd'hui à une échelle supérieure – les infirmières en question possédant bien peu, sinon aucun, des indicateurs d'appartenance au *management* débattus dans les périodes précédentes à propos des *managers* ou des *supervisors*.

Sans conteste une contribution majeure à l'histoire du travail aux États-Unis, *The Employee* intéressera bien au-delà de cette discipline et de cette spécialité. À l'époque des procès en requalification comme *employee* des chauffeurs d'Uber de Californie, l'ouvrage de J.-C. Vinel propose une saine mise en perspective. Il réinscrit ce que d'aucuns auraient tendance à présenter comme des transformations radicales du travail dans une histoire longue des luttes autour de «l'institution du travail», pour reprendre le titre du récent ouvrage de Claude Didry (Paris 2016), qui constitue d'ailleurs une lecture comparée stimulante. *The Employee* renouvelle également par sa focale sur le travail et ses processus d'institutionnalisation et de désinstitutionnalisation notre regard sur ces moments politiques clés de l'histoire américaine que furent le New Deal d'une part et les années Reagan de l'autre. Le seul petit regret que l'on pourrait émettre porte sur le choix de l'auteur de ne pas creuser davantage la manière dont les rapports sociaux de genre et de race entrent dans ces processus. J.-C. Vinel nous rappelle pourtant que les domestiques, ou toute personne employée par un parent ou un époux – essentiellement des femmes donc – et les travailleurs agricoles – essentiellement des Noirs – furent d'emblée exclus de la catégorie *employee* par la loi Wagner. Il insiste sur le fait qu'au cours des années 1930 les travailleurs noirs furent les premiers à contester la définition du «travailleur» qui découlait de cette loi et que, 70 ans plus tard, la plupart des infirmières qui ont perdu leur droit de se syndiquer suite à l'arrêt *Kentucky River* sont des femmes et/ou des noirs. Mais l'auteur se refuse à systématiser une grille de lecture qu'il perçoit comme concurrente à la sienne, centrée sur l'impératif conservateur de loyauté des travailleurs et l'octroi du droit syndical à certains groupes de travailleurs seulement. On pourrait imaginer, au contraire, que l'analyse des rapports sociaux de sexe et de race articulés à ceux de classe vienne éclairer davantage encore cette notion de «loyauté» dont Vinel montre avec force toute l'efficacité politique. «No man can serve two masters»: en refermant le livre, on se prend à rêver à une généalogie de cet adage et du concept de loyauté qui lui est associé, un peu à la manière de la généalogie de la dépendance proposée il y a plus de vingt ans par L. Gordon et N. Fraser. On sait déjà que J.-C. Vinel pourrait avec finesse et rigueur nous la retracer.

Maud SIMONET

IDHES UMR 8533 Université Paris Nanterre

CLAUDE DIDRY,

L'institution du travail.

Droit et salariat dans l'histoire,

Paris, La Dispute, 2016, 245 p.,

ISBN 978-2-84303-264-6.

Le sociologue Claude Didry a bien choisi l'éditeur de son nouveau livre, puisqu'il invite à une «dispute». Il vise moins à présenter des recherches inédites qu'à contribuer au débat politique contemporain sur la prétendue nécessité d'une réforme «structurelle» du droit du travail. Bien que ce débat se déroule dans tous les pays de l'Union européenne, l'ouvrage se concentre sur l'histoire française des relations entre droit et salariat, depuis la Révolution jusqu'à nos jours. Présentant sa relecture de cette histoire sous forme de thèses délibérément acérées, l'auteur nous offre un livre stimulant, bien structuré et agréable à lire. Par la vigueur de ses interprétations et de ses prises de position, il invite à une discussion essentielle.

L'événement fondateur de cette histoire du salariat est « la révolution du contrat de travail », plus précisément le vote du Code du travail en 1910 qui, selon l'auteur, en insérant les mots « contrat de travail » en tête de son premier chapitre, aurait fait reculer l'ancienne distinction entre contrat de louage de service et contrat de louage d'ouvrage. Contestant l'interprétation d'A. Cottureau qui voit dans l'émergence de la notion du contrat de travail l'évincement du « bon droit » des ouvriers, C. Didry considère cette rupture dans la langue du droit, résultat des travaux de la Société d'études législatives (SEL), comme un élément positif, sans réserve. Le monde ouvrier était alors marqué par le louage d'ouvrage, gouverné par des usages et des tarifs fixant le prix de l'ouvrage, base de la juridiction des conseils de prud'hommes. Cette prédominance ne permet pas de distinction claire entre patron et ouvrier car ce dernier, s'il adopte le rôle de tâcheron, chef d'équipe ou chef d'atelier, engage à son tour des collaborateurs dont il dirige le travail et qu'il rémunère. Ainsi, il n'y a pas de lien direct entre, par exemple, un fabricant-négociant donneur d'ouvrage, et les gens que le chef d'atelier a embauchés. L'essentiel du contrat de travail tient, d'après C. Didry, dans le fait qu'il remplace des contrats de sous-traitance en cascade par une relation exclusive entre un employeur et un salarié. La critique du « marchandage » aurait provoqué ce tournant. Défini par le décret du 2 mars 1848 comme l'exploitation des ouvriers les uns par les autres, il constitue une dérive possible du louage d'ouvrage. Selon C. Didry, même si le prix de l'ouvrage était fixé par un tarif aux pièces, la rémunération des ouvriers et aides dépendait de l'arbitraire du chef d'atelier. Or l'argument ne peut convaincre dans le cas de la fabrique lyonnaise, que l'auteur prend comme idéal-type du marchandage. En effet, A. Cottureau et d'autres ont démontré que la part du compagnon dans le prix de l'ouvrage était fixée par les usages. C. Didry présente la convention collective, qui règle le contrat individuel de chaque travailleur, comme une innovation des juristes de la SEL, bien que de telles conventions garantissant un salaire minimum à chaque ouvrier fussent de pratique courante à l'époque, surtout dans le bâtiment. Essayant d'expliquer trop de choses par la seule question du marchandage, C. Didry la voit partout, par exemple dans le paragraphe du projet de loi sur le contrat de travail que la SEL élabore entre 1904 et 1908. Cette clause établit une obligation de l'employeur de payer une indemnité à l'ouvrier à la tâche qui serait resté « sans occupation » pendant un temps. Inspirée de l'article 615 du Code civil allemand, cette disposition souligne la permanence du lien entre employeur et salarié, au-delà de la tâche accomplie ou de l'ouvrage terminé. Le problème qu'il traite n'est donc pas la sous-traitance, ni le chômage pendant la morte-saison, mais le fait que le travailleur est « maintenu à la disposition de l'employeur » et n'est alors pas libre de chercher une occupation ailleurs.

C. Didry insiste sur l'importance du Code du travail, affirmant que « parler [...] d'un contrat de travail liant les chefs d'établissements et "leurs ouvriers" est en tant que tel une nouveauté » (p. 75). Mais il ne dit pas pourquoi le projet sur le contrat de travail – qui aurait vraiment révolutionné le droit – n'a jamais été voté. De même, il présente la loi de 1915 sur les salaires des ouvrières à domicile, qui aurait rendu le commanditaire principal responsable du paiement des salaires, mais passe sous silence le fait qu'il faut attendre le décret-loi du 8 août 1935 pour qu'un travailleur puisse réclamer le paiement de son salaire à l'entrepreneur principal, si le tâcheron se déclare insolvable. Dans toute la partie historique du livre, on observe une tendance à magnifier les débuts des transformations du droit, en avançant un peu plus vite que ne le justifient les développements effectifs du droit et des pratiques. C'est peut-être

un risque inhérent à une argumentation basée sur la logique implicite aux lois, sur la «grammaire» du contrat de travail, qui ramène «la totalité de ceux qui se trouvent liés à un même employeur à une condition juridique commune. La notion de salariat [...] englobe désormais les [...] ouvriers, employés, techniciens ou ingénieurs». On aurait aimé savoir plus exactement quand et comment le droit du travail est parvenu à «ancrer» cette «grammaire du travail [...] dans les activités productives» (p. 107), quand et où des salariés «commencent à se voir comme travailleurs plutôt que comme ouvriers relevant de tel ou tel métier» (p. 104). En effet, la logique du chapitre 4 est tout à fait convaincante : les syndicats s'organisent par branche d'industrie, la classification des salariés établie par les conventions collectives de branche remplace l'organisation par métier. Mais, comme J. Saglio l'a démontré, c'est justement dans la convention collective de la métallurgie parisienne de 1936, qui sert de prototype aux analyses de C. Didry, que le classement par métier subsiste, à l'intérieur de la grande catégorie générale de l'ouvrier professionnel, défini comme «ouvrier possédant un métier». Une lecture rigoureuse s'impose, qui doit nous préserver d'une certaine légèreté dans l'exposé des faits historiques. Plusieurs assertions nous paraissent discutables, ou forcer l'interprétation. Ainsi, la réglementation des salaires pour les fabrications de guerre dans la région parisienne du 16 janvier 1917 est une décision du ministère de l'Armement, et non pas une «décision de la commission mixte» de la Seine (p. 91) ; les comités d'entreprise ne prolongent en aucune façon les «conseils du travail» institués par Millerand, qui étaient des institutions paritaires, organisées par branche d'industrie, dont les membres étaient élus par les syndicats ouvriers et patronaux (p. 135).

Les chapitres 5 à 7 couvrent les transformations du droit du travail et du salariat des années 1960 jusqu'aux débats d'aujourd'hui, avec des passages particulièrement réussis sur des «conflits emblématiques» illustrant l'attachement des travailleurs à «leur» entreprise, et sur la jurisprudence relative aux licenciements collectifs, résultat des actions portées par des syndicats et comités d'entreprise suite à la loi de 1993 sur le plan de reclassement. Le point de départ de cette dernière partie de l'ouvrage est une critique des théories du marché du travail qui le traitent comme une donnée économique et considèrent les institutions de protection sociale et de droit du travail comme autant de distorsions du marché. Au cœur des analyses, et finalement du livre tout entier, se trouve une attaque virulente sur les diagnostics de la «fin du travail», de la croissance constante des contrats à durée déterminée et de la segmentation du marché du travail entre emplois stables et emplois précaires. La cible préférée de l'auteur est l'œuvre de R. Castel : la popularité de sa sociologie du salariat et de ses pronostics trop pessimistes sur la précarisation du travail serait responsable des politiques de l'emploi qui mettent le droit du travail en question. Les travaux statistiques de M. Plaut, dont C. Didry reproduit les tableaux, montrent que le contrat à durée indéterminée reste, de loin, la forme prédominante de contrat. L'auteur admet qu'il faudrait approfondir ces recherches, mais n'hésite pas à désigner les programmes de flexicurité comme une réponse à un problème non-existant, et à fustiger «une *doxa* économique-sociale constituant [...] l'identité d'une gauche qui a abandonné le travail pour privilégier le "traitement social du chômage" et engager la transition vers une introuvable "société postindustrielle"» (p. 213).

Au lieu d'une crise du travail, C. Didry constate une crise de l'entreprise, sous la pression des marchés financiers à la recherche de la rentabilité des capitaux. En réponse, il plaide en faveur de plus de participation du personnel et propose de

constituer des « collectivités pertinentes du travail [...] au-delà de l'entreprise » (p. 239), à l'échelle du groupe ou sous forme de « comités d'industrie » (p. 241) représentant les salariés et employeurs liés à la production d'une famille de produits. La conclusion, résumant l'histoire tracée dans les premiers chapitres, met encore une fois l'accent sur la capacité du contrat de travail de tracer « la collectivité des travailleurs liés à un même employeur, qui prend la forme de l'établissement » et de servir de base à la « participation de ces travailleurs à la vie de l'établissement ». Au regard des espoirs que C. Didry met dans cette participation, cette prétendue capacité du contrat de travail aurait mérité de plus amples développements. L'ouvrage appelle donc heureusement une suite, en même temps qu'un débat.

Sabine RUDISCHHAUSER (f)
Centre Marc-Bloch, Berlin

MAX WEINREICH,

Hitler et les professeurs.

*Le rôle des universitaires allemands
dans les crimes commis contre le peuple juif,*

Paris, Belles Lettres, 2013, 393 p.,

ISBN 978-2-251-44469-7

L'objectif du travail de Max Weinreich, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, était d'une clarté indiscutable. Il souhaitait répondre à une question et une seule : « les élites intellectuelles allemandes [étaient]-elles coupables [de] crimes contre l'humanité ? » (p. 340). Il interro-

geait la responsabilité des universitaires et penseurs allemands dans la fabrique du consentement envers le régime et, plus profondément, dans le façonnage de la vision du monde nazi. La méthode était simple : dans de courts chapitres, qui sonnent comme autant de réquisitoires, l'historien exhumait les textes, en montrait la violence, cherchait à mettre en lumière la profonde compromission des uns, la non moins profonde adhésion des autres au projet racial du III^e Reich. Il n'est donc pas étonnant que les citations soient, dans le livre, très nombreuses, et qu'il dérive parfois vers l'édition de sources. Les documents en fac-similés représentent ainsi environ 10% de l'ouvrage. C'est compréhensible quand on sait l'état lacunaire des données en 1946, alors que le tribunal de Nuremberg n'avait pas encore rendu son jugement. M. Weinreich construit sa plaidoirie (p. 199) et met en procès ce monde dont il fait partie, et dont il estime qu'il aurait dû se dresser, en toute logique, contre le national-socialisme : celui des idées, des intellectuels, des penseurs. Il résume sa vision en une formule lapidaire : « Dans la mémoire de l'humanité, il y avait des Gengis Khan et des Eugen Fischer, mais jamais auparavant les Gengis Khan et les Eugen Fischer ne s'étaient donné l'accolade » (p. 338). E. Fischer est ici la figure de l'intellectuel qui ne peut pas cheminer avec la barbarie. On voit la foi de M. Weinreich, qu'il avoue sans ambages, « dans l'intégrité fondamentale des disciplines académiques » (p. 7) ; c'est elle qui le conduit à se poser si intensément cette question.

Ce problème a connu dans la recherche française un regain d'attention récent. Comment pouvait-on être « intellectuel » et nazi, de concert, la question semble insoluble si on enferme le national-socialiste dans la folie et l'irrationnel. Il n'y aurait alors pas de « pensée nazie » possible. Les recherches de C. Ingrao ont montré, à travers la trajectoire de juristes, que ces hommes, titulaires de doctorats, n'en professaient pas moins la haine des juifs et la nécessité de leur destruction. J. Chapoutot a creusé le sillon, en analysant la cohérence de l'univers mental nazi à partir d'une étude de la

littérature grise du régime hitlérien. On trouve chez M. Weinreich les prémices de ces tentatives. Son travail montre qu'il faut dissocier cette figure si profondément ancrée en Occident de l'intellectuel nécessairement humaniste, cosmopolite, ouvert sur l'autre. C'est bien contre « toutes les résistances de type universaliste » (p. 31) que certains penseurs allemands tentèrent d'édifier une pensée nationaliste, raciste, fermée sur elle-même, qui portait aux nues une seule chose : la victoire de l'Aryen dans un combat qui n'était plus historique, mais racial. M. Weinreich montre bien le caractère biologique de la lecture nazie du réel, la « loi de la nature » (p. 40) étant d'une simplicité crasse : un darwinisme social radical, répondant à la sélection éternelle du plus fort (p. 37). De ce point de vue, cet ouvrage de 1946 rappelle que beaucoup de nos questionnements actuels – y compris celui du lien entre idéologie et pratiques de tuerie (p. 199) analysé par S. Neitzel et H. Welzer dans l'ouvrage *Soldats*, Paris 2013 – existaient dès la fin de la guerre, voire dès la guerre elle-même. Il invite à une humilité historiographique, et sa réédition semble donc pleinement justifiée, faisant découvrir, dans le même temps, des usages d'écriture qui n'entrent plus aujourd'hui dans les canons de la narration scientifique.

D'un autre côté, et la question se pose pour un grand nombre de rééditions d'ouvrages sur le national-socialisme, les connaissances qu'il expose sont pour beaucoup aujourd'hui datées ou infirmées, notamment en ce qui concerne l'extermination des juifs. De ce point de vue, un lecteur non averti pourrait faire un bond en arrière de plusieurs décennies sur notre connaissance des processus de destruction. Cela est vrai pour des faits concrets, comme le nombre de juifs présents en Pologne en 1939, largement minoré (p. 124). Mais cela l'est surtout pour la vision du processus de destruction dans son ensemble. En effet, en ne recourant qu'à des sources intellectuelles, M. Weinreich postule une volonté d'extermination totale de la population juive, là où les autorités nazies pensaient, aux dates évoquées, à une déportation. Ce faisant, et même s'il apporte très souvent de la complexité, il donne une impression forte d'intention chez les nationaux-socialistes, celle, dès les années 1930, d'exterminer le peuple juif. Ce n'était pas le cas. Des années de recherches sur le « processus de décision » ont bien montré les errements et les doutes de la « politique juive » des nazis. Cela ne minore évidemment en rien l'antisémitisme des acteurs ; mais le répertoire d'action et la temporalité ne sont pas ceux qui transparaissent dans les lignes de M. Weinreich. Dans l'analyse des mots mêmes, auxquels l'auteur est pourtant très attentif (p. 131), le vocabulaire nazi, bien évidemment codé, est presque toujours synonyme du meurtre. Cela aide la démonstration : en façonnant le langage et les pensées, les intellectuels ont posé les conditions de possibilité du génocide. C'est d'ailleurs la conclusion de l'ouvrage : « les universitaires allemands travaillèrent main dans la main avec les assassins du peuple juif » (p. 11). Ils étaient coupables (p. 340). Mais ces analyses sont parfois rapides, et centrées sur l'unique production intellectuelle.

La conclusion de M. Weinreich n'est évidemment pas à remettre en cause dans son ensemble. Une partie des élites intellectuelles allemandes – universitaires ou non – a participé activement au national-socialisme. Mais pour évaluer avec plus de précision cette participation, encore faut-il interroger la position sociale des acteurs, car on ne peut pas mettre sur le même plan les « écrivains et les seconds couteaux » d'un côté et les « savants jouissant d'une réputation internationale » de l'autre, reproche qu'H. Arendt avait fait à M. Weinreich (p. XII). Par ailleurs, on ne peut pas se contenter de postuler qu'un message, parce qu'il a été émis, a été

assimilé et adopté et est la cause unique des actions criminelles du régime. Il faut donc, dans une méthode classique d'histoire culturelle, toujours s'interroger sur la réception de cette science antisémite allemande par les acteurs de l'époque. Il est peut-être plus intéressant de lire ce livre comme un moment de la recherche scientifique sur le III^e Reich que pour ses résultats. Cependant, grâce au beau travail de la traductrice, Isabelle Rozenbaum, l'ouvrage donne accès à des textes inédits sur la production intellectuelle nazie et à un des premiers livres d'histoire sur ce sujet. Il rejoint ainsi ceux des pionniers de la recherche sur le national-socialisme que furent L. Poliakov ou J. Wulf.

Nicolas PATIN
Université Bordeaux Montaigne

FILIPPO FOCARDI,

L'Italie, alliée ou victime de l'Allemagne nazie?
Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles,
2014, 256 p., ISBN 978-2-8004-1568-0

Le livre de Filippo Focardi, publié en Italie en 2013 sous le titre *Il cattivo tedesco e il buon italiano*, traite de la construction de la mémoire du second conflit mondial en Italie dans la période 1943-1947 – un processus qui a conduit à la naissance d'une « narration dominante » présentant d'un côté les Italiens comme des victimes, et de l'autre les Allemands comme les seuls responsables de la guerre et de toutes ses horreurs. Ce phénomène, loin d'être spécifique à l'Italie, a caractérisé l'élaboration de la mémoire de la guerre de nombreux pays européens dans l'immédiat après-guerre, sur deux axes complémentaires : d'un côté l'attribution à l'Allemagne de la responsabilité exclusive de la guerre, et de l'autre l'exaltation des mouvements de Résistance, considérés comme l'expression de la volonté de la population entière de lutter contre l'envahisseur nazi. Cette vision a conduit un peu partout à détourner l'attention d'aspects « embarrassants » pour les vainqueurs aussi bien que pour les pays occupés. Le silence sur le massacre de Katyn ou la réticence à admettre l'ampleur des mouvements collaborationnistes dans les pays envahis sont deux exemples éloquentes de cette sélection des mémoires.

Si le cas italien s'inscrit pleinement dans cette dynamique globale, il demeure singulier en raison de la place occupée par l'Italie pendant la guerre : celle du principal allié de l'Allemagne nazie, engagé dans une guerre visant à créer en Europe méridionale et en Afrique du Nord un « Nouvel ordre méditerranéen » complémentaire (du moins dans la vision de Mussolini) du « Nouvel ordre » prévu par Hitler pour l'Europe centrale et orientale. Ce projet avait été soigneusement préparé et poursuivi pendant vingt ans par une dictature qui non seulement s'était toujours employée à subvertir l'ordre européen issu de la paix de Versailles, mais qui avait aussi constitué pour l'Allemagne nazie à la fois un exemple et un précurseur. On comprend donc pourquoi en Italie la construction de la mémoire de la guerre selon le binôme du « bon Italien », donc innocent, et du « méchant Allemand », donc coupable, a suivi un parcours singulier et souvent contradictoire, mais aboutissant à une image de soi – positive et auto-absolvante – extrêmement répandue. F. Focardi s'attache à reconstruire les origines, les débuts, les motivations, les acteurs et les contenus de ce processus de fabrication d'un récit national devenu rapidement hégémonique dans la mémoire publique italienne.

L'idée directrice de l'ouvrage, et sa principale nouveauté du point de vue historiographique, est que la formule du « bon Italien » et du « méchant Allemand » a été construite

et consolidée pendant une période relativement brève, entre 1943 et 1947, au moment du renversement d'alliances – à partir de l'armistice en septembre 1943 – qui entraîna l'occupation du Nord de la péninsule par la Wehrmacht et poussa l'Italie à adopter le rôle de «cobelligérant» des puissances alliées. À ce postulat principal, l'auteur ajoute deux autres hypothèses originales. La construction de l'image de l'Italie victime des Allemands fut le résultat d'une volonté partagée par tous les acteurs de la lutte contre le fascisme, du roi jusqu'aux communistes, en passant par les libéraux, les catholiques, les socialistes et même, dans l'immédiat après-guerre, par la droite monarchique et les populistes. En second lieu, cette image obéissait moins à des scrupules de politique interne qu'à des exigences de politique internationale effaçant les différences idéologiques. Pour F. Focardi, tout l'effort propagandiste du front antifasciste fut subordonné à une nécessité majeure : légitimer celui-ci comme le seul représentant de l'Italie et mobiliser le plus grand nombre d'Italiens dans la lutte aux côtés des Alliés, afin d'éviter un traitement punitif après la guerre et d'échapper ainsi à la mutilation de l'unité nationale – accomplie au prix d'énormes sacrifices après la guerre de 1915-1918 – et à une perte de souveraineté partielle ou totale. Cette préoccupation, d'ailleurs considérée comme légitime par l'auteur, fonda une action communicative massive envers, à la fois, les autorités anglo-américaines et le peuple italien, à laquelle participèrent les partis du CLN aussi bien que la monarchie. Le but était d'instiller dans les esprits le récit d'une Italie victime, prête à s'engager pour construire un avenir de liberté et démocratie ; d'un pays par conséquent digne d'être traité sur le même plan que les nations opprimées, sinon les vainqueurs. La thématique est structurée en sept chapitres selon un ordre chronologique qui permet d'en suivre la naissance et la diffusion au fil des événements politiques et diplomatiques, fondements des élaborations théoriques et des stratégies communicatives du front antifasciste.

Selon l'auteur, les racines de la présentation des Italiens comme victimes, et non comme acteurs, du régime fasciste et de son engagement aux côtés d'une Allemagne infidèle et odieuse, sont déjà perceptibles dans la propagande anglo-américaine des années 1940-1943, visant à affaiblir la solidité interne de l'Axe afin de hâter la crise du régime fasciste. Ces thématiques furent ensuite développées et amplifiées par les partis antifascistes et le front monarchique, tous deux soucieux de se présenter aux yeux des forces alliées comme les seuls interlocuteurs légitimes après l'armistice du 8 septembre 1943. Ce besoin d'autolégitimation explique aussi la dénonciation publique et réitérée de la trahison du fascisme de Salò, qui avait renouvelé l'alliance avec Hitler. L'utilisation massive du répertoire rhétorique et symbolique antiallemand, propre à la tradition italienne liée au *Risorgimento* et à la Grande Guerre, caractérise cette campagne menée à travers un corpus de messages, discours et articles qui, bien que produits par des acteurs concurrents, convergeaient dans une narration commune. La diabolisation de l'ennemi allemand, présenté comme un barbare implacable, voire une bête assoiffée de sang, permit en parallèle d'exalter les bonnes qualités de l'Italien, «naturellement» pacifique et prêt à se solidariser avec les autres victimes du conflit.

Après la guerre et la défaite de l'Axe, les forces antifascistes, soucieuses de distinguer les responsabilités de l'Italie de celles du régime fasciste aux yeux des pays vainqueurs, réaffirmèrent les *leitmotifs* des sacrifices héroïques des Italiens et des souffrances provoquées par les Allemands. Cette dichotomie visait à rappeler le droit de l'Italie à un traité de paix plus clément. Dans ce discours public, une place importante fut occupée par la condamnation du fascisme en tant que régime «traître» vis-à-vis de la population italienne et de la patrie, et comme seul responsable de l'alliance «contre nature» avec

l'Allemagne nazie. Le Pacte d'acier, les lois raciales, et même l'entrée en guerre furent dénoncés comme des éléments étrangers au véritable esprit d'une population qui restait au contraire bonne et pacifique. Conformément à cette vision, l'hostilité du peuple italien envers le fascisme fut antidatée aux années 1920. Cette narration dominante réduisit au silence tout récit alternatif soulignant que le fascisme était lié à des complicités, des conformismes et des opportunismes de nombreux Italiens, ou que la Résistance avait été limitée et minoritaire. L'Italie de l'après-guerre refusa donc longtemps un « examen de conscience » collectif sur les responsabilités italiennes pendant la Seconde Guerre mondiale, même après le traité de paix de 1947. L'auteur montre les mécanismes qui rendirent possible l'oubli systématique des aspects les plus sombres de l'histoire de l'Italie fasciste, avec des conséquences profondes dans le domaine juridique (absence d'un procès pour les criminels de guerre italiens) et historiographique (report d'un débat scientifique sur les responsabilités italiennes dans l'occupation des Balkans, le colonialisme, la persécution des juifs, etc.).

F. Focardi arrive à reconstruire la fabrication des stéréotypes du « bon Italien » et du « méchant Allemand » dans ce qu'il appelle, par une formule empruntée à la biologie, sa phase génétique. Il procède à une narration rigoureuse et structurée, soucieuse de faire comprendre les exigences politiques présidant à la naissance de cette image, sans céder ni à la tentation d'une condamnation simpliste ni à une attitude justificatrice visant à une absolution des acteurs. Au contraire, F. Focardi s'attache à montrer le lien entre le besoin de rachat politique et moral d'un pays bouleversé par la guerre et soucieux de retrouver sa place internationale, et le succès d'un récit identitaire capable de constituer le ciment idéologique d'un ensemble de forces hétérogènes, et suffisamment robuste pour, au-delà du contexte de sa naissance, devenir un véritable mythe fondateur de l'Italie républicaine. Des secteurs importants de la politique, de la société et aussi de l'historiographie italiennes ont ainsi continué à propager cette image fantasmée du « bon Italien », conditionnant de manière subtile mais persistante la vision des événements brûlants de l'histoire italienne contemporaine et laissant proliférer des stéréotypes qui ont connu une vitalité durable dans l'imaginaire collectif, en Italie et ailleurs. Aujourd'hui encore, si plusieurs historiens ont sévèrement critiqué le mythe du bon Italien, une partie importante du pays, y compris ses représentants officiels, peine à renoncer à cette vision naïvement positive. Le souhait de l'auteur est dès lors de contribuer à construire une mémoire nationale renouvelée, capable d'inscrire les tensions sociales et économiques du présent dans une conscience critique et responsable du passé ; une réflexion nécessaire pour construire un avenir durable en Italie et dans l'Europe entière.

Martino OPPIZZI

Université Paris 8-EA1571

FRÉDÉRIC HEURTEBIZE,

Le péril rouge.

Washington face à l'eurocommunisme,

Paris, PUF, 2014, 392 p., ISBN 978-2-13-061995-6

Expérience politique éphémère mais néanmoins marquante, l'eurocommunisme voit les partis communistes occidentaux prendre leurs distances à l'égard de l'Union soviétique et se rapprocher du pouvoir par un jeu d'alliances nouvelles. Pour des États-Unis traumatisés par la défaite vietnamienne, cette nouvelle donne est difficile à appréhender : s'agit-il d'une mutation profonde des équilibres de la guerre froide ou d'une insidieuse tactique des pro-soviétiques ? À travers l'exemple des partis communistes les plus

puissants d'Europe de l'Ouest, en France et en Italie, Frédéric Heurtebize étudie les positions successives de la diplomatie américaine, grâce à des sources variées dont de très nombreux entretiens avec des dirigeants des trois pays, indéniable richesse de cet ouvrage.

La première partie se concentre sur la politique du président Ford, dominée par l'omnipotent Henry Kissinger. Ce dernier, qui considère que les « communistes modérés sont plus dangereux que les communistes non modérés », s'appuie sur une ambassade aux pouvoirs étendus pour limiter l'influence de ses adversaires. C'est particulièrement net en Italie où le PCI apparaît plus ouvert qu'en France, jouissant de nombreux relais dans l'opinion. Dans un développement hélas parfois imprécis sur l'histoire italienne, l'auteur expose cependant bien la diversité de l'action diplomatique, allant du financement direct de partis et d'organisations anticommunistes à l'organisation de séjours aux États-Unis destinés aux futures élites politiques et économiques. L'intérêt du livre est aussi de montrer que ce combat contre l'eurocommunisme n'est pas uniquement le fait de la diplomatie : il s'agit aussi de réduire l'attraction qu'exerce le communisme italien sur une partie du monde intellectuel américain, comme en témoignent les nombreuses invitations des universités aux principaux dirigeants du parti ou l'enthousiasme d'une partie de la presse devant la gestion communiste de certaines régions italiennes. En France, la politique américaine est moins tranchée : le PCF semble moins séduisant et marginalisé par François Mitterrand après la signature du programme commun. La campagne de l'élection présidentielle de 1974 voit d'ailleurs une partie de la diplomatie se rapprocher du leader socialiste malgré le soutien officiel à Valéry Giscard d'Estaing. Une fois élu, ce dernier participe lui aussi à la lutte contre l'eurocommunisme, reprenant la rhétorique de Kissinger sur le risque d'une contagion si un seul des partis communistes européens accédait au pouvoir, même dans une position minoritaire. En 1976, le sommet de Porto Rico entre les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la RFA est ainsi l'occasion de durcir le ton à l'égard de l'Italie, en prévoyant la suppression des aides américaines en cas de victoire du PCI.

Après l'élection de Jimmy Carter, la donne semble changer : l'eurocommunisme n'apparaît plus comme une des principales préoccupations de la diplomatie américaine et le nouveau président, qui a jugé immorale la politique étrangère de l'administration précédente, entend limiter l'ingérence américaine dans la politique intérieure des pays européens. Le regard sur l'eurocommunisme est alors modifié : de sournoise tactique des alliés de Moscou, il devient une arme potentielle pour attirer le PCF et le PCI sur le terrain réformiste. Cela se traduit par une certaine ouverture : les visas sont plus facilement accordés et la politique culturelle du nouvel ambassadeur à Rome n'exclut plus les compagnons de route du PCI. Bien que soucieux de rompre avec le manichéisme de l'administration précédente, Jimmy Carter ne souhaite pas pour autant donner une légitimité institutionnelle aux communistes. Son action est cependant assez mal comprise et perçue comme une ouverture très nette à l'égard des communistes italiens, au point que le grand quotidien italien *La Repubblica* titre en 1977 : « Carter accepte le PCI ». Dans un passage fort convaincant, F. Heurtebize montre le décalage entre la politique qu'entend mener le président Carter et sa perception par l'opinion publique tant aux États-Unis qu'en Europe. Cela conduit à une prise de position renouvelée contre l'arrivée au pouvoir des communistes italiens, renouant avec la politique de fermeté précédente. En France, la position américaine est beaucoup plus nuancée, notamment après la rencontre entre Carter et Mitterrand

à Paris. Ce dernier a rassuré le président américain sur ses intentions vis-à-vis du PCF. Même après l'élection de Ronald Reagan, qui entretient de bonnes relations avec Valéry Giscard d'Estaing, la diplomatie américaine échange avec le dirigeant socialiste. La figure de François Mitterrand occupe ainsi une place centrale dans l'ouvrage, car il constitue un interlocuteur de choix de la diplomatie américaine, qui n'a pas d'équivalent en Italie. Il apparaît comme un moyen de contrôler la menace communiste sans contraindre les États-Unis à s'immiscer dans la politique intérieure, comme c'est le cas de l'autre côté des Alpes. L'ingérence américaine dans les deux pays est donc de degré différent – l'auteur va jusqu'à parler de « politique proconsulaire » en Italie – et tient à des causes diverses : attractivité majeure des communistes italiens, présence militaire américaine dans la péninsule, rôle des socialistes en France. Cependant, malgré l'alternance entre phases de fermeté et d'ouverture, la position américaine reste constante : il s'agit d'empêcher l'arrivée au pouvoir des communistes, ce qui pourrait compromettre l'efficacité de l'OTAN et de l'alliance anti-soviétique.

Dans cette étude riche et très documentée, F. Heurtebize expose donc les difficultés que rencontre la diplomatie américaine face à l'eurocommunisme, qu'elle peine à analyser efficacement. Montrant combien les organismes qui interviennent dans la définition de la politique étrangère sont nombreux – de l'ambassade à la CIA, du département d'État à la Maison blanche – et leurs relations complexes, l'auteur donne à voir les hésitations d'une puissance qui doute, avant la reprise en main des années 1980 et le fameux *America is back* de Ronald Reagan.

Virgile CIREFICE
EA 1571, Université Paris 8

BEN JACKSON, ROBERT SAUNDERS (ÉD.),

Making Thatcher's Britain,

Cambridge, Cambridge University Press, 2012,

353 p., ISBN 978-1-10-768337-2

On doit aux années Thatcher d'avoir poussé une génération d'historiens politiquement à gauche de l'échiquier politique à s'intéresser au conservatisme et au Parti conservateur, jusque-là chasse gardée d'historiens eux-mêmes le plus souvent conservateurs. En effet, l'histoire du conservatisme britannique a été profondément renouvelée depuis les années 1980. La question centrale est alors de situer le thatchérisme dans la galaxie conservatrice et d'examiner la place de l'État dans l'économie et dans la société. De nombreux conservateurs reprochaient à Margaret Thatcher d'avoir trahi les principes du Parti en adoptant de manière brutale les recettes d'un libéralisme économique susceptible de mettre en péril l'équilibre de la société. Thatcher avait redéfini la place respective de l'État et du marché, au bénéfice de ce dernier dans la vie économique. Vues sous cet angle, les années 1980 marqueraient plutôt la fin du conservatisme comme pensée politique dominante du XX^e siècle. C'est l'analyse faite par Ian Gilmour, Lord du sceau privé sous Margaret Thatcher et limogé en 1981. Il explique que « pour les conservateurs, le libéralisme économique à la Hayek, à cause de sa cruauté et de son incapacité à créer un sentiment de communauté, n'est pas un garant de la liberté politique, mais constitue au contraire une menace pour cette liberté » (cité par H. Young, *One of Us*, Londres 1989, p. 200). Thatcher elle-même insistait sur la rupture que ses mandats successifs représentaient par rapport à l'histoire britannique depuis 1945.

Pour de nombreux historiens, expliquer le succès non seulement du thatchérisme mais du Parti conservateur au XX^e siècle – le *Siècle conservateur* (A. Seldon, S. Ball, éd., *Conservative Century: the Conservative Party since 1900*, Oxford 1994) – et notamment le vote *tory* de la classe ouvrière, devint alors un impératif politique. Ils furent nombreux dans les années 1990 à s'intéresser à l'idéologie du parti conservateur et à la fabrique du conservatisme. Les générations suivantes se sont attachées aux cultures du conservatisme populaire et à la construction des identités politiques. C'est la diversité des cultures conservatrices locales qui a marqué les ouvrages les plus récents et l'historiographie du parti conservateur sur ces sujets a explosé dans les dernières années (en 2014, 70 ouvrages académiques sur le conservatisme ont été publiés). Elle montre désormais pour partie les continuités entre Thatcher et les gouvernements conservateurs précédents.

Ben Jackson et Robert Saunders, les coordinateurs et principaux contributeurs de *Making Thatcher's Britain*, comptent parmi les derniers étudiants d'E.H.H. Green, spécialiste reconnu du Parti conservateur, mort très jeune en 2006, à la mémoire duquel le livre est dédié. Les quinze contributions de (relativement) jeunes chercheurs sont le fruit de discussions qui se sont tenues à Oxford en 2010 sous l'égide de deux chercheurs plus confirmés, B. Harrison et R. McKibbin. Il s'agit à certains égards d'un dialogue sur le conservatisme entre différentes générations de chercheurs.

Dans leur introduction, B. Jackson et R. Saunders posent d'emblée l'existence de multiples thatchérismes et reviennent à l'origine du terme, promu par le parti travailliste et théorisé par des universitaires marxistes (S. Hall est l'inventeur du mot « thatchérisme » dans un article de *Marxism Today*, publié par le Parti communiste en janvier 1979) avant d'être repris avec fierté par le gouvernement Thatcher (p. 12-14). Les *think tanks* contribuèrent à produire des définitions du thatchérisme à géométrie variable : pour certains, c'était un culte de la personnalité ou un style de leadership, pour d'autres, une approche de la politique monétaire ou encore une vision de la place de la Grande-Bretagne dans le monde. Ce néologisme permit à de nombreuses personnes qui ne se reconnaissaient pas dans le conservatisme de se rallier au parti. Thatcher croyait à la puissance des idées. Elle aimait évoquer « la bataille idéologique contre le socialisme » (conférence, 12 octobre 1979, citée p. 27). Elle avait ainsi expliqué au *Sunday Times* : « L'économie c'est la méthode. L'objectif c'est de changer les cœurs et les âmes » (p. 93). Sans jamais proposer de définition du socialisme, elle était surtout intéressée par ce qu'elle appelait les « valeurs fondamentales » et le « bon sens de base » (*basic common sense*) et elle formulait ses doctrines économiques en termes moraux ou religieux. Le choix d'utiliser le terme « thatchérisme » présente l'avantage de montrer, si besoin était, que le conservatisme n'a pas grand-chose à voir avec la « révolution conservatrice ».

L'ouvrage est divisé en trois grandes parties. La première est consacrée à la fabrique du « thatchérisme ». Le point de départ de l'analyse est la crise de l'État britannique dans les années 1970 (R. Saunders) : le thatchérisme se définit alors principalement en opposition, *contre* les travaillistes. Le travail des *think tanks* fait l'objet d'une analyse très complète (B. Jackson), puis la place de la religion et de la morale (M. Grimley) pointe un des paradoxes du thatchérisme, celui de prôner un matérialisme lié au « plaisir, à l'avidité et à l'argent » tout en défendant simultanément une forme de puritanisme, héritage de l'époque victorienne : « Margaret Thatcher fait le lien entre deux systèmes de morale entièrement opposés qui reflètent non seulement l'ambivalence de sa personnalité, mais également l'histoire de la Grande-Bretagne

au XX^e siècle : d'Alfred Roberts à Mark Thatcher en trois générations» (A. Roberts, le père de Margaret Thatcher, était méthodiste et M. Thatcher, son fils, est un millionnaire affairiste). J. Tomlinson propose une analyse magistrale des effets de l'inflation et de la politique « monétariste » de Thatcher, mettant en valeur le tournant politique que représenta le budget de 1981. Enfin, les similitudes avec Enoch Powell (C. Schofield) sont examinées dans le dernier chapitre de cette première partie.

La deuxième partie, « Thatcher's Britain », commence par un chapitre sur le vote des femmes en faveur de Margaret Thatcher, décroissant au fil de ses mandats (L. Beers). C'est l'un des multiples paradoxes de Thatcher que d'avoir été la première femme Première ministre, et d'avoir réduit l'électorat féminin du Parti conservateur pourtant stable et majoritaire depuis les années 1920. Suit une étude du déclin de la rhétorique de lutte des classes encore si présente à la fin des années 1970 (J. Lawrence et F. Sutcliffe-Braithwaite), progressivement remplacée dans les années 1980 par celle des « gens ordinaires », « travaillant dur et plein de bon sens » (*commonsense and hardworking*). Mêlant hostilité au socialisme et mépris de l'establishment, Thatcher se présenta comme la figure de proue des familles de « Middle Britain », revendiquant le fait d'être « One Nation » et de proposer un « capitalisme populaire ». Lors des élections de 1987, Thatcher savourait ainsi sa victoire : « Aujourd'hui, le socialisme recule et le conservatisme avance [...]. Il est désormais communément admis que les gens souhaitent acheter leur maison, économiser pour leur retraite, posséder des actions des entreprises dans lesquelles ils travaillent et offrir ce qu'il y a de mieux à leurs enfants » (p. 146). Les chapitres suivants s'intéressent aux adversaires du thatchérisme : les mineurs (D. Howell), les régions du Royaume-Uni moins perméables au thatchérisme que le sud de l'Angleterre, comme le Pays de Galles et l'Écosse (R. Finlay) ou l'Irlande (M. Mulholland).

Enfin, la troisième partie de l'ouvrage est consacrée à « Thatcherism and the wider world ». Né de la guerre froide (R. Vinen), le thatchérisme privilégie la relation spéciale avec les États-Unis plutôt qu'avec l'Europe (A. Gamble). C'est véritablement sous Thatcher que le parti se divisa sur la question européenne. Jusqu'alors, il avait été majoritairement favorable à l'Europe. C'est progressivement et surtout à la fin de son troisième mandat que Thatcher définit le rapport entre la relation aux États-Unis et celle à l'Europe non plus comme complémentaire mais comme concurrent. Elle sema les graines d'une discorde qui divise le parti jusqu'aujourd'hui. Peut-être pourrait-on ajouter que le système bipartisan et l'intégration forcée, si chère à Thatcher, des marges et des extrêmes au sein du parti, expliquent pour partie le Brexit. Pour conclure, l'Empire (S. Howe) demeure le fil rouge de l'histoire britannique depuis 1945 et les années Thatcher semblent ne représenter qu'un épisode au sein d'une longue saga impériale « remarquablement immuable » (p. 251).

Cet ouvrage collectif réussit le pari de proposer des articles très divers formant un tout plutôt cohérent et nuancé. Une chronologie de neuf pages et quinze pages de tableaux statistiques complètent cet ensemble important qui contribue à la compréhension d'un moment où le parti conservateur met en place des politiques qui le dépassent dans les décennies suivantes : le conservatisme europhile du centre droit semble progressivement disparaître au profit d'un repli populiste et d'une nostalgie de l'Empire.

STÉPHANE AUDOIN-ROUZEAU,

Une initiation. Rwanda (1994-2016),

Paris, Seuil, 2017, 179 p., ISBN 978-2-02-130851-8

C'est un texte inhabituel que Stéphane Audoin-Rouzeau nous invite à découvrir avec son dernier livre, inclassable et parfois dérangent.

Historien de la France, historien de la guerre – ou plutôt du « combat » comme il le précise lui-même –, il est l'un des représentants les plus en vue de cette génération qui a profondément renouvelé l'histoire de la Grande Guerre depuis les années 1990. Co-fondateur de l'Historial de Péronne, il a produit des œuvres majeures sur l'enfance, le viol, le deuil, la violence du champ de bataille, cette « violence à la limite », inédite, des années 1914-1918.

Le voilà désormais sur un tout autre terrain : l'histoire du génocide des Tutsi au Rwanda, le dernier grand génocide du ^{XX}^e siècle. En neuf chapitres brefs, nerveux, le récit balance entre la prise de distance et l'expression d'une profonde émotion. Il alterne analyses objectives et retours subjectifs d'expérience, sans vraiment trouver son point d'équilibre. C'est tout l'intérêt de ce texte à vif, en suspens, car l'initiation, la découverte de cet événement aux séquelles prégnantes, ne sont pas encore achevées. On suit ainsi l'auteur dans ses nombreux périple sur place, dans sa rencontre avec des survivantes, Joséphine et Émilienne, les femmes jouant un rôle central dans la transmission de la mémoire. Elles vont l'introduire dans un univers traumatique inconnu et proprement terrifiant, même pour un historien aguerrri. On prend du champ avec l'analyse de ce meurtre de masse inouï dont les singularités sont encore mal appréciées, S. Audoin-Rouzeau s'attachant à essayer de comprendre à la fois la gestuelle de la violence et la religiosité qui l'imprègne. Il se confronte enfin à la difficile question des responsabilités françaises, adoptant une position médiane – la plus inconfortable – entre ceux qui la nient ou la minimisent, en particulier parmi les officiels français, et ceux qui la surestiment, parfois artificiellement, pour des raisons politiques.

Comment bascule-t-on des tranchées de la Somme aux barrières sanguinaires de Kigali ? Comment passe-t-on d'une histoire en apparence refroidie et relativement lointaine à une histoire brûlante qui vous saisit à la gorge ? Au Rwanda, bien que le pays connaisse une renouveau assez notable depuis vingt ans, la mort est toujours visible, palpable, dans les innombrables mémoriaux qui quadrillent un territoire moins étendu que la Bretagne. Il y a d'abord les hasards d'une première rencontre, en mars 1999, dans un séminaire, avec Charles Ntampaka, un opposant Hutu au régime génocidaire d'Habyarimana. Il y a surtout, en avril 2008, la première étape du parcours initiatique : une de ses doctorantes, Hélène Dumas, qui prépare sa thèse sur les tribunaux populaires rwandais (publiée depuis : *Le génocide au village*, Paris 2014), le convainc de se rendre au Rwanda pour une dizaine de jours durant la période des commémorations. Ce sera, écrit-il, « une rupture irréversible ». Si je n'avais pas vécu, à un degré infiniment moindre, la même expérience en avril 2014, lors de notre premier voyage ensemble au sein d'un groupe de chercheurs et de journalistes, je n'aurais sans doute pas saisi l'authenticité de cette phrase. La rupture ne se résume pas à découvrir sur place un événement considérable et pourtant méconnu, ni même à faire l'expérience d'un échange soutenu avec des victimes souvent plus jeunes que l'historien, une situation fort éloignée de la rencontre avec les anciens combattants des conflits européens. Elle prend la forme d'un regret rétrospectif qui oblige le savant, pourtant au faîte de sa carrière, à revenir sur lui-même, à s'interroger sur ses choix antérieurs. Comment un tel événement a-t-il pu lui échapper – nous échapper ?

Son autocritique est profonde puisque la découverte du Rwanda a touché chez lui « des zones secrètes de l'estime de soi ». Elle prend aussi les accents d'un réquisitoire. Pourquoi les spécialistes des guerres et des génocides ont-ils mis tant de temps à s'intéresser à la catastrophe de 1994 dont la singularité n'a rien à envier à la Shoah qui accapare dans ces années-là tous les esprits ?

« Face à ces commémorations bouleversantes du 7 avril, face à ces récits atroces énoncés par les survivants devant des foules prostrées, face à ces interminables chants de deuil qui, sans précaution aucune, disent le massacre jusque dans ses pires replis, face à ces femmes en convulsions, hurlantes d'une terreur subitement retrouvée, et comme intacte, à quoi bon assister à un 11 novembre ? Le saisissement du génocide a désarmé mes beaux sujets, sans me réarmer suffisamment pour d'autres », écrit-il au début de son essai. Si j'interprète cela à l'aune de nos longues discussions sur nos différences d'approche des deux guerres mondiales, je dirais que S. Audoin-Rouzeau semble avoir compris subitement, mieux que je n'aurais jamais pu lui expliquer, le fossé entre l'histoire contemporaine académique et l'histoire du temps présent, ou encore l'importance de la mémoire pour comprendre la relation entre le présent et le passé, ou enfin la nécessité du regard subjectif comme moyen d'accès à un passé traumatique, une posture non sans risques. De même, grâce au fait qu'il m'ait un peu initié à mon tour, des années plus tard, j'ai pu comprendre l'immense intérêt d'une anthropologie historique de la violence de masse, dont le Rwanda constitue en quelque sorte un laboratoire *in vivo*.

Sur ce dernier point, l'ouvrage permet de mieux saisir l'épistémologie de S. Audoin-Rouzeau, et son obsession : regarder la violence en face, ne pas détourner le regard, pour des raisons éthiques, mais surtout pour des raisons scientifiques. Cela lui permet de comprendre les caractéristiques propres des tueries de voisinage et les motivations d'une cruauté dont les seuils défient l'imagination. Ces dernières se déclinent dans une grammaire qu'il faut avoir le courage d'élucider car elle est, selon lui, le cœur du problème, qui permet de différencier radicalement le bourreau de sa victime voisine. Il nous fait ainsi saisir la « créativité meurtrière » à l'œuvre, un point central de ses préoccupations. Lors de notre visite commune, en avril 2014, au mémorial de Murambi où sont exposés à l'air libre des dizaines de corps vitrifiés à la chaux, saisis dans l'instant de la mort, S. Audoin-Rouzeau entama devant notre petit groupe un exposé érudit sur les manières de tuer, de découper, de mutiler. J'exprimai alors ma révolte, d'abord contre lui et le caractère en apparence inopportun de ses propos, mais aussi contre moi car, malgré le choc terrible de cette expérience visuelle et sensorielle, je comprenais la pertinence de ses analyses, je prenais conscience de leur centralité.

Il faut lire aussi, attentivement, le chapitre sur les responsabilités françaises et son analyse, documentée, des différentes missions militaires qui se sont succédé au Rwanda de 1990 à 1994, essentiellement pour défendre les Forces armées rwandaises (FAR), responsables des massacres. Il y reprend une thèse originale sur la mission Turquoise qu'il divise en deux temps : dans la première semaine, du 23 au 30 juin 1994, elle fut d'abord une mission de « co-belligérance » aux côtés des FAR pour contrer l'avance du Front patriotique rwandais de Paul Kagame qui allait mettre un terme au génocide ; elle ne fut la mission humanitaire qu'elle était supposée être que dans un second temps, début juillet, créant une zone de refuge pour les survivants de la partie occidentale et méridionale du pays – en même temps qu'une zone de fuite vers la République démocratique du Congo voisine pour de nombreux Hutu responsables de massacres.

En moins de 200 pages, ce livre constitue à n'en pas douter une initiation à la nécessité et à la difficulté d'une histoire du temps présent confrontée à des traumatismes non résorbés. Il touche à certaines limites du métier d'historien : l'analyse de la violence paroxystique, le témoignage en justice, la recherche menée sous surveillance politique, le risque d'autocensure face au négationnisme, l'indispensable résistance aux non-dits et tabous historiographiques, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent. *Une initiation* est clairement un livre de combat.

Henry Roussou

Institut d'histoire du temps présent, UMR 8244 CNRS-Université Paris 8

THIERRY GROENSTEEN,

La bande dessinée au tournant,

Bruxelles, Les impressions nouvelles, 2017,

126 p., ISBN 978-2-87449-436-9

La *RHMC* ne s'est pas intéressée de près à un phénomène important de la culture mondiale : la bande dessinée. Thierry Groensteen qui en est à la fois l'historien (*La bande dessinée, son histoire et ses maîtres*, Paris 2009) et le théoricien (*Un objet culturel non identifié*, Angoulême 2006) nous fournit l'occasion d'attirer l'attention sur une production culturelle majeure du XIX^e au XXI^e siècle. Elle mobilise une part importante de l'édition internationale et nationale, un monde toujours plus vaste d'auteurs et un public d'amateurs dont le nombre croît autant que l'exigence esthétique ou la curiosité internationale. L'exposition sur Tintin au Grand Palais, à l'automne 2016, s'inscrit dans un mouvement de fond en face duquel les intellectuels grincheux, en protestant comme A. Finkelkraut, ne font que reconnaître son succès et son autonomisation par rapport aux appareils de production, de consommation et de consécration.

La BD est partout et pour les historiens elle offre une double attraction. D'une part elle attire les uns ou les autres comme un moyen spécifique d'expression susceptible d'une utilisation pédagogique et doté d'une force didactique qui dépasse l'imprimé habituel et permet de vulgariser des acquis plus savants de manière efficace. C'est l'enjeu en tout cas d'une *Histoire dessinée de la France* annoncée pour 2017 par les éditions de La Découverte, en vingt volumes associant un dessinateur et un historien. D'autre part, la BD est devenue pour l'enseignement supérieur et la recherche un objet académique reconnu qui bénéficie du soutien des *cultural studies* aux États-Unis ou ailleurs, et qui est déjà officialisé dans les enseignements à Lausanne comme à Louvain-la-Neuve et Liège. En France, quelques équipes pluridisciplinaires lui assurent, à Poitiers, à la Sorbonne, une visibilité déjà importante en rapport avec l'intérêt porté au récit, sous toutes ses formes, au film et aux pratiques culturelles de l'informatique. Entre 1968 et 2014, cent-onze thèses ont été soutenues, dont trente-deux après 2010, au moment même où le cinéma attirait trois-cent-vingt-et-un docteurs. L'avenir dépend certainement de l'accroissement des circuits disciplinaires reconnus sans rupture avec les disciplines traditionnelles ; l'histoire dont le destin dans l'enseignement primaire et secondaire reste un enjeu crucial ne pourrait qu'y gagner. Cet avenir est lié aussi à une meilleure visibilité des résultats qui ne gagnent pas à la dispersion des directeurs (quatre-vingt-sept pour cent-onze thèses soutenues) et des disciplines (40% en littérature, 8% en histoire de l'art, 7% en histoire, 6% en sciences de l'information, 6% en arts plastiques, 5% en philosophie). L'unité du milieu se consolide par l'usage et l'intérêt communs, le site «La Brèche» proposant information et entraide.

Par ailleurs, le livre de T. Groensteen offre un double intérêt pour les historiens mobilisés par l'histoire de l'information comme par l'engouement suscité par le neuvième art, phénomène économique et social majeur. Il en montre les caractères principaux : la BD est un secteur en plein essor mais guetté par la surproduction qui est particulièrement préjudiciable aux auteurs, victimes de l'érosion progressive des tirages et des chiffres de vente donc de la rentabilité qui avait mobilisé petits et grands éditeurs. Cette crise entraîne des reconversions et des concentrations. Ainsi, le groupe Gallimard rassemble collections et maisons spécialisées sous une appellation officielle (Madrigall), engagement profitable sans doute pour l'éditeur, compte tenu de sa place dans le monde littéraire national, mais aussi pour la BD légitimée par sa réputation. Auteurs et dessinateurs se voient ainsi confrontés à une patrimonialisation forte favorable à la réédition et à la répétition des genres déjà reconnus. De la même façon, la féminisation du milieu des auteurs interroge l'évolution des thèmes que dominant encore l'aventure épique et la dérision. Enfin, le rôle de l'édition alternative avec ses choix transversaux et son travail formel souvent plus novateur, mérite une attention particulière pour la place faite à l'actualité et à l'histoire du temps présent.

En définitive, avec ses États généraux, ses circuits de production, le soutien plus ou moins chiche de l'État et des collectivités locales, la promotion des conditions de la conservation dans les bibliothèques et les musées, un enseignement en pleine mutation avec les masters reconnus, la BD semble capable d'affronter l'avenir. Elle a bonne presse à tous les niveaux, elle s'expose, et plus encore elle devient un objet de spéculation avec quelques ventes mémorables pour lesquelles les musées sont peut-être mal armés financièrement. Il importe toutefois que le marché ne tue pas les marchés et que ceux-ci soient nourris par la créativité exigeante des dessinateurs et des auteurs, comme art visuel et comme littérature.

Daniel ROCHE
Collège de France